

P. 04 POÉSIES
EVA STRITTMATTER
Katherine L. Battaiellie

P. 32 LE GRAND ENTRETIEN
NE LAISSER AUCUNE PRISE
À LA RECOMPOSITION
LIBÉRALE DU PAYS
Marie-Pierre Vieu

P. 44 PHILOSOPHIQUES
L'ANALYSE DE LA
MARCHANDISE PAR
MARX ET LE CORPS
DES FEMMES DANS
LES PUBLICITÉS
Saliha Bussedra

LA REVUE DU
PROJET

DOSSIER

APPARENANCES SUPERFICIALITÉS ET IDÉES REÇUES



PÉTROLE, JUSQU'À QUAND? Dans ce nouveau numéro de *Progressistes*, focus sur le pétrole, ce grand oublié des débats sur l'énergie. Ce dossier aborde les enjeux économiques, écologiques et géopolitiques actuels et à venir autour de l'extraction de cette ressource. Et, bien sûr, retrouvez toutes les pages traitant de l'écologie et des avancées scientifiques et technologiques avec, entre autres, une contribution sur la sécurité ferroviaire par Daniel Sanchis, « La science économique est-elle expérimentale ? » par Alain Tournebise ainsi qu'un retour sur la rencontre entre le Web et la rue lors des mobilisations contre la loi « travail » par Sophie Binet.

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Le monde d'hier

4 POÉSIES

Katherine L. Battaiellie Eva Strittmatter

5 REGARD

Gérard Legrip Angie Hiesl

6 ▶ 31 LE DOSSIER

APPARENCES, SUPERFICIALITÉS, IDÉES REÇUES

Pierre Crépel, Théo Ruchier-Berquet

Dépasser les apparences, mais aussi les affronter

Jean-Louis Frostin Une formation pour avancer avec le peuple

Claude Rosenblatt Lanher Les sophistes, d'hier à aujourd'hui

Claude Rosenblatt Lanher

Se méfier des apparences conduit-il au scepticisme ?

Fanny Chartier

Petit guide de lecture de graphiques et de données statistiques

Igor Martinache Le travail coûte que coûte ?

Jean-Yves Mas

L'économie : apparemment « scientifique » et « naturelle » ?

Hugues Boîteux En quête de vérité ?

Josua Gräbener Avoir le droit de se former : gare aux façades

démocratiques des droits individuels !

Antoine Machut Média et journalistes dans la fabrication et la diffusion des informations

Ernest Brasseaux La faisabilité politique de l'ajustement

Michèle Picard Insécurité et sentiment d'insécurité

Morane Chavanon et Gabriel Montrieux

C'est beau, divers, alternatif, bio et éthique

Gérard Legrip Le vêtement : marqueur local, marqueur social

32 ▶ 35 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Marie-Pierre Vieu Ne laisser aucune prise à la recombinaison libérale du pays

• Nomination du nouveau gouvernement

• Argentine : Micaela Garcia, un crime évitable

36 PARLEMENT

Proposition de loi du Groupe communiste, républicain et citoyen (Sénat)

Taxe d'habitation

Institutions, le projet inavouable d'Emmanuel Macron

Ordonnances ?

38 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Une jeunesse paupérisée, engagée, décriée

40 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Le 20 heures de France 2 en campagne pour « réformer les retraites »

42 FÉMINISME

Monique Dental

Mouvements féministes face aux défis politico-religieux

44 PHILOSOPHIQUES

Saliha Bousseadra L'analyse de la marchandise par Marx et le corps des femmes dans les publicités

46 HISTOIRE

Florian Mazel 1282. « Mort aux Français ! »

48 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Corinne Luxembourg Genre, violence et espace

50 SCIENCES

Pierre Crépel Mathématiques et élections

52 SONDAGES

Gérard Streiff Front national, un électorat radicalisé

53 STATISTIQUES

Michaël Orand 70 % des Français se déclarent en bonne santé

54 LIRE

Olivier Ritz La recherche publique à l'heure des humanités numériques

56 CRITIQUES

• **Serge Halimi, Renaud Lambert, Frédéric Lordon**

Économistes à gages

• **Roger Colombier, Jules Durand** : *une affaire Dreyfus au Havre (1910-1918)*

• **Roger Martin** *Les Docks assassinés. L'affaire Jules Durand*

• **Pénélope Bagieu** *Les Culottées*

• **Jean-François Téaldi** *Journaliste, syndicaliste, communiste*

58 DANS LE TEXTE (LÉNINE)

Florian Gulli et Aurélien Aramini La question du pouvoir

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

La Revue du projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication** : Patrice Bessac

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • **Rédacteurs en chef** : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • **Secrétariat de rédaction** : Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction** : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Mickaël Bouali, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Alexandre Fleuret, Josua Gräbener, Florian Gulli, Gérard Legrip, Corinne Luxembourg, Stéphanie Loncle, Igor Martinache, Michaël Orand, Léo Purguette, Marine Roussillon, Bradley Smith • **Direction artistique et illustrations** : Frédo Coyère • **Mise en page** : Sébastien Thomassey • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) • **Imprimerie** : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex)

Dépôt légal : avril/mai 2017 - N°68 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 1019 G 91533.

Le monde d'hier

« Dans ce petit intervalle qui sépare le moment où la barbe a commencé à me pousser et celui où elle commence à devenir grise [...], il s'est produit plus de métamorphoses et de changements radicaux qu'autrefois dans le courant de dix générations. [...] Mon aujourd'hui est si différent de chacun de mes hier [...] qu'il me semble parfois que j'ai vécu non pas une mais plusieurs existences absolument différentes les unes des autres. [...] Aujourd'hui encore nous sommes de nouveau à un tournant, une conclusion et un nouveau début. » Ainsi s'ouvre *Le Monde d'hier* de Stefan Zweig, rédigé au matin de la Seconde Guerre mondiale.

Assistons-nous à notre tour à pareil bouleversement ? Au plan politique, l'imprévu radical de l'élection présidentielle pourrait le laisser penser. À vrai dire, c'est même ce qui nous est susurré à l'oreille par tel journaliste, tel tribun, tel président. « Révolution » : n'était-ce pas le titre du livre de campagne du candidat Macron ? Le jeune homme y expliquait ainsi que « nous sommes entrés dans une nouvelle ère » et qu'à « cette grande transformation nous ne pouvons répondre avec les mêmes hommes, les mêmes idées ». Oui, « nous devons tous sortir de nos habitudes [...] ce serait une faute de nous dérober ou même de nous accommoder au *statu quo* ». Le petit monde dans lequel, chère lectrice, cher lecteur, vous avez vu le jour – vous aussi, fussiez-vous jeune – appartient à un monde révolu. Nous sommes dans une nouvelle ère et vous êtes (nous sommes) quelque diplomate ayant survécu à la fin du crétacé, sans avoir bien perçu ni météorite ni éruption volcanique. Un monde est mort, un nouveau naît. La thèse, dans sa radicalité, peut prêter à sourire mais puisqu'elle est désormais thèse présidentielle – et partagée au-delà –, il convient de s'y arrêter.

Considérons quatre objets, nés dans le monde d'hier et qui ne survivraient encore aujourd'hui que comme volatiles décapités promis à une chute aussi finale qu'imminente.

Les partis, nous dit-on, en seraient. De fait, le succès foudroyant d'En Marche !, de la France insoumise et du Rassemblement bleu marine à l'élection présidentielle oblige à prendre la question au sérieux. *A fortiori* si celui-ci est mis en regard de l'effondrement historique du Parti socialiste et de l'échec retentissant des « Républicains ». Mais est-on si sûr que la nature de ces formations (qui ne se veulent pas des partis) soit si nouvelle

qu'elle projette les partis dans un monde proche de celui des vélociraptors ? Il y a soixante-dix ans, de Gaulle ne lançait-il pas le Rassemblement du peuple français (RPF), agonissant les partis comme à son habitude et expliquant à la presse : « Nous ne prétendons pas être un parti, bien sûr [...] ; notre problème est supérieur à celui-là » ? Était-ce pourtant autre chose qu'un parti ? On peut en douter. Comme on peut sans doute le faire avec les trois formations plus haut citées. Les partis, scories du monde d'hier ? Voire.

La gauche aussi semble vouée à pareilles funérailles. Il est vrai que François Hollande a réussi, par sa politique au sidérant zèle libéral, à troubler en profondeur l'héritage d'une référence politique structurante. Et pourtant, comment expliquer la puissance exceptionnelle (et inquiétante) du « vote utile » faisant voter Macron et Mélenchon plutôt qu'Hamon ou d'autres candidats de gauche ? Ces vases communicants nourris aux perspectives sondagières ne s'apauveraient-ils pas, pour des millions de concitoyens – à tort ou à raison... –, sur l'idée que ceux-là, c'est la gauche et qu'il faut la qualifier au second tour ? La gauche a-t-elle si sûrement passé le Styx ? On serait tenté de reprendre la devise préférée de Marx : « *De omnibus dubitandum est* » (il faut douter de tout)...

Passons du premier au second tour. L'antifascisme, nous a-t-on alors seriné, est mort et enterré : voyez l'irrésistible ascension de la dynastie Le Pen. Et pourtant, la Clodoaldienne ne fut-elle pas vaincue – et lourdement ? Et qu'est-ce qui, pour des millions de citoyens, déterminera ce vote massif, si ce n'est ce vieil antifascisme aux racines de sang, au tronc certes bien abîmé, mais capable encore de donner tant de vertes feuilles ? À l'inverse, considérons un faire-part de décès plus discret mais plus positif : c'en serait fini, nous dit-on parfois, des peuples moutons votant passivement pour un berger. Notre nouvelle ère se caractériserait par la désormais irrépressible volonté populaire de participer à l'élaboration des menus ; cette co-élaboration conditionnerait même le choix du restaurant. Bien sûr, le succès populaire notable des primaires (plus de 4 millions à droite, 2 millions pour la « Belle alliance populaire ») peut nourrir cette interprétation. Mais comment concilier la thèse de cette irrépressible volonté de co-élaboration avec, hélas, le massivement factuel succès des candidats au profil le plus éminemment bonapartiste ?

Vous l'avez compris, j'ai tendance à douter de mes ailes de ptérodactyle, voyant toujours des doigts au bout de mes bras. Je vois bien aussi que ce séduisant discours de la « nouvelle ère » pourrait bien être utile à ceux qui le profèrent : annoncer la mort des partis, n'est-ce pas un (bon vieux) moyen d'essayer de s'en débarrasser dans les faits et faire ainsi place nette pour le sien (quitte à ce que quelque as de la com' lui donne un autre nom dans le vent) ?

Faut-il dire pour autant comme l'Écclésiaste : « Ce qui a été, c'est ce qui sera, et ce qui s'est fait, c'est ce qui se fera, il n'y a rien de nouveau sous le soleil » ? Assurément, non. Il ne s'agissait ici que de mettre un peu de contradictions dans des certitudes un peu rapides. Rares sont les périodes où tout bascule au point que rien ne subsiste (ces périodes ont-elles même jamais existé ?) et la nôtre n'échappe pas à la règle. Reste alors à analyser de près ce qui demeure et ce qui naît, les configurations inédites que cela produit et ainsi faire cheminer au mieux cette émancipation qui se cherche, le communisme. *La Revue du projet*, initiée par Patrice Besac en 2011, s'est essayée à cette tâche d'analyse et de projet avec sincérité et curiosité. Toute l'équipe a mis, pendant près de soixante-dix numéros, toute l'audace et tout le sérieux qu'elle pouvait déployer dans chacune de ces milliers de pages écrites en plus d'un quinquennat.

Cette tâche ne disparaît pas et, à partir de septembre 2017, la nouvelle revue politique du Parti communiste français, *Cause commune*, s'y attellera, visant à faire mieux encore mais aussi à faire plus. Le quinquennat qui s'ouvre aura besoin de communistes combattifs et à l'écoute, au travail et en débat. L'idéologie dominante ne suffira pas à notre réflexion et à notre élaboration : il y aura besoin de *Cause commune*. Pour l'heure, *Cause commune* a besoin de vous et, dès août, de vos abonnements. *La Revue du projet* entre dans le monde d'hier ; *Cause commune* s'avance pour demain. Accompagnez-la, accompagnez-nous. ■

GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE
Directeur



Eva Strittmatter

Née en 1930 dans le Brandebourg et décédée en 2011 à Berlin, Eva Strittmatter a écrit l'essentiel de son œuvre en République démocratique d'Allemagne. Elle a habité un minuscule hameau brandebourgeois entouré de forêts.

Très sensible à la beauté de la nature qui l'entoure (ce « cercle brumeux du pays natal »), à ses arbres, aux variations des saisons, elle nous en livre une observation précise, tout en s'interrogeant sur la difficulté à capter toutes les sensations que lui procurent ces paysages et à les mettre en mots : « Et avant comme après le feuillage des hêtres avait/une apparence indescriptible ».

Si elle se revendique allemande dans sa langue (pour le meilleur et pour le pire), ses pensées et ses rêves, cela ne l'empêche nullement de voyager, d'être très réceptive aux autres peuples et à leurs contrées, aux grands poètes étrangers, auxquels elle rend hommage : Garcia Lorca (« Et sans Lorca l'Espagne n'existerait pas »), Anna Akhmatova, Yannis Ritsos, Alexandre Pouchkine...

Elle veut aussi faire entendre la voix de ceux qu'on n'entend pas : « Dans mon poème/Doit toujours résonner quelque chose/Qui parle pour ceux qui sont sans voix ». La poésie d'Eva Strittmatter, d'un lyrisme retenu, est d'une grande économie de moyens, et trouve souvent sa source dans les tâches quotidiennes, et les gestes de l'amour familial : « Je suis celle qui prépare le thé ». Mais, au-delà, c'est à une méditation sur la vie, le temps qui passe, la confrontation du présent au passé, qu'elle se livre, dans une apparente et modeste simplicité. Malgré un rythme entrecoupé, les rimes, les nombreuses allitérations, les refrains lui donnent quelque chose de mélodieux.

L'humour est très présent, concernant notamment sa poésie (mériterait-elle un 13 ou un 16 ?), ou sa vieillesse, préoccupation récurrente.

En dehors de la poésie, elle est auteure de livres pour enfants et d'essais de critique littéraire. Sa poésie est l'une des plus lues en Allemagne aujourd'hui.

KATHERINE L. BATAIELLE

Du silence je fais une chanson

**Je ne peux nier être allemande.
Ni penser en allemand, ni parler allemand.
Ma langue, vous l'avez entendue crier.
Et elle fut consentante au crime.**

JANVIER

**Habiter à l'orée de l'indécouvert
Et ne pas s'effrayer, voilà qui est bien lourd.
Mais aujourd'hui les nuages sont légers.
Le vent crépusculaire brode dans la ramure des pins.
Qui est tout près du ciel. Le jour blémit.
Les ombres deviennent plus noires.
Et la lumière devient plus blanche.
Avant que le jour ne vienne. C'est janvier.
Les jours titubent. On vit plus ardemment
Avec chaque année révolue.**

MATIN DE NEIGE

**Et moi – comme une ourse –
Je piétine comme une bête pataude,
Avec mes pattes tendues de fourrure
J'enfonce ma trace feutrée.**

VOIR

**... seul
Un bref instant nous sépare
De l'enfance qui nous reste
Comme un conte sans conclusion.
Comme l'amour insatiable.
Perdu d'un coup avant le baiser.**

CHANSON

**Encore deux jours et le tilleul va mettre des feuilles.
Encore trois jours et le lilas va fleurir.
Et si l'on était jeune, on trouverait un homme
Et l'on en deviendrait aveugle et l'on brûlerait pour lui.
Mais on se contente de dire : le tilleul met des feuilles.
Encore trois jours et le lilas bleuira.
Comme si c'était sagesse. Mais ce n'est que boniment.
Et l'on se sent à l'étroit dans sa peau vieillissante.**

Cheyne éditeurs, 2011

Traduit par Fernand Cambon

ANGIE HIESL

Le sol comme support, la position comme questionnement



China hair connection, performance d'Angie Hiesl, Cologne
Photographie de Jasper Goslicki, août 2008, Allemagne.

Dans un espace urbain suggéré, un corps vêtu de rouge interpelle, questionne, sans proposer de réponse. Ce corps semble disloqué. Deux rangées de seaux parfaitement alignés perturbent la compréhension de la scène. Associées, ces idées d'ordre et de désordre ne correspondent pas aux images habituelles répertoriées dans notre mémoire. Cette œuvre nous montre comment une artiste allemande performe en jouant des codes de la mort et des représentations stéréotypées de la Chine et de son rouge impérial par la corporalité.

Performance. Le terme apparaît dans les années 1970. Version la plus contemporaine du *Happening* ou de l'Action. L'artiste se met en scène, avec ou sans accessoire. Expression d'une mythologie personnelle, d'une analyse comportementale, sociologique, elle s'inspire de l'éphémère et des arts de la scène. La trace de son expression est essentiellement photographique, cinématographique et sonore.

GÉRARD LEGRIP

APPARENCES, SUPERFICIALITÉS ET IDÉES REÇUES

Pour ce dernier numéro de *La Revue du projet*, avant son évolution vers *Cause commune*, notre dossier ne traitera pas d'un sujet bien identifié, comme le travail ou la santé. Nous avons choisi un problème aussi omniprésent que dilué dans les galaxies politiques et sociales. Il nous conduira des philosophes grecs aux enseignants de sciences économiques, en passant par les journalistes. Cela permettra un retour sur la formation et sur l'éducation populaire.

PRÉSENTATION

Dépasser les apparences, mais aussi les affronter

PAR **PIERRE CRÉPEL** ET
THÉO RUCHIER-BERQUET*

Entre « la réalité » d'une chose et son « aspect », il y a un troisième élément, c'est notre « vue », notre « esprit ». Collectivement ou individuellement, nous observons toujours les choses d'un certain point de vue, socialement et culturellement déterminé, découlant aussi de notre situation. La Terre tourne autour du Soleil. Pourtant, de notre point de vue, c'est bien le Soleil qui effectue chaque jour le tour de la Terre. Devons-nous pour autant accuser le Soleil de manipulation ? Non, c'est notre regard qu'il convient d'interroger.

LES IDÉES REÇUES « DOMINANTES »

Des idées reçues dominantes, des stratégies de manipulation existent

bien dans la société, elles servent un pouvoir économique et politique bien réel. Le propre de tout groupe dominant est de produire un discours, une représentation du monde donnant les apparences du « naturel », du « c'est ainsi », à sa domination. Une classe ne triomphe que parce qu'elle est, d'une certaine façon, porteuse de valeurs universelles et parce qu'elle en convainc le monde. Les stratégies de ce discours dominant doivent être décryptées et mises à nu. Pour cela, nous nous pencherons sur des objets précis comme la pénétration des thèses néolibérales dans les manuels scolaires d'économie ou la manière dont le recours permanent aux statistiques permet de « démontrer » n'importe quel préjugé (par exemple, le rapport entre chômage et immigration). On observera les biais, les techniques à l'œuvre qui donnent toute l'appa-

rence du factuel, du « vrai » à des idées répondant pourtant à des intérêts bien compris. Une énergie considérable (donc des dépenses, souvent aux frais du contribuable) est consacrée à une éducation à la superficialité. Pas seulement par l'astrologie et la télé-réalité. Souvent, il importe aux profiteurs que la question ne soit pas posée, que le débat n'ait pas lieu, que le fond soit toujours esquivé par la forme, ou que l'attention soit portée ailleurs. Le monde journalistique excelle dans cet art, mais on verra que ce n'est pas forcément de la façon dont on le croit ou par pur cynisme. Les journalistes façonnent des cadres d'interprétation, ils sont moins efficaces pour dire ce qu'il faut penser que *à quoi* il faut penser, et *comment* il faut le penser. Ils ne véhiculent pas tant des « idées reçues » que des routines d'interprétation des phénomènes sociaux.

TOUT CELA N'A PAS ÉTÉ INVENTÉ PAR LE CAPITALISME

Les illusions naturelles, nous l'avons dit, sont inévitables, elles découlent de nos points de vue. Mais les illusions artificielles et intéressées ont une histoire. Ce n'est pas l'objectif de ce dossier d'en faire le tour, mais un petit détour par la philosophie grecque, avec les « sophistes », nous le rappellera opportunément. On verra aussi que les tentatives pour acquérir de la lucidité, face à ceux pour qui le triomphe importe plus que la vérité, comportent elles-mêmes leurs pièges : quelles places pour le doute, pour la science ? Comment ne pas tomber dans le relativisme en croyant déjouer les ruses ? L'exemple des « sceptiques » nous fera toucher du doigt les exigences de ce combat intellectuel.

DÉMYSTIFIER NE SUFFIT PAS

Ce projet de démystification, si essentiel soit-il, n'est pas suffisant. Le dogme néolibéral aurait vacillé depuis bien longtemps s'il fallait seulement dénoncer avec force, avec plus de force, les idées reçues et leur opposer un discours de vérité pour emporter l'adhésion. Les idées reçues sont efficaces, prégnantes, parce qu'elles répondent à quelque chose au plus profond de nous, au regard spontané que nous portons sur le réel. Nul ne se prononce, en politique, mais aussi dans la vie courante, sur la base unique de raisonnements conformes aux règles de la logique. Ce sont tout autant (souvent davantage) des émotions, des affects, des juxtapositions d'images, des habitudes, qui emportent notre adhésion. Est-ce si tragique ? Le cœur peut bien avoir ses raisons que la raison ne connaît pas. Mais, dans ces défis à la raison, où s'arrête le cœur et où commence la tromperie ? Les apparences, c'est aussi ce que l'on vit : comment, par exem-

ple, séparer l'insécurité et le sentiment d'insécurité ? Nous l'évoquons dans ce dossier. Il ne faut donc pas mépriser, sous-estimer les appa-

rences : la dialectique permet de ne plus subir passivement le cours des événements mais d'en envisager la maîtrise raisonnée – la difficile transition

« Dépassement des idées reçues et élaboration politique collective ne peuvent être pensés séparément, les deux objectifs se renforcent mutuellement, ils participent d'un même mouvement.

rences. En même temps, il n'est pas question de nous convertir au marketing politique, sous prétexte qu'il réussirait à nos adversaires.

QUE FAIRE ?

Comment appréhender ce regard spontané ? Comment le dépasser ? À défaut de proposer des réponses immédiates, nous nous proposerons dans ce dossier d'explorer quelques voies : la méthode dialectique, c'est-à-dire l'effort permanent de penser les éléments d'un problème dans leur interaction mutuelle en constitue par exemple une. Suivant sur ce point le philosophe Lucien Sève, nous dirons que la dialectique, sous sa forme matérialiste, a une triple fonction. Premièrement, une fonction critique : elle permet de débusquer ce qu'il y a d'historique et de contradictoire dans des phénomènes en apparence naturels et évidents – les lois de l'économie capitaliste ne sont pas naturelles, elles n'ont pas toujours existé, elles n'existeront pas toujours. Deuxièmement, une fonction heuristique : dépasser le donné immédiat rend possibles des découvertes positives – le mode de production capitaliste produit lui-même les conditions d'un mode de production supérieur. Troisièmement, une fonction appropri-

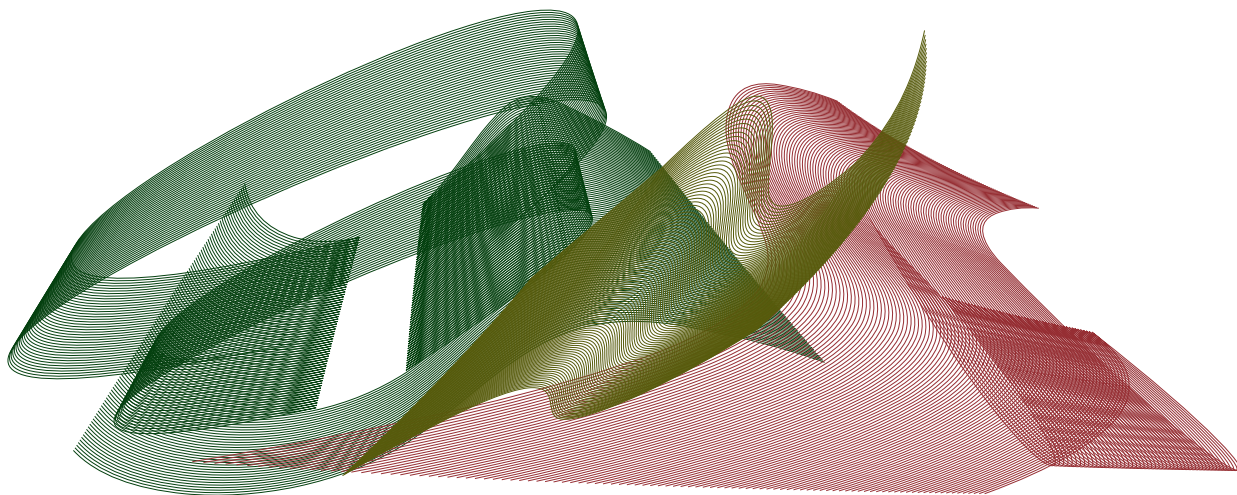
du capitalisme au communisme doit faire l'objet d'une stratégie prenant en compte les possibles et les contradictions.

Plus globalement, le dépassement des idées reçues passe aussi par un effort de décentrement, d'ouverture au dialogue et à la discussion collective afin de sortir de nos préjugés. Dépassement des idées reçues et élaboration politique collective ne peuvent être pensés séparément, les deux objectifs se renforcent mutuellement, ils participent d'un même mouvement. Face aux réponses toutes faites, aux « contre-discours » que nous serions tentés d'élaborer trop hâtivement, faisons le pari de l'intelligence et de l'effort critique que celle-ci nécessite. Ce dossier, au titre un peu général, aurait pu aborder mille sujets précis, nous nous sommes contentés de repérer quelques affleurements dans un univers immense. Le lecteur prendra plaisir à en étudier bien d'autres par lui-même. ■

*Pierre Crépel est responsable de la rubrique Sciences.

Théo Ruchier-Berquet est membre du comité de rédaction de *La Revue du projet*.

Ils ont coordonné ce dossier.



UNE FORMATION POUR AVANCER AVEC LE PEUPLE

Permettre aux communistes de se construire une autonomie de pensée, une capacité créatrice, une réflexion personnelle approfondie, une lucidité face aux idées reçues, tout en promouvant des analyses partagées et une unité d'action en lien avec le réel pour intervenir dans les transformations du monde.

ENTRETIEN AVEC **JEAN-LOUIS FROSTIN***

Quels sont les objectifs de formation du Parti communiste français ?

Ils ne sont pas intemporels et répondent toujours aux enjeux et aux priorités d'une période spécifique. Notre époque est marquée par de nombreux paradoxes. Les progrès technologiques

« Intervenir sur le réel pour le transformer, ce n'est pas penser la société en dehors des gens, de leurs aspirations, de leurs valeurs et aussi de leurs représentations. »

nous offrent des perspectives énormes ; tous les indicateurs sérieux sur la longue durée montrent le développement des valeurs de progrès et de solidarité ; pourtant, l'extrême droite et l'abstention progressent partout. Ce dernier point montre l'incapacité des systèmes et des forces politiques en place à transformer les aspirations en perspectives réelles. Dans un contexte de « moins-disant social et politique », les « faiseurs d'opinion » n'appellent pas à l'intelligence, à la compréhension du réel, à la force propulsive de l'espérance partagée dans les grandes luttes sociales et politiques... mais à des déductions mécanistes et à des raccourcis meurtriers pour la vie démocratique. Nous devons être capables de prendre en compte cette situation et ne pas simplement chercher à imposer une vérité qui – à ce stade – n'est que la nôtre.

Comment cet objectif se met-il œuvre ?

Nous devons aujourd'hui former adhérentes et adhérents à un militantisme « d'intervention citoyenne ». C'est-à-dire que nous devons développer la capacité à intervenir dans des assemblées, dans des discussions où tout le monde n'est pas d'accord avec nous.

Cet objectif de formation passe premièrement par la transmission aux adhérents de connaissances de fond sur les évolutions des sociétés et du capitalisme, de la crise et de ses enjeux ; deuxièmement par une réflexion sur notre pratique politique, sur la stratégie d'intervention dans le débat public qu'adopte le Parti communiste. Que ce soient les stages de formation pour les cadres politiques, les stages de base d'adhérents ou les réunions d'éducation populaire ouvertes à tous, nos formations sont guidées par ce double objectif.

Comment rendre les camarades acteurs de leur propre formation et ne pas reproduire les mécanismes de domination à l'œuvre dans la société entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas ?

Cette question est très importante. Pourtant, il n'y a pas de formule miracle. L'acte de formation se caractérise notamment par la transmission d'un savoir. Même dans l'échange, ce n'est pas un débat avec un enjeu décisionnel. Et une formation est aussi une

camarades, par un prérequis commun, qui n'est pas anodin : la volonté de s'informer et de s'outiller théoriquement pour intervenir dans les transformations du monde. Cet élément commun est un atout considérable pour dépasser les rapports de sujétion.

Quel lien vois-tu entre intervention politique et idées reçues ? Produire un discours politique ne passe-t-il pas nécessairement par la défense d'une vision du monde porteuse d'idées reçues ?

Penser que le capitalisme est indépassable, par exemple, est une idée reçue. Une explication à cette affirmation : le capitalisme n'a rien de « naturel », il est le produit de l'action des hommes dans leur rapport à la nature, aux conditions de leur survie et à la singularité de leur espèce ; d'autres modèles ont existé et existent. Des faits pour l'attester : la Sécurité sociale ou les services publics ne sont pas de l'ordre des logiques capitalistes, pourtant ils existent ! Pour dépasser les apparences, il convient de saisir les contradictions à l'œuvre dans la société et les réalités concrètes, de penser leur mouvement et leur interdépendance en rapport avec les objectifs de lutte. Pour autant, attention aux raisonnements déterministes, comme au sentiment d'impuissance... Nous devons par ailleurs nous garder de tout automatisme, des généralités et des logiques hasardeuses.

« Pour dépasser les apparences, il convient de saisir les contradictions à l'œuvre dans la société et les réalités concrètes, de penser leur mouvement et leur interdépendance en rapport avec les objectifs de lutte. »

confrontation d'expériences avec des acteurs qui acceptent leur rôle d'« enseignant » ou d'« apprenant ». Il doit y avoir une rencontre. Celle-ci se fait, au-delà de la diversité des

L'objectif de la formation n'est pas de bourrer le crâne mais d'outiller. Nous devons ouvrir des portes et non porter une bonne parole. Cet outillage passe notamment par une nouvelle

place de la dialectique dans nos raisonnements. La diversité des intervenants que nous invitons pour nos formations (des scientifiques, mais aussi des artistes ou des militants associatifs) répond à cet objectif : garder le pouvoir de se réinterroger (le doute existe...) sans jamais renoncer (... quelques certitudes aussi).

Si la formation répond à l'objectif d'ouverture intellectuelle de chacun, comment construire de façon unitaire un point de vue et une intervention politique communistes ?

L'objectif n'est pas que chaque communiste réfléchisse seul dans son coin. Nous sommes bien dans le domaine de la bataille politique, donc de la construction collective. L'histoire, la philosophie, l'économie, les sciences, la culture sont des outils pour concourir à une intervention efficace, pertinente. Les militantes et militants ont besoin d'un corpus idéologique, mais pour et dans l'action, à l'épreuve des faits ; par une unité vivante et dynamique, faisant de la diversité d'approche une richesse et chassant tout manichéisme. Sinon comment intervenir sur le réel pour le transformer ?

Pourquoi l'unité politique des communistes ne se forgerait-elle pas dans et par cette fonction sociale et politique : permettre collectivement d'avancer dans les luttes réelles et la compréhension du monde et de ses contradictions ? Très longtemps, notre stratégie fut d'incarner un contrepoint du capitalisme ; elle a eu son utilité, mais il faut aussi apprendre de l'expérience. Lorsque nous observons le rapport du PCF avec le socialisme soviétique, comme son appréhension des mutations de la société française dans les années 1960, se pose le même problème : la capacité à analyser le réel et ses mutations, même quand ce réel entre en contradiction avec la représentation du monde que nous avons forgée. Par ailleurs, la part d'aliénation dans la domination capitaliste ne fait pas des citoyens des ignares ! Intervenir sur le réel pour le transformer, ce n'est pas penser la société en dehors des gens, de leurs aspirations, de leurs valeurs et aussi de leurs représentations ; nous devons prendre en considération et intégrer cette exigence ; la formation peut nous y aider. C'est ce qui fera la spécificité de l'intervention communiste dans le champ politique, comme nous ont été reconnus la capacité d'analyse, le dévouement et le courage.

La bassesse et la superficialité de la campagne présidentielle, les illusions qui y ont été semées te conduisent-elles à des réflexions complémentaires ?

Tout cela est vrai, mais je considère que l'offre politique dans toute sa diversité était bien « mise sur la table », dans des conditions d'ailleurs inédites, bien que ce soit différemment de ce que nous aurions voulu. Les électrices et électeurs s'en sont emparé à leur manière et pour en faire bien autre chose finalement, sans que nous puissions dire ce qu'il en adviendra aux élections législatives. La leçon à chaud ? Il y a certes des pièges et des voies sans issue, mais il n'y a rien de linéaire. Et les résultats rappellent à tous que les plus belles idées, les plus gros moyens, les plus grandes tromperies ont besoin de l'adhésion populaire pour s'imposer. Les risques restent énormes, certes, mais quel encouragement à poursuivre justement en profondeur et en lucidité ! ■

*Jean-Louis Frostin est membre de l'exécutif national du PCF. Il est responsable du secteur Formation.

LES SOPHISTES, D'HIER À AUJOURD'HUI

Savoir utiliser la part d'irrationnel qui réside en chacun de nous, a une longue histoire. Un détour par les philosophes grecs peut être utile pour notre réflexion d'aujourd'hui.

PAR **CLAUDE ROSENBLATT LANHER***

L'actualité politique nous plonge au cœur de la question des images et des représentations comme déterminant nos modes de pensée et d'action. Comment, au terme de quels processus, des politiques, pourtant à l'opposé des intérêts de la majorité des citoyens, peuvent-elles apparaître à ces mêmes citoyens comme souhaitables pour eux et pour leur pays ?

Un petit retour vers l'histoire de la philosophie nous montre au moins un aspect du processus : les techniques de communication inventées par les sophistes ont été reprises

aujourd'hui, aussi bien dans la publicité que dans la « com » d'entreprise et la communication politique.

Les sophistes constituent un courant philosophique des V^e et IV^e siècles avant J.-C., formé de personnalités très différentes : par exemple, Protagoras, partisan de la démocratie, Critias, qui devient tyran, Thrasymaque, qui aspire à l'être, ou encore Gorgias. Leurs choix politiques les opposent, mais ils ont en commun certains principes philosophiques et l'invention de la rhétorique.

L'INVENTION DE LA RHÉTORIQUE

Le contexte dans lequel elle apparaît est fondamental. Athènes invente la

démocratie directe qui peut être caractérisée par deux traits : pouvoir législatif direct des citoyens mâles et non esclaves, participation aux fonctions exécutives de tout citoyen, par tirage au sort et pour un temps déterminé. On voit bien alors l'utilité de la rhétorique : comme art de composer des discours qui peuvent persuader les juges au tribunal (la profession d'avocat n'existe pas), les citoyens à l'assemblée ; elle fait de la maîtrise du discours un pouvoir. Les sophistes vont travailler à en produire les techniques.

LES TECHNIQUES

Persuader a un sens précis : alors que convaincre implique la présentation d'arguments rationnels permettant à ►

► l'interlocuteur de comprendre où se situe la vérité ou la solution « raisonnable », la persuasion utilise n'importe quel moyen pour obtenir l'adhésion de l'interlocuteur à ce que le rhéteur affirme ou défend. En voici trois conséquences.

Dans la première, c'est la préférence accordée aux longs discours, parce qu'ils favorisent l'incapacité de l'auditoire à tout retenir et donc à voir le vide de contenu ; une construction codifiée du discours : parties équilibrées, introduction de figures poé-

duire un sentiment de sympathie envers celui qui flatte pour provoquer une adhésion à ses propos. « Je suis seule contre tous, je suis la candidate antisystème, je suis comme vous... »

LA PHILOSOPHIE DES SOPHISTES

Inventeurs de techniques qui ont si bien proliféré en ce siècle, les sophistes furent aussi des philosophes. Leur conception du monde et de la connaissance qui en serait possible ou non s'appuie sur une théorie de la perception formulée par les physiologues grecs. Elle affirme que notre contact avec le monde passe par les sensations, mais que ce qui est senti, ce n'est jamais l'objet lui-même. Nous n'accédons qu'à une image produite par la rencontre de nos sens et des choses sensibles, ce qu'ils appellent le phénomène. Ils rejettent donc toute possibilité de connaissance scientifique ; rien de stable ne peut être posé, les choses ne sont que ce que chaque être vivant en perçoit, au moment où il les perçoit. Ce relativisme s'applique à la connaissance comme à la morale, pas de Dieu pour fonder des valeurs morales à destination de l'homme. Et à la politique : pas de modèle à appliquer. Cette absence de repères naturels ou transcendants a une contrepartie (qu'on peut juger positive) : c'est à l'homme lui-même de produire les valeurs qui lui sont

« La rhétorique fait de la maîtrise du discours un pouvoir. Les sophistes vont travailler à en produire les techniques. »

1. Peu importe la vérité du propos, ce qui compte, c'est de le rendre évident pour l'autre ; de fait, la formation sophistique inclut des exercices au cours desquels on défendra, tour à tour, une position et son contraire.
2. Le rendre évident, c'est le rendre vraisemblable : non pas vrai, mais apparaissant comme tel. D'où l'importance, pour l'orateur, d'avoir bien saisi à quel public il s'adresse ; on ne parle pas le même langage à des auditoires différents.
3. D'où aussi l'invention d'un grand nombre de techniques destinées à produire la vraisemblance. On peut classer ces techniques selon deux catégories : celles qui sont propres à la composition du discours lui-même et celles qui visent les affects de l'auditoire.

tiques ou de style qui provoquent du plaisir... C'est aussi un recours à des techniques d'adhésion : référence aux autorités reconnues (si untel le dit, c'est vrai), appel aux témoins nombreux qui adhèrent au propos (la majorité a nécessairement raison). C'est encore un recours à des faits, réels mais transformés en arguments. La seconde catégorie vise le côté affectif, toute cette part d'irrationnel présente en chacun de nous. Certaines techniques vont déstabiliser l'adversaire : insinuations, attitudes méprisantes, ironie ; d'autres visent directement l'auditoire et constituent un art de la séduction ou de la flatterie. Flatter, c'est dire à l'autre ce qu'il a envie d'entendre, sans qu'il l'ait demandé, voire sans qu'il en ait vraiment conscience. Le principe actif c'est d'in-

Extraits de Schopenhauer, *L'Art d'avoir toujours raison*,

opuscule rédigé en 1830-1831, publié en allemand en 1864 (éditions Circé, 1999).

Dans cette brochure, le philosophe allemand présente et démonte trente-huit stratagèmes permettant d'avoir raison dans une discussion (ici orale), alors même qu'on sait qu'on a tort, « car ce qui importe, ce n'est pas la vérité, mais le triomphe ». Parfois, il indique aussi des « parades » face à ces stratagèmes. L'ouvrage est, en général, facile à lire et émaillé d'exemples. Voici quelques-uns de ces stratagèmes parmi d'autres.

STRATAGÈME 9

Poser les questions dans un ordre différent de celui qu'exige la déduction qu'on doit en tirer, en les emmêlant de toutes sortes de façons : il ignore alors où l'on veut en venir et ne peut pas prévenir les attaques ; en outre, on peut alors utiliser ses réponses pour en tirer des conclusions diverses, voire opposées, selon que l'occasion se présente.

STRATAGÈME 10

Quand on s'aperçoit que l'adversaire répond systématiquement par la négative à toutes les questions, alors qu'une réponse positive pourrait servir à étayer notre thèse, il faut poser la question sous une forme contraire

à la proposition dont on veut se servir, comme si l'on voulait qu'il y adhère, ou tout au moins le mettre en demeure de choisir entre les deux, si bien qu'il ne s'aperçoit pas de la proposition qu'on veut lui faire approuver.

STRATAGÈME 19

Quand l'adversaire nous somme expressément de répliquer quelque chose à un quelconque point de son argumentation, et que nous n'avons rien de bon à lui opposer, il faut alors passer aux questions générales, puis nous en prendre à ces arguments généraux. Il faut dire pourquoi telle ou telle hypothèse de physique est douteuse : nous parlerons donc de l'incertitude générale du savoir humain et l'illustrerons par des exemples de toute sorte.

N.B. Est-on sûr que les journalistes et les hommes politiques n'utilisent jamais ces stratagèmes ?

nécessaires pour vivre, comme individu et comme membre d'une société. Dans ce dernier cas, il faut produire des valeurs communes aux membres de la société, les transmettre par persuasion à tous ceux avec lesquels il faut faire société, et par éducation aux enfants.

naître, dans l'esprit des hommes, des images. De fait, même aujourd'hui, les connaissances que nous avons du monde nous sont davantage venues par les mots que par expérience directe. Le sophiste est celui qui, par son art du discours, sait dessiner pour ses congénères, une réalité à laquelle

ser, mais l'amener, par les mots, à des images qui dessinent une perspective sur les choses telle qu'elles le conduiront à penser ce qu'on souhaite lui voir penser. Les sophistes constituent l'une des origines du scepticisme (voir l'article suivant).

En conclusion, les sophistes mettent en évidence quelque chose d'important : il y a de l'irrationnel en l'homme et il faut en tenir compte. Le rempart contre un usage pervers de cet irrationnel, c'est de rétablir, d'une certaine manière, le statut de la vérité ou plus exactement la conscience claire de là où des vérités sont possibles, là où elles ne le sont plus. Or ce qui caractérise notre époque, c'est le grand brouillage à ce niveau. ■

*Claude Rosenblatt Lanher est philosophe. Elle est présidente d'Espaces-Marx Lyon.

« Le sophiste est celui qui, par son art du discours, sait dessiner pour ses congénères, une réalité à laquelle ils peuvent croire. »

D'où le rôle essentiel accordé au langage et aux techniques de communication. Les conditions imposées aux hommes les condamnent à vivre dans un monde d'images, celles qu'ils perçoivent, en toute subjectivité ; mais, par les mots et les discours, on fait

ils peuvent croire. Ce que vous percevez comme vieux est tellement plus jeune que l'encore plus ancien qu'il en devient moderne !

Le principe vraiment à l'œuvre dans leur rhétorique se situe en ce point : non pas dire à l'autre ce qu'il doit pen-

SE MÉFIER DES APPARENCES CONDUIT-IL AU SCEPTICISME ?

Se méfier des faux raisonnements, des sophismes, conduit souvent à douter. Mais il y a toutes sortes de « doutes », un détour par les philosophes sceptiques grecs nous en convaincra aisément. Le doute constructif est exigeant.

PAR **CLAUDE ROSENBLATT LANHER***

« Apparemment », pour dépasser les apparences, pour voir le dessous des cartes, pour approcher de la vérité, quoi de mieux que d'avoir recours aux méthodes scientifiques ? Mais on assiste, à cet égard, à deux attitudes contraires : fascination et méfiance. Et parfois une même personne oscille entre les deux.

Les sciences constituent, depuis le XVII^e siècle, un modèle pour atteindre la vérité. Nombreux sont ceux qui les invoquent naïvement : la fascination se mesure à des expressions telles que « C'est vrai, c'est scientifiquement démontré, les scientifiques le disent ». Il faudrait donc s'en remettre à eux (ou à ceux qu'on croit tels), pour toutes sortes de décisions, en particulier pour les grands choix politiques.

Inversement, d'autres gens, choqués par divers liens douteux entre cer-

taines « sciences » (notamment de politologues, d'économistes présents dans les médias) et certains pouvoirs, élèvent la méfiance au rang de système. Ils en viennent à douter de l'existence de la vérité (tout est relatif), à brandir le culte de l'opinion dite personnelle, du choix singulier.

LES AMBIGÜITÉS DU DOUTE FACE AUX SCIENCES INSTITUTIONNELLES

Commençons par l'idée du « tous savants ». On peut vouloir mettre à disposition d'un public très large toutes sortes de connaissances, produites par des non-professionnels et, de fait, plus accessibles que par des encyclopédies classiques. Cette démarche a des aspects positifs : démocratisation, désacralisation du savoir et extension de celui-ci au-delà de la sphère des spécialistes, volonté d'échapper au poids de l'autorité pour se faire soi-même son opinion. C'est ce vers quoi semble tendre Wikipédia. Mais il y a le risque de substituer

à des connaissances établies avec rigueur, d'autres, plus faciles d'accès mais approximatives, voire pas toujours assurées.

« Il est plus facile de se laisser aller à croire qu'à douter et suspendre son jugement. »

Cela peut avoir des conséquences inaperçues et délétères.

1. En faisant croire à l'équivalence entre culture commune et culture scientifique, on risque de creuser davantage encore le fossé entre les deux.
2. Faciliter l'accès peut donner, comme le disait Bachelard, l'illusion que la science est facile, qu'elle ne demande pas d'effort. ▶

3. Cela peut faire disparaître les moyens d'accès à cette culture scientifique, parce que, dans une économie de marché concurrentielle, on ne publie ou ne diffuse, pour le grand public, que ce qui génère du profit.

dans la croyance de posséder des vérités, il se dit chercheur ; il refuse que ces vérités soient inaccessibles, parce que cette position tranchée risque de transformer le doute en *a priori* : douter avant même d'avoir des raisons

retenir de tout propos sur la qualité propre au ciel, dans la mesure où elle m'échappe. Je ne peux pas connaître la nature des choses.

Deux autres exemples. Certains « démontrent » l'existence d'une Providence. On peut opposer à cette conception celle qui découle du fait que les méchants peuvent être heureux et les bons parfaitement malheureux. Enfin, à l'affirmation issue de la perception : « La neige est blanche », Anaxagore oppose la démonstration suivante : « La neige n'étant que de l'eau cristallisée, et l'eau étant noire, la neige est noire. »

Cette recherche suppose une culture, scientifique et philosophique, dont on ne peut donner ici qu'un aperçu. Elle est, en second lieu, par sa répétition constante, un travail de l'individu sur lui-même, pour se défaire de toute croyance en la connaissance ; la multiplicité contradictoire des perceptions sensibles, des théories de toutes sortes devrait nous inciter à ne rien affirmer ou nier ; c'est parce que cette attitude ne nous est pas commune qu'elle doit devenir exercice. Il est plus facile de se laisser aller à croire qu'à douter et suspendre son jugement.

Le dernier point de la citation de Sextus Empiricus concerne l'objectif pratique de cette philosophie : l'équilibre mental et la quiétude de l'âme. Une vie aussi heureuse que possible commence par l'absence de troubles. Or suspendre son jugement, c'est cesser de se demander où est le vrai, d'errer entre des affirmations contraires ;

Dans cette révolte contre les sciences institutionnelles, il y a alors le risque d'une illusion : libérer sa pensée, ce serait, individuellement, ne reconnaître d'autre autorité que la sienne. Le culte de l'opinion personnelle ferait de l'individu la mesure de toute chose. Ces deux positions, confiance aveugle/méfiante, semblent opposées ; en fait, elles reposent sur le socle commun qui est le terrain de la croyance. Le rapport aux connaissances scientifiques devient affaire d'y croire ou pas.

LE SCEPTICISME COMME PHILOSOPHIE

Pour mettre à distance cette représentation commune de la vérité, un détour vers le scepticisme comme philosophie peut être éclairant. Dans le langage courant, le sceptique est celui qui doute (ou se méfie), mais le mot reste vague. En philosophie, il existe un courant, appelé « scepticisme », qui naît en Grèce, avec Pyrrhon, le fondateur (autour de 322 avant J.-C.), Aénésidème (I^{er} siècle après J.-C.) et Sextus Empiricus (II^e et III^e siècles). Il est régulièrement réactif, sous diverses formes, dans l'histoire de la philosophie, par exemple avec Montaigne au XVI^e siècle, Hume au XVIII^e. Mais il y a des variantes importantes : au XVIII^e siècle, on distingue le « pyrrhonisme », qui doute de tout, ne se prononce sur rien et est inhibé pour l'action, de plusieurs autres types de scepticisme plus ouverts sur la connaissance, par exemple un « scepticisme gradué » qui considère toutes les connaissances comme seulement probables, mais douées de probabilités différentes et évaluables.

Les sceptiques grecs se définissent eux-mêmes en s'opposant à deux autres types de penseurs : les « dogmatiques » qui croient avoir trouvé la vérité (comme Aristote, Épicure, les stoïciens) et les « académiciens » qui affirment qu'on ne peut l'atteindre. Le sceptique refuse de s'enfermer

de le faire. D'où ce complément de définition : « Le scepticisme est un pouvoir ou faculté d'opposer représentations sensibles et conceptions intellectuelles de toutes les manières possibles, pour arriver, étant donné l'égalité propre aux choses sensibles et aux raisons, d'abord à l'équilibre mental qui caractérise la suspension du jugement et, ensuite, à la quiétude de l'âme » (Sextus Empiricus, *Hypotyposes pyrrhoniennes*).

Le doute qui caractérise cette école est une activité, une pensée au travail : pas question de douter pour ne pas avoir à réfléchir sur ce dont on doute ; ce n'est pas non plus un état, une sorte d'indifférence qui empêcherait tout jugement. La recherche consiste à opposer les représentations sensibles entre elles, les conceptions intelligibles entre elles, et, enfin, à opposer les premières aux secondes. Voici quelques exemples pour éclairer cette démarche.

« L'histoire du doute en philosophie a continué avec des versions constructives explicitement tournées vers la connaissance et l'action, par exemple chez Descartes, chez D'Alembert ou chez Marx. »

Je dis : « Le ciel est bleu » ; mais je peux dire avec autant de raison qu'il est blanc (quand les nuages l'envahissent, je le perçois blanc) ou noir (quand le soleil est couché, c'est noir qu'il m'apparaît). Ce qui est mis en question, ce ne sont donc pas les données sensibles (voilà les vérités dont le sceptique reconnaît l'existence), mais l'attribution à l'objet lui-même de la qualité perçue. Pour l'interprétation, on « suspend » son jugement, on se retient de toute affirmation. Je ne peux pas dire que le ciel est bleu, puisque tantôt je le vois bleu, tantôt blanc... Je dois me

c'est aussi, en suspendant toute affirmation sur la nature des choses, ne plus souffrir du poids affectif que leur donnent ces attributs. Croire, en effet, que telle chose est bonne en soi, c'est plonger dans l'inquiétude, soit de vouloir la posséder à tout prix, soit de craindre sans cesse de la perdre. Reste une question importante : les vérités empiriques admises par le sceptique suffisent-elles pour vivre ?

Comme on l'a dit, le sceptique ne refuse pas toute connaissance ; si dire : « Le ciel est bleu » n'est pas pertinent, dire : « Je perçois le ciel comme bleu »

est légitime. Est rejetée toute prétention au dépassement de ce que notre position d'individu nous impose, comme être situé dans le temps et dans l'espace, en des moments et des lieux à chaque fois singuliers, jamais stables ; c'est ce que Sextus Empiricus appelle « inconsistance dans le spectacle du monde ». Pas de vérité universelle du type que revendiquent les dogmatiques, mais *des vérités singulières empiriques*, valables pour chacun.

Du point de vue pratique, les choix qu'impose la vie reposeront sur ces dernières : chacun dispose de ses perceptions et d'une forme d'expérience faite du cumul des données empiriques qui sont les siennes. Le sceptique, comme le dit Sextus Empiricus, « loin de toute opinion impassible prend la vie pour guide ». Il se sou-

mettra à des règles sociales, mais sans jamais les juger ni bonnes, ni mauvaises en elles-mêmes. Il n'est donc ni impassible ni donneur de leçon ; il ne peut choisir que pour lui, il n'a ni conseils, ni injonctions à recevoir ou à donner. Être sceptique, c'est être tolérant au seul sens correct du terme, par conscience aiguë des limites de son savoir.

EN CONCLUSION ?

On peut ne pas adhérer au scepticisme, mais on doit en retenir quelques aspects importants. Le doute ou la méfiance à l'égard des sciences ne sont pertinents que s'ils sont fondés sur une connaissance des dites sciences et résultent d'un authentique effort de pensée. Douter, c'est d'abord avoir fait le travail

de compréhension de ce dont on doute, car il faut des raisons de douter. Les doutes ne sont fondés que s'ils parviennent à atteindre les certitudes du sujet, la confiance qu'il accorde à ses opinions, du seul fait qu'elles sont les siennes. D'ailleurs, l'histoire du doute en philosophie a continué avec des versions constructives explicitement tournées vers la connaissance et l'action, par exemple chez Descartes, chez D'Alembert ou chez Marx. La vraie libération de la pensée n'est pas dans le repli sur soi, qui peut se révéler simple réceptacle de toutes les idées reçues dominantes. ■

*Claude Rosenblatt Lanher est philosophe. Elle est présidente d'Espaces-Marx Lyon.

PETIT GUIDE DE LECTURE DE GRAPHIQUES ET DE DONNÉES STATISTIQUES

« Attention, statistiques ! » Aussi bien pour l'erreur de bonne foi que pour la tromperie de mauvaise foi, elles sont très fortes. La revue en a souvent fait état, voici quelques autres mises en garde sur les méthodes.

PAR **FANNY CHARTIER***

ÉTAPE 1 : OBSERVER LA CONSTRUCTION DU GRAPHIQUE

L'échelle du graphique est-elle constante ? Par exemple, si l'on observe une évolution dans le temps, il faut qu'entre chaque point il y ait la même durée (un mois, une année, etc.) : en gros la série de données est-elle complète ? S'il manque une ou plusieurs unités, attention donc... Elles ont pu être retirées car elles n'allaient pas dans le sens voulu. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas très sérieux et donc pas fiable. S'il manque des données, cela doit être justifié, même si c'est parce qu'elles n'existent simplement pas.

L'origine du graphique est-elle à 0 ? Une astuce pour accroître la perception d'une diminution/augmentation peut être de démarrer l'axe des ordonnées non pas à 0, comme cela se fait le plus souvent, mais à une autre valeur. Lorsqu'on parle de valeurs très grandes comme le nom-

bre de fonctionnaires, placer l'origine du graphique à une valeur autre que 0 (en général proche de la première valeur de la série de données) permet de suggérer de fortes variations alors qu'elles sont faibles en réalité.

Le graphique se réduit-il à quelques données ? C'est très important de toujours replacer des

été visibles auparavant : la tendance soulevée n'est donc pas nouvelle, voire c'est un phénomène plus ou moins périodique.

La pente du graphique n'est-elle pas volontairement diminuée ou accentuée ? En jouant sur les axes, on peut accentuer ou diminuer le degré de la pente du graphique et

« En jouant sur les axes, on peut accentuer ou diminuer le degré de la pente du graphique et donc jouer sur la perception de la diminution/augmentation. »

données dans leur contexte temporel et/ou géographique. Par exemple, si l'on présente une évolution entre 2014 et 2017, il n'est pas possible de savoir si cette évolution est exceptionnelle ou non. Souvent, lorsqu'on replace une série de données sur le temps long, on observe que les tendances observées ont déjà

donc jouer sur la perception de la diminution/augmentation. Cela peut être le cas si les données ne sont pas constantes (voir point 1) mais aussi en fonction de la forme du graphique. Les deux courbes du graphique p. 14 représentent exactement les mêmes données mais on voit que, selon la présentation du graphique (et notam- ▶

► ment la distance entre les points), le rendu n'est pas du tout le même.

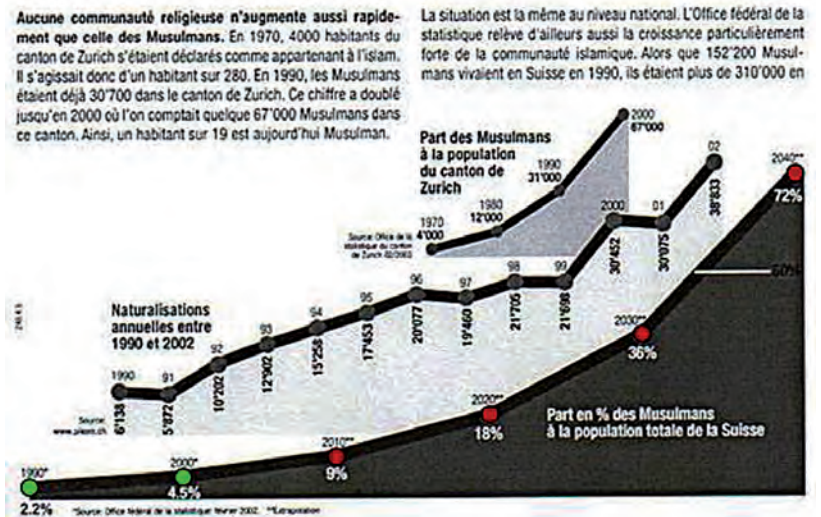
ÉTAPE 2 : INTERROGER LA VÉRACITÉ DES DONNÉES PRÉSENTÉES

Quelle est la source des données ?

S'il n'y a pas de sources, c'est mauvais signe, et les données ne peuvent pas être prises au sérieux. S'il y en a, sont-elles produites par l'INSEE ou par un institut de sondage par exemple ? L'origine des données donne des indications sur sa fiabilité. Cependant, des données produites par des institutions publiques peuvent être trompeuses. Mais, dans ce cas, cela vient probablement plutôt du mode de calcul.

Comment sont construites les données ? Continuons avec notre exemple : la logique voudrait que si l'emploi public augmente, alors le nombre de fonctionnaires augmente aussi. Pas forcément, puisqu'un tiers de l'emploi public est composé de contractuels, de militaires, de contrats aidés et d'autres statuts. Il faut donc toujours se demander comment le chiffre est construit et quelle définition il sous-tend. Le bon réflexe peut être de consulter les définitions proposées par l'INSEE : par exemple, à partir de combien d'habitants une commune est-elle une ville et non plus un village ? Combien de salariés faut-il pour être considéré comme une PME ? Ce sont des conventions statistiques qu'il est utile de connaître, si l'on souhaite décrypter des données.

La proportion de Musulmans double tous les dix ans en Suisse



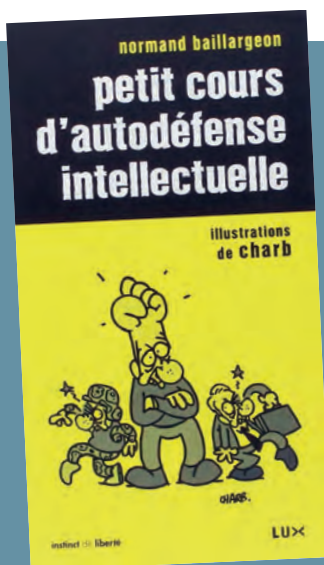
Les données sont-elles des extrapolations ?

Les extrapolations sont des données calculées à partir de tendances passées : par exemple, si on remarque qu'en moyenne la population augmente de 3 % par an, on peut estimer que la population en 2018 augmentera de 3 %. Si les données reposent sur des extrapolations, il faut regarder les sources de ces extrapolations. Pour alimenter la théorie du grand remplacement, le Comité contre les naturalisations en masse, proche de l'UDC, un parti conservateur et anti-immigration suisse a réalisé le graphique ci-dessus.

Les extrapolations (points rouges) sont réalisées à partir des évolutions déclaratives observées sur le canton

de Zurich. Rien ne justifie d'appliquer ces évolutions pour extrapoler à l'ensemble de la Suisse. En outre, on observe que quatre des six points sur le graphique sont des extrapolations. Enfin, en suivant la même logique (une multiplication par deux tous les dix ans), le prochain point du graphique devrait indiquer un pourcentage de 144 % de musulmans en Suisse en 2050 : un chiffre évidemment impossible ! Bref, ce n'est pas parce que le nombre de musulmans double en dix ans, qu'il continuera à doubler chaque décennie ensuite. ■

*Fanny Chartier est coresponsable de la rubrique Statistiques.



CONNAISSEZ-VOUS LE PETIT COURS D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE DE NORMAND BAILLARGEON ?

Cet ouvrage publié en 2005 chez Lux éditeur, au Canada, devrait se trouver en permanence dans la poche de tout militant.

Il se compose de cinq chapitres :

1. Le langage
2. Les mathématiques : compter pour ne pas s'en laisser conter
3. L'expérience personnelle
4. La science empirique et expérimentale
5. Les médias

Les fourberies, les erreurs de bonne foi (en logique, en statistiques, en psychologie...) y sont démontées sur le fond, mais aussi sur

des exemples très clairs et très parlants. En outre, les fondements des démarches scientifiques rigoureuses sont présentés.

Une mine pour éveiller l'esprit critique.

Il est illustré par Charb, ce qui ne gâche rien.

LE TRAVAIL COÛTE QUE COÛTE ?

La campagne sur le « coût du travail » donne un bon exemple d'argumentation séduisante mais perverse, dont on comprend pourquoi elle peut « marcher » auprès de gens de bonne foi.

PAR IGOR MARTINACHE*

Q uoi de plus inattaquable, de plus mathématique en apparence que le raisonnement suivant : si les entreprises modéraient leurs salaires et payaient moins de « charges » sociales, elles pourraient, en fabriquant les mêmes produits, les vendre un peu moins cher et investir davantage, puis embaucher, donc elles seraient plus compétitives et le pays se porterait mieux ?

« En associant systématiquement ces deux mots, "travail" et "coût", on disqualifie tacitement le fait que le travail est avant tout une ressource, que le travailleur crée plus de richesses qu'il n'en reçoit (sinon aucun patron ne l'embaucherait). »

Toute sa force réside dans la façon de poser la question, dans le choix de certaines variables et dans l'occultation des autres, dont on est ainsi conduit à ne même pas soupçonner l'existence. C'est faire peu de cas de la complexité des mécanismes économiques en jeu.

L'EXPRESSION « COÛT DU TRAVAIL »

Promue par les média, le MEDEF et les gouvernements, le « coût du travail » désigne le salaire net perçu par les salariés, augmenté des cotisations sociales payées par l'employeur (et fait abstraction de celles payées par les salariés). Elle mérite qu'on s'y arrête. En associant systématiquement ces deux mots, « travail » et « coût », on disqualifie tacitement le fait que le travail est avant tout une ressource, que le travailleur crée plus de richesses qu'il n'en reçoit (sinon aucun patron ne l'embaucherait). Il est payé pour sa « force de travail », non pour le produit réalisé ; la différence, c'est la plus-value. Le capital ne produit pas de richesses isolément.

Avec cette expression unilatérale, le capital n'est jamais considéré comme

un « coût » ; implicitement, au contraire, il « rapporterait » donc toujours. Or des chercheurs du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSÉ) ont mené une étude à la demande de la CGT. En décomposant la rémunération des détenteurs de capital, ils ont mis en évidence l'existence d'une véritable rente, excédant la seule rétribution du risque et des frais d'administration financière. Ce « surcoût » représentait pas moins de 95 milliards d'euros, soit pratiquement la moitié de la « forma-

tion brute de capital fixe », les dépenses d'investissement réalisées cette année-là. En clair, les entreprises doivent payer (au moins) 150 euros leurs biens capitaux (machines, brevets, etc.), quand ceux-ci ont coûté 100 euros à produire (marge incluse). Un poids considérable pour l'industrie, qui n'a rien de « naturel », mais résulte de la dérégulation financière entamée à la fin des « Trente Glorieuses ». Et pourtant, la question n'est jamais posée ainsi...

« Le Conseil national de la Résistance voulait que les salariés décident directement de l'organisation de la Sécurité sociale ; l'étatisation en cours de ce système nous en éloigne toujours davantage. »

Certes, les crédits sont indispensables au fonctionnement de l'économie, mais ils ne doivent pas opérer une ponction disproportionnée, au profit des détenteurs du capital et au détriment de l'activité.

LE TRAVAIL EST-IL MIEUX PAYÉ EN FRANCE QUE DANS L'UNION EUROPÉENNE ?

Début avril 2017, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, publiait une évaluation de ce « coût » dans les différents pays. Il révélait un rapport d'environ 1 à 10 entre la Bulgarie (4,40 euros de l'heure) et le Danemark (42 euros). Avec 35,60 euros, la France est classée cinquième, pour une moyenne de 25,40 euros pour l'ensemble de l'UE. Comme toutes les moyennes, celles-ci sont à manier et à comparer avec beaucoup de précautions.

Chaque pays a d'abord une structuration sectorielle particulière qui constitue un premier biais dans cette comparaison, car tous ne sont pas également productifs, loin de là. Et surtout ces « coûts » doivent être ramenés à la productivité des travailleurs concernés (c'est-à-dire à la quantité de production pour une heure de travail). On parle alors de « coûts salariaux unitaires ». C'est d'ailleurs sur eux (et non sur des moyennes générales) que les capitalistes s'appuient pour prendre leurs décisions d'investissement. Or la productivité est fonction du niveau d'éducation, de santé et des autres infrastructures présentes dans le pays. Tout cela est financé par les cotisations sociales et les impôts assis sur le revenu et la consommation des travailleurs. Bref, l'augmentation du « coût du travail » favorise un cercle vertueux et non vicieux. Et Bercy ne cesse d'ailleurs de se féliciter de l'at-

tractivité du territoire français pour les investissements étrangers, qui ont quadruplé pour la seule année 2015. L'exonération de cotisations sociales patronales sur les bas salaires, dont le désormais fameux « Crédit d'impôt ►

► pour la compétitivité et l'emploi » (CICE), constitue surtout un transfert du financement de la protection sociale vers l'impôt, dans une logique de (re)prise en main rampante de cette dernière par l'État au détriment

nales. On parle d'« entreprise France » ou de « marque France », on « gère » un territoire plutôt que de l'administrer en fonction de choix collectifs. Le conseil des ministres est-il un conseil d'administration, et les Français sont-

fait le choix de sacrifier le pouvoir d'achat de leur population en faisant acheter leur production par leurs voisins, dont les ménages français, et ainsi contenir le chômage. Cette politique ni « miraculeuse » ni coopérative a pu fonctionner un certain temps parce que les autres pays n'ont pas (encore) joué le même jeu. Si chacun opère ainsi par le bas, on obtient un « jeu » où il n'y aura au final que des perdants. Les mesures de baisse du « coût du travail » prises sous le quinquennat Hollande ont ramené celui-ci au niveau allemand dans le secteur manufacturier, aucun effet positif n'a été constaté en termes d'emplois, car ces baisses ont été plus que compensées par la réduction de la demande. L'harmonisation sociale et fiscale, dans l'UE, y compris entre voisins directs, doit donc être faite par le haut, en fonction de la productivité relative de chaque pays.

En conclusion, si l'argument séduisant de la baisse du « coût du travail » peut tromper, c'est pour plusieurs raisons : juxtaposition systématique des mots « coût » et « travail » suscitant une association réflexe entre eux ; sélection tacite de facteurs en cachant les autres ; confusion entre salaire absolu et relatif ; utilisation d'un mot-valise comme « compétitivité » sans préciser de quoi ; réduction de situations enchevêtrées à des apparences de simplicité. Tout l'arsenal des sophismes en cascade. ■

« Certes, les crédits sont indispensables au fonctionnement de l'économie, mais ils ne doivent pas opérer une ponction disproportionnée, au profit des détenteurs du capital et au détriment de l'activité. »

des « partenaires sociaux ». Le Conseil national de la Résistance voulait que les salariés décident directement de l'organisation de la Sécurité sociale ; l'étatisation en cours de ce système nous en éloigne toujours davantage. Une évolution qui mériterait d'être mise en débat plutôt que réalisée en catimini (avec la mise en place de la Contribution sociale généralisée (CSG) et de la Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) en 1991, de la loi de finance de la Sécurité sociale, etc.).

COMPÉTITIVITÉ DE QUOI ?

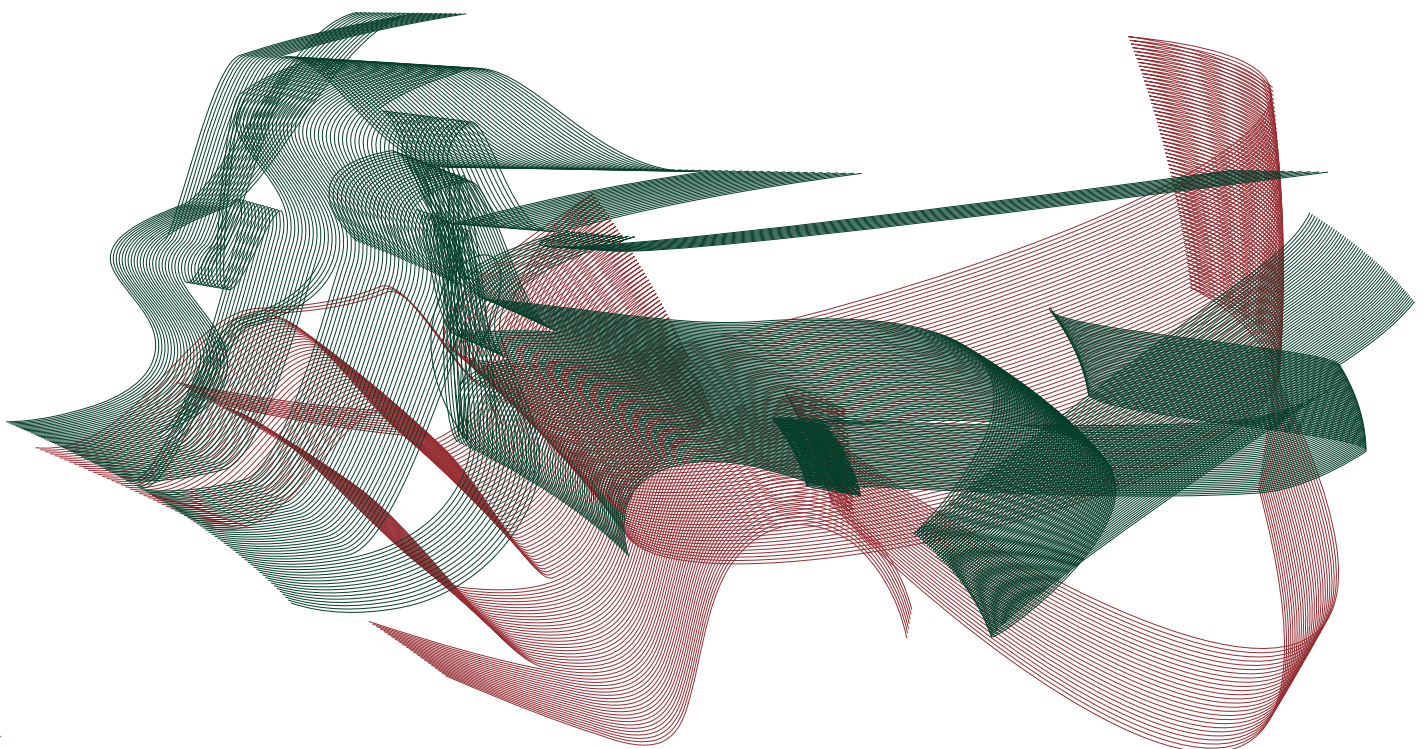
Le mot d'ordre de la « compétitivité » est, en lui-même, la source de multiples confusions. Le mot semble frappé au coin du bon sens : pour une firme, il signifie qu'elle présente certains avantages vis-à-vis de ses concurrentes directes ; on laisse croire que la même logique vaut pour les économies natio-

ils les employés de l'hôte de l'Élysée réunis par un intérêt commun, absent et consensuel ?

Il existe, bien sûr, une réelle interdépendance économique entre les habitants d'un même territoire. Mais, à vouloir compresser le « coût du travail », on mine le pouvoir d'achat, donc la demande et par suite l'activité économique. Car tout patron le sait : ses embauches sont avant tout déterminées par le niveau de son carnet de commandes, beaucoup plus que par le « coût du travail » ou la difficulté supposée à licencier. Dès lors, la course à la baisse des salaires des travailleurs les « moins qualifiés » étouffe la demande intérieure.

Un palliatif est offert par les exportations. Telle est la stratégie adoptée par l'Allemagne avec la dérégulation du marché du travail provoquée par les fameuses lois Hartz dans les années 2000. Les dirigeants de ce pays ont

*Igor Martinache est membre du comité de rédaction de *La Revue du projet*.



L'ÉCONOMIE : APPAREMMENT « SCIENTIFIQUE » ET « NATURELLE » ?

Tout se joue avant 18 ans ! Il faut mettre le plus tôt possible ceci dans la tête des jeunes : notre économie irait mal parce que les Français seraient hostiles au marché en raison d'un enseignement d'économie au lycée trop orienté. Pour corriger ce supposé biais, on occulte tout pluralisme et on en présente une certaine vision comme « naturelle ». On donne ainsi l'apparence d'une scientificité unique et sans débat.

PAR **JEAN-YVES MAS***

Jusqu'à une date récente, on estimait que, dans les programmes des lycées, l'économie était indissociable des autres sciences sociales pour favoriser la formation d'un esprit critique. Mais aujourd'hui un changement s'est opéré et il s'aggrave. En effet, cet enseignement dans le secondaire apparaît comme un enjeu majeur aux yeux des décideurs économiques et politiques. L'avènement d'une véritable société « de marché » nécessite en effet des acteurs économiques qui considèrent comme « normal » d'adopter en toutes circonstances un comportement « entrepreneurial » et comme « naturelles » les valeurs propres à une société de marché (performance, réussite individuelle, recherche de l'efficacité, etc.). L'éducation doit donc participer à la construction de cet « habitus concurrentiel » en habituant l'élève à se voir, lui-même, comme un entrepreneur qui agit spontanément selon une certaine rationalité normative.

FIN DE L'ANCRAGE HUMANISTE

Les politiques éducatives néolibérales comportent ainsi une dimension anthropologique qui remet en cause l'ancrage humaniste européen, comme le montrent les offensives répétées du MEDEF contre l'enseignement des sciences économiques et sociales (SES) au lycée, par la voix d'un *think tank* dédié à cette tâche, l'Institut de l'entreprise, ou plus récemment de l'Académie des sciences morales et politiques. Son président pour l'année 2017, l'ancien P.-D.G. du groupe bancaire BNP-Paribas Michel Pébereau, mène depuis de longues années une entreprise de dénigrement de cet enseignement, lui reprochant notamment de ne pas donner une image suffisamment positive de « l'entreprise », de ne pas assez insister sur son rôle dans la création de la richesse, ou de

trop insister sur les conséquences négatives de la crise et de laisser trop de place à une sociologie jugée « compassionnelle ». Outre un cloisonnement déjà réalisé dans les nouveaux programmes en vigueur depuis 2011 entre l'économie et les autres sciences sociales, l'Académie des sciences morales et politiques revendique désormais de se concentrer sur le niveau microéconomique, celui des décisions individuelles, conforme au canon du courant néoclassique dominant.

L'ÉLÈVE, UN ENTREPRENEUR

Son récent rapport estime ainsi que « l'enseignement des notions [de base en économie] devrait partir de l'expérience courante : "Comment assurer l'équilibre du budget de la famille ?" ; "Est-il possible – et comment – d'envisager d'acheter un logement ?" ; "Quels sont les avantages et les inconvénients d'être propriétaire ou locataire ?" ; "Pourquoi épargner et comment placer les revenus épargnés ?" ; "L'achat d'une voiture constitue-t-il un investissement ?" ».

vont devoir, lorsqu'ils prendront une décision, se comporter en acteurs rationnels, c'est-à-dire comparer ce que cela va leur rapporter et ce que cela va leur coûter, comme un entrepreneur qui, pour maximiser ses bénéfices, décide de produire un bien lorsqu'il le vend plus que ce que la production de ce bien lui coûte. De même l'entrepreneur rationnel produit un bien lorsqu'il compare ce que lui rapporte la production d'un produit en plus et ce qu'elle lui coûte ou un consommateur qui cherche à consommer au mieux en fonction de ses revenus. Quoi de plus « naturel » en effet que de toujours chercher à obtenir le plus de gains possible et à dépenser, pour cela, le moins possible ? On comprend bien ici que l'entreprise qui va devoir licencier ne le fait que parce qu'elle y est « contrainte » par les lois du marché et de la concurrence. Ce n'est donc pas « le capitalisme » ou le « marché » qu'il faut réformer, mais des raisonnements individuels erronés car insuffisamment rationnels. On voit ainsi à travers ce simple exemple

« L'avènement d'une véritable société "de marché" nécessite des acteurs économiques qui considèrent comme "normal" d'adopter en toutes circonstances un comportement "entrepreneurial" et comme "naturelles" les valeurs propres à une société de marché. »

L'objectif est ici assez explicite, les mécanismes fondamentaux que les élèves doivent maîtriser sont à l'intersection de l'analyse scientifique et de préoccupations pratiques. Il ne s'agit pas de s'interroger sur les origines de la croissance, sur les causes du chômage, sur le partage des richesses ou l'organisation du travail, mais de sensibiliser les élèves à la façon dont ils

que c'est bien une certaine vision de l'économie, qui évacue les controverses et le pluralisme des courants dans cette discipline, qu'il s'agit de « naturaliser », et ainsi de préparer non pas des citoyens conscients des enjeux et des alternatives possibles, mais des travailleurs dociles, qui ont intégré la compétition marchande comme seul horizon pensable. ►

► **AU-DELÀ D'ADAM SMITH**

L'acteur de l'économie de marché n'est donc plus *l'homo economicus*, décrit par Adam Smith, qui cherche à échanger le surplus de sa production contre la production d'autres agents, mais l'homme compétitif qui cherche à toujours exploiter au mieux les ressources dont il dispose et qui se comporte dans l'ensemble des sphères au sein desquelles il agit comme une entreprise en milieu concurrentiel. Il ne s'agit plus, dès lors, de s'interroger sur les limites de l'intervention de l'État, mais de se demander comment l'action publique peut favoriser l'avènement d'une société de marché et faire de la concurrence le principe régulateur de tout système ou dispositif, qu'il soit économique, social ou organisa-

tionnel. On rejoint ici ce qu'expliquaient Pierre Dardot et Christian Laval dans *La Nouvelle Raison du*

naturelles de l'économie, les néolibéraux ne considèrent pas le marché comme un ordre naturel, mais com-

« Habituer l'élève à se voir, lui-même, comme un entrepreneur qui agit spontanément selon une certaine rationalité normative. »

monde (La Découverte, 2009), où ils prolongeaient et actualisaient l'analyse du néolibéralisme amorcée par Michel Foucault dans son cours au Collège de France de 1979. À la différence des « économistes classiques » qui, à la suite d'Adam Smith, attribuaient comme objectif à la science économique la découverte des lois

me un ordre artificiel et construit. En outre, ce n'est plus l'échange qui est le principe nodal du marché mais la concurrence. ■

*Jean-Yves Mas est professeur de sciences économiques et sociales à Montreuil (Seine-Saint-Denis).



EN QUÊTE DE VÉRITÉ ?

« Apparences, superficialité et idées reçues ». La question commence avant la prise de conscience militante, notamment avec les jeunes *a priori* non politisés des milieux ruraux. C'est pourquoi les mouvements d'éducation populaire ont un rôle important à jouer à cet égard. Nous avons demandé son expérience au Mouvement rural de jeunesse chrétienne. Cette approche vise une première prise de conscience. Elle montre pourquoi « tisser du lien » est aussi un moyen efficace souvent négligé pour dépasser les apparences.

PAR **HUGUES BOITEUX***

C'est l'histoire d'un homme qui a, un jour, fait l'hypothèse que la Terre n'était pas plate mais ronde et qui l'a prouvé scientifiquement. Aujourd'hui, plus de doute, Thomas Pesquet (l'astronaute français dans l'espace depuis novembre 2016 à bord de la station spatiale internationale) nous le montre tous les jours avec une petite prise de hauteur. C'est l'histoire d'une jeune femme qui a, un jour, eu l'occasion de parler avec son voisin, celui derrière la haie, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, lors d'une fête de village. Elle apprend à sa grande surprise qu'il vote Marine, alors qu'on dit de lui qu'il « a des amis noirs, est très sympathique et vote à gauche comme son frère ».

DANS CES DEUX HISTOIRES, LES APPARENCES ET LES IDÉES REÇUES NOUS AURAIENT DONC MENTI... ET QUI DIT QU'ELLES NE NOUS TROMPERAIENT PAS ENCORE ?

Pour répondre justement, essayons tout d'abord de comprendre qui sont ces malins qui nous détournent de la vérité. Certains sont chez les autres et prennent le nom d'« apparences ». Ils nous montrent ce qu'ils veulent pour détourner notre attention de ce qu'ils souhaitent cacher. D'autres vivent en nous et prennent le nom d'« idées reçues », qui nous incitent à voir autre chose que ce qui nous est proposé sous nos yeux. Ces deux-là appartiennent à la famille de la superficialité, qui cache la part de vérité que nous, êtres humains, souhaitons cacher. Cette grande famille nous entretient

tous dans une zone de confort à laquelle nous sommes très attachés ; vous savez, ce quotidien qui nous rassure. Néanmoins, nos deux précédentes histoires ont montré que des

« C'est en prenant le temps de se poser les questions que nous pouvons dépasser ce qui nous aveugle. »

personnes réussissent à en sortir, soit en utilisant la science et le raisonnement, soit en allant à la rencontre, ou encore en dépensant beaucoup

d'énergie pour prendre de la hauteur, comme notre cher astronaute français. Mais toute sortie de zone de confort ne demande pas autant de combustible. La prise de hauteur peut aussi s'effectuer latéralement par un pas de côté ; changeant notre point de vue, ainsi que l'angle de réflexion de ce que nous renvoie l'environnement étranger. Pour comprendre les effets du « pas de côté », on peut conseiller *L'An 01* – film français de 1973, réalisé par Jacques Doillon. Ce déplacement latéral, c'est ce que nous souhaitons faire vivre aux jeunes qui rejoignent le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), association d'éducation populaire gérée et animée par des jeunes de 13 à 30 ans (anciennement la Jeunesse agricole catholique). Dans son rapport d'orientation, cette prise de recul est portée par le projet « Dépêchons-nous de ralentir »... car nous croyons que

« Mais se poser des questions a un prix : celui de comprendre qu'on a pu avoir tort ou que d'autres, des proches par exemple, ont tort. »

c'est en prenant le temps de se poser les questions que nous pouvons dépasser ce qui nous aveugle. Mais se poser des questions a un prix : celui

de comprendre qu'on a pu avoir tort ou que d'autres, des proches par exemple, ont tort.

Cette prise de conscience est accompagnée par les animateurs d'équipe. Le MRJC épaulé effectivement les plus jeunes en se dotant de personnes référentes, elles-mêmes formées par le Voir/Juger/Agir – fondement de l'éducation populaire – et qui guident le jeune militant. Le MRJC porte une histoire et une culture chrétiennes, notre appétence pour l'animation n'existe donc pas par hasard... Jésus était un très bon animateur. Et comme tout bon animateur, il aimait qu'on lui pose des questions, et répondre en toute confiance par une autre, assez pertinente pour permettre à ses interlocuteurs de trouver la réponse seuls !

ENFIN... SE POSER DES QUESTIONS, SORTIR DE SA ZONE DE CONFORT... ET TOUT ÇA POUR QUOI ? POURQUOI DÉPASSER CETTE SUPERFICIALITÉ ?

Les grandes découvertes scientifiques dépassant les idées reçues et les apparences ont permis de grands progrès. Ces progrès sont les conséquences d'une sortie de zone de confort nourrie par une quête de l'inconnu. Il existe toutefois d'autres moyens de sortir de sa zone de confort, qui sont nourris par la colère. Et pour mener à quelque chose de bien, cette quête doit, elle, être animée par nos amies Justice, Dignité, Solidarité, Amour. L'objectif de l'éducation populaire, c'est de voir et juger pour comprendre son monde et pour ensuite mieux agir. Agir pour changer la société et la rendre différente à ses yeux et aux yeux des autres : pour changer l'autre.

D'après Christian Maurel dans *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation* (L'Harmattan, 2010), l'éducation populaire est l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir. Le MRJC construit des parcours de militants émancipés éveillés par les rêves d'un nouveau monde. D'ailleurs, cette année, un des slogans de l'association était : « On change le monde ! » La fabrique de militants passe au sein du MRJC par du vécu commun au travers de séjours de vacances, de vies d'équipes de villages, de temps démocratiques, festifs et de formations nationaux... Pour l'éducation populaire et le MRJC, la quête de la vérité n'est ainsi pas le véritable objectif du pas sur le côté. Il sert plutôt la cause d'une quête de sens, qui est essentielle pour donner de l'âme à ce que l'on vit. Un militant nommait un jour l'animateur Jésus comme le casseur de murs. Ces murs qui nous cachent la vue et gâchent la vie, comme ces haies qui entourent les belles zones de confort que sont nos maisons et nos pelouses taillées au millimètre.

Reprenons pour terminer l'exemple de la jeune femme de l'histoire qui, en passant de l'autre côté de son jardin, a découvert son voisin et tissé du lien... C'est la première étape pour le convaincre de ne pas voter Marine au second tour. ■

*Hugues Boiteux est secrétaire national du Mouvement rural de jeunesse chrétienne.

LES HOROSCOPES DISENT VRAI !

Un moyen classique pour faire croire à la pertinence d'un procédé, d'une politique, d'un genre, consiste à servir des affirmations vagues ou banales, mais bien écrites, dont on peut tirer ce qu'on veut. Voici un exemple, tiré de l'horoscope de la *Charente libre* du 24 avril 2017 :

GÉMEAUX

Ne confondez pas autorité et mépris. Votre équipe attend beaucoup de vous, ne la décevez pas.

BALANCE

Êtes-vous bien préparé à affronter les entretiens d'embauche ou autres tests psychologiques ?

SAGITTAIRE

Avant de vous lancer dans quelque investissement que ce soit, faites le point sur votre situation financière.

De tels conseils sont en effet bien utiles, donc les horoscopes disent vrai !

AVOIR LE DROIT DE SE FORMER : GARE AUX FAÇADES DÉMOCRATIQUES DES DROITS INDIVIDUELS !

Dans les projets dits d'émancipation par la formation professionnelle se cachent les intérêts du « marché du travail ». Comment dépasser cet enfermement sournois ? Le cas de la promotion des droits individuels à la formation dans le programme d'En Marche ! est révélateur des faux-semblants démocratiques dans des discours généraux se présentant comme modernes. Ils appellent à la plus grande vigilance : on ne peut faire l'économie des réflexions critiques qui ont été développées sur ces sujets.

PAR **JOSUA GRÄBENER***

Emmanuel Macron est le nouveau président de la République française. Afin d'anticiper au mieux une stratégie de conquête sociale face aux intérêts du capital qu'il défend, il convient de bien départager les éléments de rupture et de continuité par rapport aux derniers gouvernements. Dans un contexte de chômage de masse et de précarisation croissante des travailleurs, les questions d'emploi et de formation sont particulièrement importantes. Leur complexité technique mais surtout la multiplicité des attendus politiques (justice sociale dans le financement et les publics, productivité et reconnaissance des qualifications) rendent la confrontation constructive particulièrement difficile. Or la section consacrée à ce point sur le site de campagne du mouvement En Marche ! est troublante. En matière de formation professionnelle continue, la réforme suivante est proposée: « La majeure partie des contributions actuelles des entreprises pour la formation sera progressivement convertie en droits individuels pour les actifs. Chacun pourra s'adresser directement aux prestataires de formation, selon ses besoins. Le système sera simple. »

LES CONTROVERSES SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Il convient de décrypter cette proposition, notamment en la mettant en perspective avec les importantes controverses qui agitent le champ de la formation continue et plus largement de la Sécurité sociale depuis plusieurs années. Deux rappels et une mise en garde s'imposent. Premier rappel: l'idée de « droits individuels pour les actifs » est tout sauf nouvelle,

elle s'inscrit en continuité directe avec les réformes de ces dernières années, notamment avec le « compte personnel d'activité » et plus particulièrement le « compte personnel de formation ». L'ancrage idéologique est clair: face aux risques inéluctables (du moins présentés comme tels) du marché du travail, chacun pourra (ou plutôt devra !) accumuler des points qu'il pourra liquider lors des périodes de

rité sociale, à commencer par les retraites. Emmanuel Macron et ses partisans veulent pourtant aller plus loin. Pour cela, ils remobilisent un constat qui fait désormais l'unanimité: le système actuel de formation professionnelle continue est injuste, car il favorise les travailleurs déjà les plus protégés, typiquement les cadres, diplômés, en contrat à durée indéterminée (CDI) dans de grandes entre-

« La philosophie promue par En Marche !, loin d'être "moderne", constitue un recul du point de vue des acquis sociaux et appelle des mécanismes de remarkchandisation du travail. »

« transition » (licenciement, reconversion professionnelle). Deuxième rappel: Emmanuel Macron a été clair sur la question du financement, il veut réduire massivement les cotisations sociales et les remplacer par des recettes fiscales, contribution sociale généralisée (CSG) notamment. Une mise en garde enfin: la mise en rapport directe entre acheteurs et offreurs de formation qui est proposée là est séduisante, mais repose en pratique sur une vieille idée libertarienne, les « chèques formation » (*vouchers*). Certes, ce système est « simple », mais de nombreuses enquêtes sur son application concrète dans divers pays et secteurs (notamment l'enseignement primaire) montrent aussi combien il est... illisible!

La philosophie promue par En Marche!, loin d'être « moderne », constitue donc en réalité un recul du point de vue des acquis sociaux et appelle des mécanismes de remarkchandisation du travail qui grignote déjà l'ensemble du système de Sécu-

prises. Cette reproduction des inégalités s'explique notamment par la contradiction institutionnelle intrinsèque à ce système: les cotisations salariales (dites « patronales ») pour la formation des salariés sont gérées par des organismes paritaires qui sont largement devenus des prestataires de services pour les employeurs. Les raisons sont à la fois juridiques et politiques: non seulement la ventilation interne des cotisations sociales favorise le plan de formation (sous contrôle de l'employeur), mais la mise en concurrence croissante des organismes paritaires pour la collecte des cotisations favorise une logique de contributivité (recevoir autant qu'on a cotisé) défavorable aux salariés. Du côté des demandeurs d'emploi ou des jeunes en formation initiale, les financements sont largement issus de l'État ou des collectivités territoriales. L'architecture générale du système de formation est complexe et dépassée, notamment parce qu'elle repose encore largement sur une approche

assurantielle et patriarcale de prise en charge des risques sociaux : c'est la figure du salarié qui est au centre, les ayants droit lui sont subordonnés et les travailleurs inoccupés ou atypiques sont exclus. Pour une bonne synthèse de ces controverses, on peut se reporter au livre de Bernard Gazier, Bruno Palier, Hélène Péruvier, *Refonder le système de protection sociale. Pour une nouvelle génération de droits sociaux* (Presses de Sciences Po, 2014).

LES ALTERNATIVES

Face à ces dysfonctionnements, plusieurs agendas concurrents se sont développés. Du côté de la CGT, c'est le projet de « sécurité sociale professionnelle » qui a été promu, nourri entre autres par une réflexion collective où ont beaucoup compté les propositions de Bernard Friot pour un salaire à vie, dont le niveau dépendrait d'une qualification attachée à la personne, comme dans la fonction publique. La CFDT a, quant à elle, porté un agenda de « sécurisation des parcours professionnels », nettement moins ambitieux du point de vue des droits opposables des travailleurs, et fondant la trame principale du système français actuel (comme en témoigne le Fonds de sécurisation des parcours professionnels, ou la Chaire de sécurisation des parcours professionnels). C'est notamment ainsi que le slogan européen de « flexicurité » a été traduit. Mais pour comprendre la prochaine réforme de la formation professionnelle, c'est du côté du *think tank* libéral Institut Montaigne qu'il faut aller voir. Il y a quelques semaines y est paru un rapport, *Un capital emploi formation pour tous*, publié par Estelle Sauvat et Bertrand Martinot, ancien délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle

sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Il ne s'agit rien de moins que d'appliquer une logique d'assurance-épargne à ce qui relevait jusqu'ici de

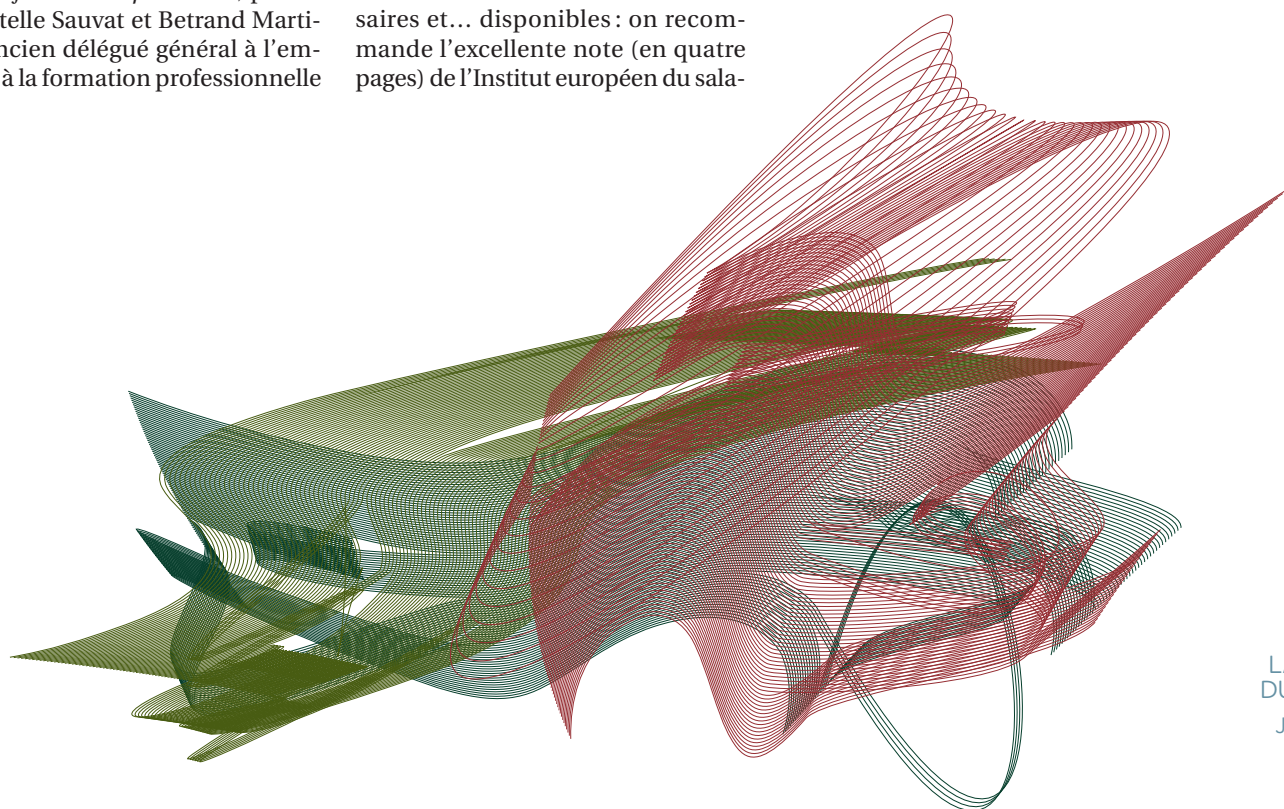
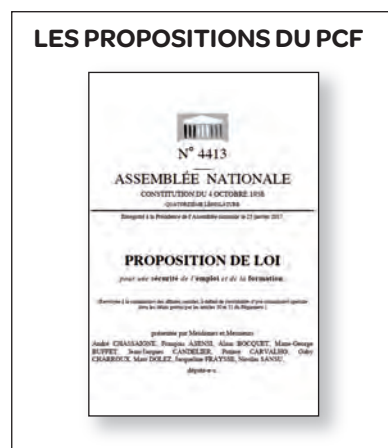
riat : « Pour un droit personnel à la carrière. Contre le compte personnel d'activité ». On pourra aussi consulter le n° 61 (novembre 2016) de *La*

« La mise en concurrence croissante des organismes paritaires pour la collecte des cotisations favorise une logique de contributivité (recevoir autant qu'on a cotisé) défavorable aux salariés. »

cotisations sociales portant encore un potentiel de subversion du capitalisme par la socialisation de la valeur ajoutée dès la source. Ce que propose Emmanuel Macron s'inscrit directement dans cette dernière filiation. La bataille sera rude car les lignes de tension ne tombent pas sous le sens. Bien entendu, dans tous ces projets (CGT, CFDT, Institut Montaigne), la promesse d'émancipation ne revêt absolument pas le même sens. Ils ont néanmoins en commun de promouvoir des droits individuels rechargeables sur lesquels les travailleurs pourront ensuite exercer un droit de tirage (droit de liquidation) en fonction de leur situation professionnelle (voir pour cela les remarquables réflexions d'Alain Supiot, professeur de droit du travail au Collège de France). Ce qui nous est proposé là reste donc un épanouissement par et *pour* le marché du travail, réputé l'instance la plus légitime pour définir l'intérêt général. Face à cela, d'autres propositions politiques systématiques et émancipées de ce marché du travail sont nécessaires et... disponibles : on recommande l'excellente note (en quatre pages) de l'Institut européen du sala-

Revue du projet consacré au travail. Ainsi que Catherine Mills, L'enjeu crucial d'un nouveau service public d'emploi et de formation, *Économie et politique*, mars 2017. Les outils sont là : à nous de nous en emparer! ■

*Josua Gräbener est membre du comité de rédaction de *La Revue du projet*.



MÉDIA ET JOURNALISTES DANS LA FABRICATION ET LA DIFFUSION DES INFORMATIONS

Les grands média sont possédés par quelques hommes d'affaires hostiles à la gauche de transformation. Il ne suffit pas de les dénoncer, ni même de démonter leurs propagandes. Il faut aussi comprendre comment leurs informations sont construites, et cela concrètement.

PAR ANTOINE MACHUT*

Pour qu'une idée soit « reçue » (au sens littéral du terme) par un public, notamment *via* les média, il faut déjà qu'elle soit envoyée, donc construite : c'est un problème de fabrication et de diffusion de l'information. S'il s'agit d'une « idée reçue », synonyme de stéréotype qui nous paraît caricaturer voire fausser la réalité, c'est un problème d'interprétation médiatique des événements et plus largement des thématiques sociales. Il faut étudier les deux mécanismes.

LA FABRICATION DES INFORMATIONS

Le développement des services de relations publiques dans les entreprises encourage fortement les journalistes à diffuser une information produite par d'autres qu'eux. En France, selon le rapport 2013 de l'Institut pour le développement d'une information économique et sociale, il y a trois fois plus de spécialistes de la communication que de journalistes encartés. Alors que les effectifs de la plupart des rédac-

« Seuls 12 % des articles de presse écrite sont entièrement composés d'informations originales. »

tions s'amenuisent et que le nombre d'articles publiés par jour augmente, la dépendance aux communiqués de presse est plus forte. Ces derniers sont faits pour correspondre aux formats médiatiques et satisfaire les routines journalistiques. Et pour preuve, ils sont souvent rédigés par d'anciens journa-

listes, lassés des perspectives bouchées dans la presse et passés dans la communication. De fait, les communiqués de presse sont abondamment repris dans les média. Une étude conduite en

Particulièrement proche de ses sources, il est en revanche assez autonome à l'intérieur de sa rédaction, chacun étant pris par son propre secteur. Finalement, peu de filtres journalistiques sont

« Peu de filtres journalistiques sont mis face à l'information "préconditionnée". »

Grande-Bretagne a montré que 10 % des articles de presse écrite et audiovisuels analysés étaient des reprises *sans modification* de communiqués de presse. Au total, au moins 30 % des articles de presse écrite et 31 % des produits d'information audiovisuelle contiennent des informations issues des services de relations presse. Seuls 12 % des articles de presse écrite sont entièrement composés d'informations originales. Des mesures aussi précises manquent pour le cas français, mais rien n'indique que celui-ci diffère significativement. La dépendance aux sources est probablement encore plus forte dans les rubriques spécialisées.

LES LECTEURS CIBLES

Les difficultés financières des média les ont encouragés à développer fortement les rubriques qui attirent un lectorat de cadres (économie, finance, high-tech...), cible convoitée par les annonceurs publicitaires, au détriment d'autres moins lucratives (social, environnement, quartiers populaires...). Le cas de l'information économique et financière est typique. La segmentation des rubriques économiques et financières est telle que les nouveaux journalistes « rubricards » apprennent plus leur métier au contact de leurs sources que de leurs collègues. Par exemple, le réflexe d'un journaliste nouvellement affecté au secteur banque-assurances d'un quotidien de la presse économique sera d'assister assidument aux conférences de presse organisées par les services de communication des banques, pour se constituer un carnet d'adresses et se socialiser rapidement aux enjeux du secteur.

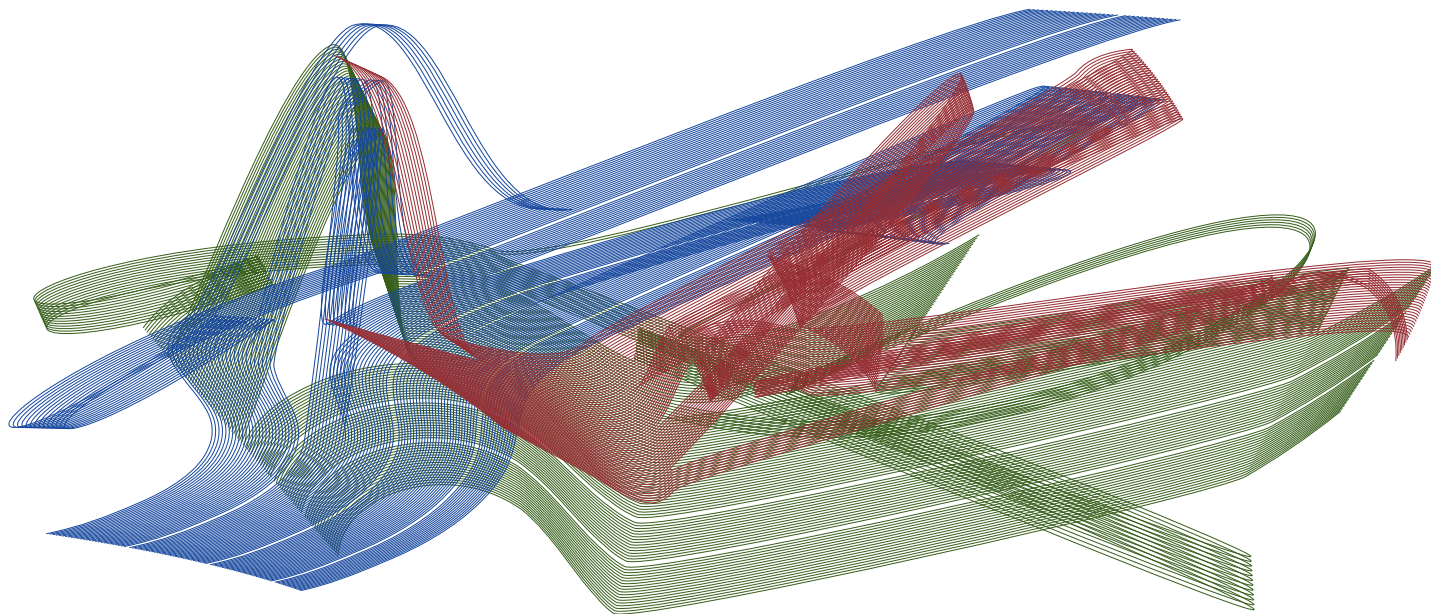
mis face à l'information « préconditionnée ». Or, en matière de réception des idées, l'égalité n'est pas assurée : dans l'étude britannique déjà citée, les communiqués de presse viennent près de quatre fois plus souvent du monde des affaires que de celui d'associations à but non lucratif.

LES « CADRES D'INTERPRÉTATION »

Il est difficile, néanmoins, de dire à quel point média et journalistes participent à la diffusion « d'idées reçues », de clichés. Or les recherches qui tentent de mesurer le lien entre les opinions qui circulent dans les média et les opinions individuelles concluent généralement à une corrélation faible. L'une des explications avancées est que les média sont moins efficaces pour dire aux individus ce qu'il faut penser que les leaders d'opinion dans l'entourage proche. En revanche, ils le sont plus pour dire *à quoi* il faut penser, et *comment* il faut le penser. Ils ne véhiculent pas tant des « idées reçues » que des routines d'interprétation des phénomènes sociaux. Ces « cadres d'interprétation » s'appuient sur des images, des symboles, des slogans. Ils construisent du sens, mettent l'accent sur certaines dimensions d'un thème et en occultent d'autres, suggérant finalement l'enjeu dont il faut débattre.

L'EXEMPLE DU NUCLÉAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Les chercheurs américains William A. Gamson et Andre Modigliani ont mis en évidence ces effets de cadrage dans le cas du nucléaire aux États-Unis. Ils



montrent que les débats qui ont eu lieu sur ce thème de 1945 aux années 1970 étaient contenus dans un cadre de « progrès ». La question du nucléaire était débattue en termes d'engagement de la société dans un progrès technologique et économique. L'enjeu présenté était alors un choix entre « les atomes pour la guerre », que les images

aux événements. Le cadre de l'indépendance énergétique prendra le relais dans les années 1970, à la faveur notamment du choc pétrolier de 1973. Parallèlement, des cadres interprétatifs défavorables au nucléaire progressent : ils posent le problème en termes de sécurité (suite à l'accident de Three Miles Island notamment), de protec-

financière pour maquiller les statistiques publiques de l'État grec. Les accusations étaient alors essentiellement formulées à l'encontre des spéculateurs et du manque de réglementation des produits dérivés. Petit à petit, le cadre est devenu éthique : c'est Goldman Sachs, présenté comme le symbole ultime de la cupidité, qui a été placé au centre des accusations. Ce n'est plus un système, mais un mauvais joueur qui est en cause. À partir de 2010, l'attention s'est désintéressée des produits financiers trop abstraits pour se porter sur l'état de l'économie grecque. Cela a orienté le cadre dominant vers le fonctionnement de l'économie grecque, situant l'enjeu sur l'efficacité de l'État et des citoyens grecs. Au départ favorable à des solutions dirigées vers la régulation des marchés financiers, le cadrage médiatique a finalement été propice à des solutions favorables à la surveillance des États. ■

« Les communiqués de presse viennent près de quatre fois plus souvent du monde des affaires que de celui d'associations à but non lucratif. »

du bombardement de Hiroshima représentaient dans les esprits, et « les atomes pour la paix », que le développement du nucléaire civil aux fins de production d'électricité promettait. Dans ce cadre, il est facile d'imaginer que les positions antinucléaires n'étaient guère audibles. Peu d'attention était prêtée aux accidents qui survenaient dans les centrales nucléaires. Ces cadres sont néanmoins sensibles

tion de l'environnement, ou encore de coût économique.

L'EXEMPLE DE LA CRISE GRECQUE

Cet exemple a aussi été analysé avec des concepts proches par un chercheur français, Jérémie Morales. Au départ, le cadre médiatique dominant dans la presse anglo-saxonne était celui de l'utilisation de la technologie

*Antoine Machut est sociologue. Il est doctorant à l'université de Grenoble.

AVEZ-VOUS CESSÉ DE BATTRE VOTRE FEMME ?

La technique du faux dilemme consiste à présenter seulement deux solutions à une question qui pourrait en avoir bien davantage. Par exemple, on nous demande :

- Êtes-vous pour l'Union européenne (telle qu'elle est) ?
- ou
- Êtes-vous partisan de sortir de l'Union européenne ?

Pas d'autre choix. Vous êtes coincé.

On peut aussi poser une question apparemment innocente (oui ou non), mais pour laquelle on est piégé, quelle que soit la réponse. Exemple :

Avez-vous cessé de battre votre femme ?

- Si vous répondez oui, c'est donc que vous la battiez.

- Si vous répondez non, c'est donc que vous la battez encore.

Dans les deux cas, vous êtes un s...d.

LA FAISABILITÉ POLITIQUE DE L'AJUSTEMENT

Les organismes du capitalisme international (FMI, OMC, OCDE, etc.) ne laissent rien au hasard, ils soignent les apparences, mais savent aussi jouer les gagnants (ou putativement tels) contre les perdants. Parfois ils ne s'en cachent pas.

PAR ERNEST BRASSEAUX*

Pourquoi les gouvernements au service des 1 % ne se font-ils pas pulvériser par les 99 % ? En grande partie, parce que les capitalistes savent soigner à la fois les objectifs de fond, la stratégie et les apparences. Il leur arrive parfois de l'exprimer de façon crue. Certes pas sur TF1 aux heures de grande écoute,

« faire passer l'Histoire par la voie des aveux », comme disait le grand historien catholique, Henri Guillemin.

Ici : « Le classement des mesures de stabilisation en fonction du risque politique ne relève ni de l'efficacité, ni de la justice ; il résulte de rapports de force entre des groupes d'intérêts touchés par l'ajustement et un gouvernement en position de faiblesse. » Le « premier objectif [d'un gouvernement] est de rester au pouvoir, la pro-

privilegier la seconde à la première : « Le programme de stabilisation a un caractère d'urgence et comporte nécessairement beaucoup de mesures impopulaires puisque l'on réduit brutalement les revenus et les consommations des ménages en diminuant les salaires des fonctionnaires, les subventions ou l'emploi dans le bâtiment. En revanche, les mesures d'ajustement structurel peuvent être étalées sur de nombreuses années et chaque mesure fait en même temps des gagnants et des perdants, de telle sorte que le gouvernement peut s'appuyer facilement sur une coalition des bénéficiaires pour défendre sa politique. »

« Un gouvernement peut toujours s'appuyer sur la coalition des groupes gagnants contre les perdants. »

mais dans des publications lues par leurs seuls amis. C'est le cas dans l'article de quarante-deux pages de Christian Morriçon (professeur émérite à l'université Paris I et ancien chef de division à l'OCDE), publié en 1996 comme *Cahier de politique économique* n° 13 du Centre de développement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques – lire : trente-cinq pays riches) et dont nous empruntons le titre. Il ne s'agit pas d'un « complot » secret, puisque je l'ai trouvé en ligne et gratuit sur le site de l'organisme : <http://www.oecd.org/dataoecd/24/23/1919068.pdf>

L'introduction rappelle que, dans d'autres textes, l'OCDE a montré que les politiques du FMI, de la Banque mondiale, etc., visent à l'équité et, à terme, au bonheur des gens. Ce document se compose ensuite de deux parties : la première analyse « les risques politiques de l'ajustement » (p. 8-20) ; la seconde, « comment éviter les risques politiques ? » (p. 21-39), donne des recommandations pour un « arbitrage entre l'efficacité économique des mesures et leur coût politique ». Il y a vingt ans, ces politiques touchaient essentiellement les pays dits du « tiers monde » et non l'Europe ou les pays développés. Il était donc plus facile de s'exprimer franchement, nous allons donc pouvoir

habilité d'y rester dépendant à la fois du soutien politique de la population et de la répression ». « Sous la pression de grèves, de manifestations, voire d'émeutes, plusieurs gouvernements ont été obligés d'interrompre ou d'amputer sévèrement leurs programmes. » Il convient donc de ne rien laisser au hasard.

« STABILISATION ET AJUSTEMENT STRUCTUREL »

Quand les politiques capitalistes ont conduit un pays au bord du gouffre,

LES RISQUES D'UNE POLITIQUE DE « STABILISATION »

« On observe, avec un décalage de trois à six mois, un lien étroit entre l'annonce des mesures de stabilisation et les troubles, les grèves ou les manifestations. Ce décalage est intéressant, car il prouve que [...] les réactions politiques ont lieu au moment de l'application des mesures plutôt qu'à leur annonce. Cela peut s'expliquer par le caractère technique de l'ajustement : lorsque le gouvernement annonce un programme et en trace les grandes lignes, la plupart des personnes concernées ne sont pas

« Quand "un gouvernement arrive au pouvoir, il faut dès l'arrivée insister, voire en exagérant, sur la gravité des déséquilibres, souligner les responsabilités des prédécesseurs et le rôle des facteurs exogènes défavorables". »

le FMI et ses amis lui imposent une thérapie de choc immédiate et brutale, la « stabilisation » et une cure de long terme, « l'ajustement structurel ». Quand cela est possible, il faut, pour minimiser les risques politiques,

capables d'avoir une idée claire des conséquences de ce programme pour elles, ou pensent qu'il touche surtout les autres. »

« Pourtant, d'autres mesures, comme la coupure des investissements

publics ou des dépenses de fonctionnement (salaires exclus), n'entraînent aucun trouble. Ainsi, des statistiques qui reposent sur des dizaines de pays observés pendant dix ans prouvent que les risques politiques sont très différents d'une mesure à l'autre. » « Il existe donc un programme politiquement optimal. »

L'auteur procède à un examen des différents moyens utilisés, y compris par les gouvernements autocratiques et il remarque à ce propos : « L'organisation d'une répression dure et permanente [...] n'est pas possible pour plusieurs raisons : le coût de l'appareil répressif, la dépendance du gouvernement à l'égard de l'armée et de la police et surtout l'incidence extérieure. Les pays donateurs peuvent réagir en coupant l'aide. »

Il faut donc « la prudence et une bonne stratégie de communication », mais il faut surtout privilégier « les mesures peu dangereuses ». En effet, « une politique monétaire restrictive, des coupures brutales de l'investissement public ou une réduction des dépenses de fonctionnement ne font prendre aucun risque à un gouvernement. Cela ne signifie pas que ces mesures n'ont pas des conséquences économiques ou sociales négatives : la chute des investissements publics ralentit la croissance pour les années à venir et met sur-le-champ des milliers d'ouvriers du bâtiment au chômage, sans allocation. Mais nous raisonnons ici en fonction d'un seul critère : minimiser les risques de troubles ».

« Dans la réalité, les entreprises du bâtiment souffrent beaucoup de telles coupures qui multiplient les faillites et les licenciements. Mais ce secteur, composé surtout de petites et moyennes entreprises, n'a quasiment aucun poids politique. »

« Un gouvernement peut difficilement stabiliser contre la volonté de l'opinion publique dans son ensemble. Il doit se ménager le soutien d'une partie de l'opinion, au besoin en pénalisant davantage certains groupes. En ce sens, un programme qui toucherait également tous les groupes (c'est-à-dire qui serait neutre du point de vue social) serait plus difficile à appliquer qu'un programme discriminatoire, faisant supporter l'ajustement à certains groupes et épargnant les autres pour qu'ils soutiennent le gouvernement. »

L'ANALYSE DES « RÉACTIONS AUX MESURES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL »

« Les problèmes politiques posés par ces mesures [d'ajustement structurel] sont très différents de ceux suscités

par un programme de stabilisation. D'abord, les réformes structurelles prennent du temps et leurs conséquences ne se font sentir qu'après un certain délai. Ces réformes ne provoquent donc pas un « effet de choc » comme une hausse de prix de cinquante pour cent pour des produits alimentaires. Ensuite, la plupart de ces

libres, souligner les responsabilités des prédécesseurs et le rôle des facteurs exogènes défavorables ».

L'auteur examine par le détail les forces et les faiblesses des différentes couches de la société (urbains/ruraux), fonctionnaires, enseignants, étudiants, etc., et propose des méthodes pour minimiser les risques politiques, pour « sus-

« Les organismes pensants du capitalisme international ne lâchent ni le fond, ni la forme, ni les réalités, ni les apparences. »

réformes frappent certains groupes tout en bénéficiant à d'autres, de telle sorte qu'un gouvernement peut toujours s'appuyer sur la coalition des groupes gagnants contre les perdants. » Par exemple, lors de « la libéralisation des échanges », les perdants sont les industriels des secteurs protégés, certains hauts fonctionnaires, les syndicats et partis de gauche, les partis nationalistes, mais c'est un front hétérogène. Les gagnants sont les industriels exportateurs, des agriculteurs, des artisans et des consommateurs. Pour la réforme des entreprises publiques (restructuration, privatisation), on rencontre de fortes oppositions : « Cette coalition d'intérêts est d'autant plus puissante que le secteur public est plus étendu et contrôle plus d'activités clés (transports, énergie, mines, etc.). De plus, les perdants sont très motivés pour défendre leurs avantages, tandis que les gagnants ne sont pas mobilisés, parce que les gains de la réforme n'apparaissent qu'après plusieurs années et sont diffus. »

LES RECOMMANDATIONS

Les recommandations découlent aisément de l'analyse : « L'ajustement n'est pas seulement [...] une opération économique et financière délicate sur le plan technique, c'est aussi un combat politique à livrer en position de faiblesse, où tous les coups sont permis [...] [surtout] dans tous les pays où l'alternance, à la suite d'élections régulières, est possible. » Quand « un gouvernement arrive au pouvoir », « il bénéficie d'une courte période d'ouverture (quatre à six mois) pendant laquelle l'opinion publique le soutient [...]. Après ce délai de grâce, c'est fini, le gouvernement doit assumer en totalité les coûts politiques de l'ajustement [...]. Il faut dès l'arrivée au pouvoir insister, voire en exagérant, sur la gravité des déséqui-

cite[r] rapidement une coalition d'intérêts qui fasse contrepoids à l'opposition ». Attention, « les enseignants du secondaire et du supérieur, en faisant grève, libèrent une masse incontrôlable de lycéens et d'étudiants pour les manifestations, un phénomène très dangereux, car dans ce cas la répression peut conduire facilement au drame ».

Il convient de dévitaliser les services publics pour faire accepter leur privatisation ou leur suppression à terme : « Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la *quantité* de service, quitte à ce que la *qualité* baisse. »

Les recommandations touchent également le champ explicitement politique, « il faut veiller au regroupement des élections afin de ne pas transformer une série de scrutins en une suite de référendums sur l'ajustement ». Il faut « préférer le scrutin uninominal au scrutin proportionnel pour l'élection au parlement ».

En d'autres termes, « si la poursuite des objectifs de l'ajustement doit être maintenue à tout prix, en revanche le choix des moyens doit rester ouvert en permanence ».

Il conviendrait de tout citer, mais nous nous arrêtons là. Les organismes pensants du capitalisme international ne lâchent ni le fond, ni la forme, ni les réalités, ni les apparences. ■

*Ernest Brasseaux est historien des sciences.

..... Réagissez aux articles, exposez votre point de vue.

Écrivez à revue@pcf.fr

.....

INSÉCURITÉ ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

On peut se croire en sécurité et ne pas du tout y être, on peut aussi être anxieux sans que rien ne menace vraiment. Mais il ne suffit pas d'être lucide sur la gravité des enjeux, il faut aussi comprendre ce que les gens vivent et agir sur tous les plans.

ENTRETIEN AVEC **MICHÈLE PICARD***

Qu'est-ce que la sécurité ?

C'est global, elle comprend la santé publique, l'hygiène, la sécurité routière, celle du quotidien, la gestion des conflits de voisinage, etc. L'insécurité, ce ne sont pas uniquement les délits et les crimes, les stupéfiants, la violence visible.

On dit souvent au maire : « Vous avez des pouvoirs de police, qu'attendez-vous pour les utiliser ? »

Il y a en effet beaucoup de confusion à ce sujet. Le maire a *certain*s pouvoirs de police, il ne les a pas *tous*. Le maintien de l'ordre, les stupéfiants, les crimes et délits, c'est de la compétence de la police nationale et il est important que ce soit ainsi. C'est l'État qui doit être garant de l'équité et de l'égalité du territoire, sinon il se désengage. Je refuse une police à deux vitesses. Nous créerions alors d'un côté des zones de non-droit et de l'autre des bunkers bien gardés en fonction des moyens consacrés. Le maire, la police municipale s'occupent des contraventions, du stationnement, de la salubrité, de l'hygiène, ils ont un rôle surtout préventif. Par exemple, à propos des commerces, je peux intervenir sur la salubrité, mais c'est la police nationale qui s'occupe du travail dissimulé, des irrégularités. Si la police municipale contrôle un véhicule et découvre deux kilos de stupéfiants, elle peut immobiliser le véhicule, mais elle doit faire appel à la police nationale pour traiter ce cas.

Apparemment, la sécurité est considérée comme une affaire de police.

Pas uniquement. C'est une responsabilité différenciée de tous les citoyens. Les bailleurs sociaux, les régies, les organismes de transport ont un rôle à jouer. Il faut aussi que les associations et les individus s'impliquent. Le dialogue est nécessaire, la mairie doit y aider. Prenons l'exemple des conflits d'usage : un banc public est utile la journée, mais si, le soir et jusqu'à 4 heures du matin, il sert à des regroupements bruyants, les voisins sont exaspérés, ils pensent

qu'il y a des petits trafics (même si ce n'est pas le cas), la situation s'envenime, il faut donc de la médiation.

On dit souvent que la police municipale serait plus efficace si elle était armée.

Je suis contre les armes létales pour la police municipale. Il y a une convention entre police nationale et police municipale, ces deux types de fonctionnaires n'ont pas les mêmes tâches ni les mêmes formations. Si les policiers municipaux sont armés, ils auront inévitablement des missions au-delà des leurs, alors qu'ils n'ont pas la formation adaptée. Cela dit, il

celui des meurtres. Mais ici encore, c'est global, on est dans une société en manque de repères, le chauffard est un problème de société. On me dit quelquefois : « Madame le Maire, il faut mettre un dos-d'âne ici et la question sera réglée ! » Ce peut être illusoire, générateur de nuisances sonores, le ralentisseur peut se transformer en amusement pour acrobaties à grande vitesse. De même, le maire peut installer un « radar pédagogique », mais c'est le préfet qui peut implanter un radar dressant des contraventions automatiques. Il ne faut pas croire qu'on résout ces questions uniquement par la technique

« Il ne faut pas croire qu'on résout les questions d'insécurité uniquement par la technique ou la répression, il faut aussi une éducation citoyenne, de la prévention dès l'école pour donner les bons gestes le plus tôt possible. »

faut écouter le sentiment d'insécurité de ces fonctionnaires et les aider. D'autre part, prenons l'exemple des chiens dangereux. Une petite fille a été dévorée par deux molosses ; avec un pistolet à impulsion électrique il aurait été possible de les maîtriser ; nous avons donc été conduits à automatiser un Taser et un Flash-Ball par équipage (non par fonctionnaire) avec un protocole d'utilisation strict et une formation adéquate. Mais ce n'est pas un engrenage vers l'armement de la police municipale. Pour les chiens de catégorie, en cas de problème, je décide par arrêté municipal si une intervention devient nécessaire. La police municipale accompagne, mais c'est la police canine nationale qui capture. Chacun doit avoir sa place dans un État de droit.

Le problème de l'insécurité routière n'est-il pas sous-estimé ?

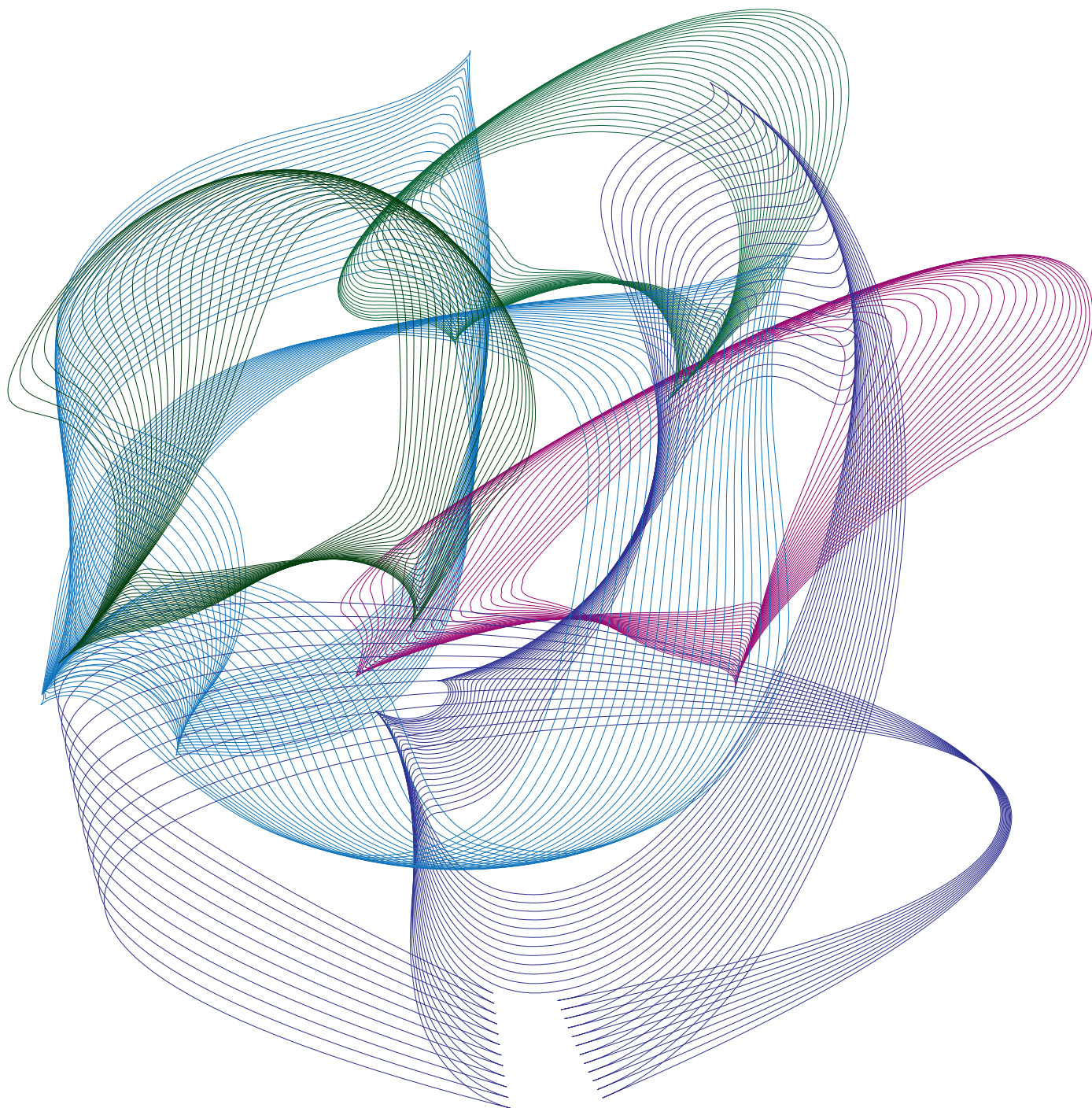
Probablement. Nationalement, le nombre de morts sur les routes est environ quatre fois plus grand que

ou la répression, il faut aussi une éducation citoyenne, de la prévention dès l'école pour donner les bons gestes le plus tôt possible. Et, bien entendu, s'attaquer au terreau qui pousse des gens à se croire tout seuls et tout permis.

Les trafics de stup, tout le monde les voit, apparemment ce ne devrait pas être si difficile à régler ?

Apparemment ! Mais voir n'est pas prouver. Le temps de l'habitant n'est pas le temps de la réponse au problème, ni celui de la ville, ni celui de la justice. La police nationale (c'est elle qui est concernée au premier chef ici) peut interpellé trois personnes, mais si, la semaine suivante, ce sont trois autres qui reprennent le marché, ou si on a déplacé le problème de trois cents mètres, qu'a-t-on gagné ?

Il y a dix fois plus de suicides que de meurtres, pourtant on n'en parle guère quand on évoque l'insécurité, que peut faire un maire face à cela ?



Effectivement, la prévention du suicide fait partie de nos objectifs. Nous avons une antenne de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu aux Minguettes, un comité local de la santé mentale, etc.

aux conflits de proximité qui peuvent prendre des proportions inquiétantes : des personnes se mettent en danger et mettent en danger les autres, il faut parfois procéder à des

« L'insécurité, ce ne sont pas uniquement les délits et les crimes, les stupéfiants, la violence visible. »

Le suicide est souvent l'aboutissement d'un long processus, issu tant des injustices de la société à combattre (notamment au travail) que de nombreux aspects plus locaux ou intimes. Nous devons être attentifs

expulsions sécurisées. Sauf en cas de trouble caractérisé à l'ordre public, on ne peut pas se livrer à une intrusion dans la vie des gens. Donc on est obligé de jouer sur la complémentarité de tous les acteurs possibles.

En conclusion ?

La sécurité, c'est du fond, ce n'est pas de la « com ». Quand il y a eu des incidents à Vénissieux en novembre 2016, j'ai refusé de répondre aux journalistes, j'ai préféré laisser le temps à la réflexion et donner ensuite les explications précisant le rôle de chacun. Nous portons un grand soin aux questions de sécurité, je rencontre régulièrement tous les acteurs de terrain. Il y a un temps pour tout, ce ne doit pas être celui de la superficialité. ■

*Michèle Picard est maire (PCF) de Vénissieux et conseillère métropolitaine.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

C'EST BEAU, DIVERS, ALTERNATIF, BIO ET ÉTHIQUE

Le capitalisme est souple et malin. De même que Bismarck a su accompagner en apparence le socialisme pour mieux le tordre, les dirigeants actuels cherchent à se glisser dans les vêtements des militants humanistes du XXI^e siècle. Anatole France aurait ajouté : « On croit mourir pour une critique vertueuse, on meurt [parfois] pour des opportunités financières. »

PAR **MORANE CHAVANON**
ET **GABRIEL MONTRIEUX***

Le capitalisme montre sa capacité à se moderniser sans cesse, puisant dans les transformations sociales pour offrir un visage en adéquation avec l'air du temps. On peut penser notamment au « capitalisme vert ». Ces dernières années, c'est vers les mouvements sociaux qu'il lorgne, s'appropriant les revendications qui en émergent (féministes, écologiques, antiracistes, LGBT...) pour couvrir sa logique marchande d'un vernis subversif.

Pour ce faire, il existe un outil puissant : le *marketing*. Se sophistiquant au gré des évolutions de la société de consommation, le groupe professionnel des créateurs de produits, et – du même coup – des inventeurs de besoins, a pour fonction de créer l'interface entre la marchandise à vendre et le consommateur potentiel. Aussi, il doit développer un langage qui lui parle, s'inspirant des transformations sociales et des systèmes de valeurs en vigueur. Depuis quelques années, face à l'avènement de la figure du consommateur *conscient*, qui formule des exigences qualitatives en remplissant son Caddie, se développe une nouvelle offre de consommation. Elle vise à flatter la posture réflexive de ce dernier, en usant de diverses stratégies, dont la transformation de l'image publique des marques.

C'EST BEAU

Concernant le mouvement féministe, la récupération est flagrante. Dans *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine* (La Découverte, 2015), Mona Chollet montre que la crise économique de 2008 n'a pas porté atteinte aux profits des grands groupes du complexe industriel mode-beauté. Bien au contraire. Pour elle, cela tient à l'imposition de leurs produits dans le quotidien des femmes, perçus comme des éléments nécessaires à la réalisation de leur « performance » de genre, pour reprendre les

termes de Judith Butler. Et si les femmes prennent aujourd'hui de plus en plus conscience des inégalités qui les séparent des hommes et des contraintes qui pèsent sur leurs corps, force est de constater que les industries en question se sont mises au diapason. Face caméra, des jeunes filles se succèdent pour évoquer les stéréotypes entendus au quotidien, les enjoignant à se cantonner à des rôles prescrits (« les filles ne savent pas courir », « les filles ne sont pas bonnes en sciences », « les filles ne sont pas courageuses » etc.). Puis chacune s'en émancipe et déclame sa passion à l'égard d'une activité dans laquelle on ne s'attend pas à trouver des femmes (la course

morts et de blessés. Depuis lors, elle a redoré son blason en s'appropriant une autre revendication portée par les mouvements féministes : la contestation des normes de beauté actuelles prônant la jeunesse, la maigrreur et la blancheur. Plusieurs campagnes de publicité donnent à la marque l'image d'un acteur engagé dans la célébration de la diversité des corps. On y voit des mannequins aux morphologies plus plantureuses que d'ordinaire, « racisées », atteintes de handicaps ou musulmanes voilées. À l'image de ce qu'écrit Walter Benn Michaels, il coûte moins cher de respecter les gens pour ce qu'ils sont, que de leur permettre d'avoir une vie

« La récupération marchande des mots d'ordre de mouvements sociaux peut être délétère, car elle donne l'illusion que des victoires ont été obtenues alors que le but est avant tout la maximisation des profits d'une poignée de détenteurs du capital. »

à pied, etc.). C'est un appel à l'*empowerment*, à la reconquête par les femmes du pouvoir sur leur existence face aux représentations stéréotypées qui sapent leur champ des possibles... pour vendre des protections hygiéniques!

La contestation de l'assignation « genrée » des places dans la société se voit ainsi mise au service d'une ingénierie marketing donnant à la marque en question une apparence revendicative.

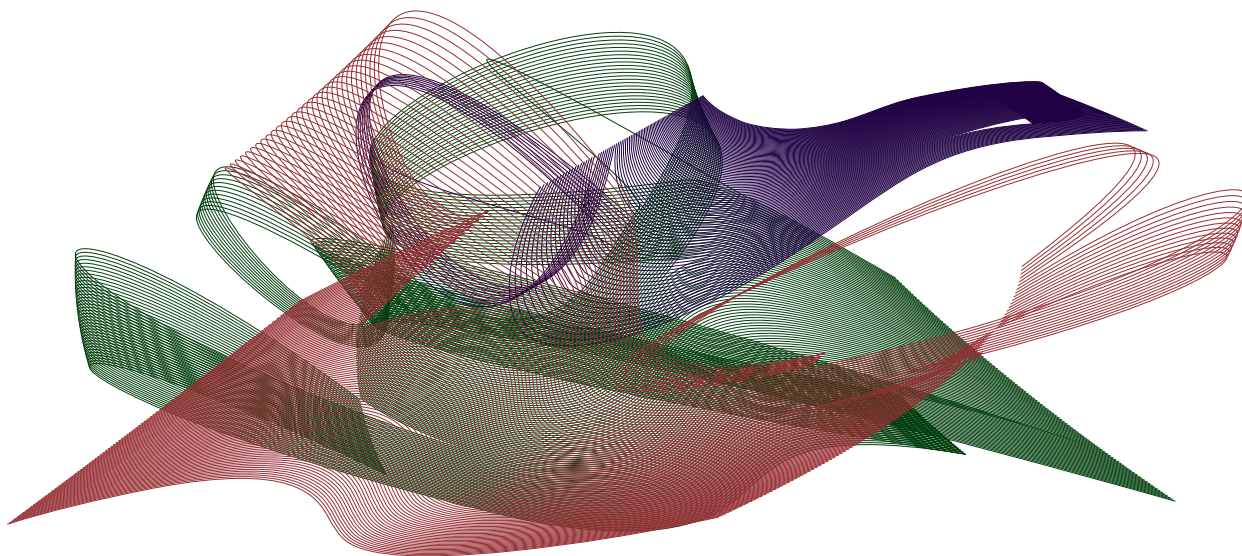
C'EST DIVERS

En 2013, la réputation d'une grande marque d'habillement suédoise est entachée par le scandale de l'effondrement d'un immeuble abritant des ateliers textiles qu'elle comptait parmi ses fournisseurs, faisant nombre de

plus décente, surtout si ceux-ci sont prêts à acheter votre marchandise!

C'EST ALTERNATIF

Les mêmes logiques de retournement des critiques en opportunités sont identifiables dans le domaine de la consommation « alternative ». Produit des mouvements post-68, revenant aujourd'hui sur le devant de la scène par la mise au premier plan de la question environnementale et d'un ensemble de scandales alimentaires, la réforme écologiste des modes de consommation entend remettre en cause « par le bas » les systèmes de production et de distribution industriels, l'agriculture intensive, la monoculture d'exportation. Pourtant cette extension du domaine de l'alternatif doit alerter sur sa possible absorption



par le capitalisme marchand, convertissant la critique en opportunité. Ce retournement d'une critique en opportunité s'effectue en deux mouvements principaux, l'un explicite, l'autre plus insidieux.

C'EST BIO

Dans le premier temps de la valse marchande, se trouve l'accaparement par les circuits conventionnels de production et de distribution des labels et modes « militants » de consommation. Du « bio » dans les grandes surfaces aux grandes surfaces spécialisées « bio », de la promotion des régimes végétariens dans les rayons légumes (importés et traités) aux « collections » alimentaires végan dans des magasins de surgelés, le marketing tourne à plein pour détourner les symboles et les slogans de la critique sociale et écologiste. Une double logique s'impose : la promotion d'un environnementalisme fac-

« Les innovations rapidement converties en profits économiques peuvent investir aussi le terrain des idées, des images, du bénévolat et du militantisme. »

tice (un régime végan boosté aux pesticides, un kiwi « bio » au bilan carbone désastreux) ; l'invisibilisation des enjeux humains (exit les conditions de vie des ouvrières et ouvriers

agricoles, des employés de grandes surfaces, les ravages locaux d'une mono agriculture d'exportation, aussi « bio » fût-elle).

C'EST ÉTHIQUE

Au second temps se logent des formes plus labiles et pernicieuses de dissolution des pratiques militantes par les logiques marchandes. En alternative aux grandes surfaces et aux logiques intensives de production agricole, un ensemble de structures militantes, associatives ou coopératives, s'est imposé comme moyen de promouvoir d'autres formes d'approvisionnement et de production. Les circuits courts alimentaires, systèmes de paniers locaux, participatifs et solidaires, puisent leurs origines dans des réseaux militants préalables (c'est le cas des AMAP – Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, émanation indirecte de la Confédération paysanne notamment). ►

TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ

Comment lutter contre l'obésité ? « Pour votre santé, évitez les nourritures trop grasses, trop sucrées ou trop salées. » « Mangez cinq fruits et légumes par jour », etc. Vous avez certainement vu ces conseils, en petit, au bas des publicités pour toutes sortes de *big mac* et autres produits industriels de *fast-food*. Quelle est leur efficacité ?

Le contraire de ce que vous croyez. La preuve dans l'article très rigoureux de Carolina Werle et Caroline Cuny, « The Boomerang Effect of Mandatory Sanitary Messages

to Prevent Obesity », [L'effet boomerang des messages de santé systématiques pour prévenir l'obésité], *Mark Lett*, n° 23, 2012, p. 883-891. Les auteurs montrent en effet ceci : souvent, dans la vie courante, les gens ne procèdent pas à des études par argumentations, raisonnements et règles de logique ; ils se contentent de recevoir et d'intégrer des messages sans les analyser. Et l'habitude de voir toujours associer deux idées ou consignes ou informations évoque inconsciemment

qu'elles sont intimement liées, ou que l'une est la cause de l'autre. Ici la « pub » pour un *big mac* gras, sucré ou salé devient intimement liée à la diététique et le consommateur finit par penser (sans y réfléchir) qu'il ne craint rien en matière d'obésité. La consigne apparente ne conduit pas à la modération de ces produits mais à leur surconsommation ! On comprend pourquoi les vendeurs de malbouffe préfèrent ajouter ces codicilles plutôt que de payer une petite taxe sur leurs publicités.

► La réussite et la diffusion de ce modèle d'engagement « ordinaire » a inspiré un ensemble d'autres structures, où sous couvert de discours militants, d'une promotion de l'agriculture « locale », d'une structure « à taille humaine », se trouvent des organisations très éloignées des valeurs militantes initiales : des start-up comptant, dans leurs soutiens proches, des grosses fortunes, des personnalités soutenant le candidat-président Macron, des modes d'organisation ne reposant plus sur le bénévolat ou l'emploi de permanents associatifs en CDI mais sur l'auto-entrepreneuriat et le revenu fluctuant, des logiques de partenariat remplacées par celles de concurrence, etc.

D'un point de vue politique, cette récupération marchande des mots d'ordre de mouvements sociaux peut être délétère, car elle donne l'illusion que des victoires ont été obtenues alors que le but est avant tout la maximisation des profits d'une poignée de détenteurs du capital. En retour, cet artefact s'imisce sur le terrain de la lutte et contribue à désamorcer le combat féministe : « Regardez, les

pubs sont quand même moins clichés, y a une prise de conscience, ça va dans le bon sens ! » Du féminisme à l'écologie, la dissolution des portées corrosives des revendications par le capitalisme ne peut donc se comprendre que par l'attitude même de certains réseaux militants.

QUELLE LUCIDITÉ MILITANTE ?

En effet, pour ceux-ci, l'enjeu est moins de porter une revendication que de tenter de changer les choses « par le bas ». La portée transformatrice de cette utopie concrète réside moins dans la percussive politique du discours, dans sa capacité à influencer les décideurs politiques, mais dans sa force symbolique, comme outils de modification des attitudes et comportements individuels. C'est notamment le cas des circuits courts alimentaires, qui visent à changer l'économie de l'intérieur en proposant une alternative aux systèmes de production existants. L'objectif en soi est à saluer, face à la surdité chronique des certaines institutions, face également au nombrilisme de certains groupes alternatifs pour qui « changer la vie » se conjugue seulement au sin-

gulier. Il n'est cependant pas exempt d'effets secondaires incontrôlés. En voulant battre le capitalisme sur son propre terrain (le nombre, le poids économique, la diffusion), ces alternatives contribuent parfois moins à l'affaiblir qu'à l'aider à se renforcer en se modernisant, se transposant, s'adaptant aux nouveaux arguments de vente « éthiques » et « alternatifs ». Par cet impératif d'extension, d'ouverture, de consensus, ces réseaux mobilisent sous la contrainte les outils de l'euphémisation et du marketing, en rendant en partie invisible ce qui fait de ces alternatives de véritables produits du militantisme. En conclusion, le capitalisme est toujours en recherche. Les innovations rapidement converties en profits économiques peuvent investir aussi le terrain des idées, des images, du bénévolat et du militantisme. Ce n'est pas une raison pour renoncer, mais il faut toujours être aux aguets et savoir élever son niveau de lucidité. ■

*Morane Chavanon et Gabriel Montrieux sont doctorants en science politique et à l'université Lumière Lyon-2.



LE VÊTEMENT : MARQUEUR LOCAL, MARQUEUR SOCIAL

Chacun est un être la fois différent et identique aux autres. Le vêtement est un marqueur. Plus généralement, la façon dont se montre le corps est une composante de la culture.

PAR GÉRARD LEGRIP*

Outre son rôle premier de protecteur du corps, le vêtement renvoie à la notion de pudeur et/ou de nudité et à celle d'identification. Cet acte de dissimulation est une règle culturelle et religieuse. De son rôle initial de protecteur à celui de marqueur social, il est présent tout au long de l'histoire, adapté aux climats, aux fonctions ou aux statuts sociaux. Il s'est spécialisé, est devenu uniforme, code, affichage, symbole des pouvoirs militaires, religieux, bourgeois, ou vriers, mais aussi contestataires et révoltés. Ostentatoire ! Le vêtement affichait un lieu d'origine, une région ayant un style propre. La révolution industrielle a créé une classe ouvrière au vêtement adapté à ses fonctions :

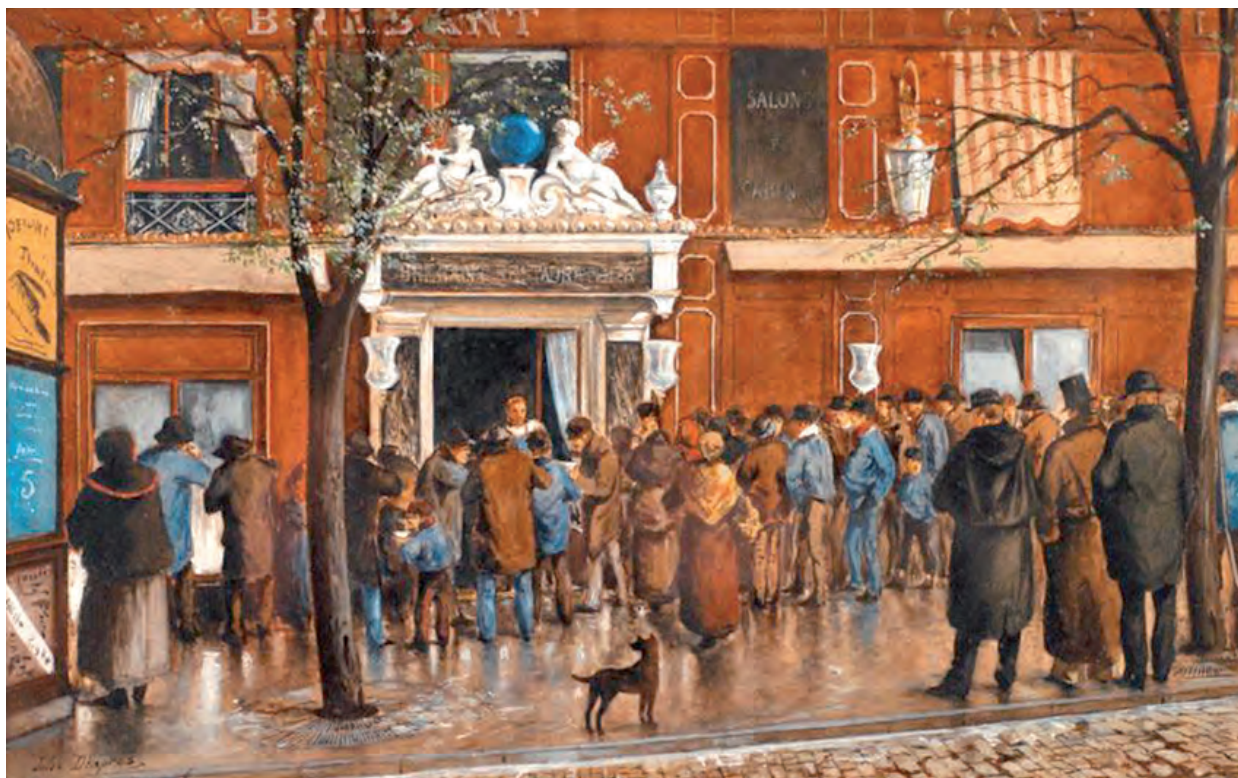
le bleu de travail, qui se généralise à la fin du XIX^e siècle dans les usines. Tenue standard de l'ouvrier (poches à outils, veste et pantalon, couleur indigo obtenu en 1883 par synthèse, peu fra-

férenciées. La bourgeoisie industrielle et commerçante affiche, quant à elle, sa richesse par la qualité de ses vêtements et celle de leurs étoffes. La mode, dont le vêtement n'est qu'un

« Cette uniformisation voulue, imposée, est due à la capacité des marques à scénariser leurs produits en utilisant "des célébrités" comme image corporelle figée. »

gile, résistant aux lavages quotidiens, peu salissant, au faible coût de production). Les classes sociales urbaines se sont encore plus visuellement dif-

des éléments, conforme la société, situe l'humain à la place qui est *a priori* la sienne, lui dicte ce à quoi il doit ressembler.



Jules Després, La Distribution de la soupe au Bréabant. Aquarelle et gouache, 1878.

BLEU DE TRAVAIL : il se généralise à la fin du XIX^e, s'introduit dans toutes les usines. Tenue standard de l'ouvrier. Au début, blouse avec ceinture, protège des salissures. Puis veste avec pantalon et poches pour les outils.

Dans un contexte de mondialisation, l'incitation à perdre une partie de sa personnalité est forte. Vouloir conformer son apparence à celles des images imposées par les marques et diffusées par les médias, ressembler aux autres en ne se ressemblant plus pour devenir une copie des mannequins de magazines. Cette uniformisation voulue, imposée, est due à la capacité des marques à scénariser leurs produits en utilisant « des célé-

brités » comme image corporelle figée. Se perdre afin d'être perçu, se transformer afin d'être regardé. Essayer comme tant d'autres de se donner une apparence afin de correspondre aux idées reçues d'une société mondialisée de consommation modélisante. Cette société montre une addiction au modèle, à l'image, à la perfection figurée, que cette faiblesse de choix amène à se fier aux idées reçues, à se projeter sur des apparences qui sont loin de la réalité socioculturelle. La communication politique l'a bien compris. Elle utilise les mêmes engrenages que le commerce !

lue, apprécie ou rejette, en fonction de la kinésique. Réaction épidermique ou rassurante déclenchée par une autre présence physique. Seul le cerveau incite à voir une différence. Si la peau n'est pas représentative de ce qu'elle enveloppe, le vêtement l'est trop souvent. Les influences familiales, le développement intellectuel, affectif, le contexte social et la pression des médias mènent à une ségrégation assimilant l'enveloppe du corps aux valeurs de celui qu'elle recouvre ! Sujet majeur de la figuration plastique, le corps, de l'art rupestre jusqu'aux figurations contemporaines, reste une vision sociétale



Le Petit Journal, dimanche 17 septembre 1911. Numéro antisindical et antigreviste. Patron affligé, ouvriers apeurés, syndicaliste en dandy. Les vêtements participent au codage du statut social. Afin d'accentuer la critique des grèves, le syndicaliste semble encore mieux vêtu que le patron.

« La mode, dont le vêtement n'est qu'un des éléments, conforme la société, situe l'humain à la place qui est *a priori* la sienne, lui dicte ce à quoi il doit ressembler. »

Les visions de soi vont définir notre comportement et la place que l'on s'attribue dans une société. Aimer notre image ou la détester régit l'impression que nous donnons dans un groupe. Le regard des autres participe à cette problématique. Un corps vêtu définit notre apparence, notre appartenance. Il classe, donne parfois une indication sur l'origine géographique et ethnique, et participe aux idées reçues des autres groupes. L'humain s'informe d'un regard, éva-

perçue de façon individuelle. La figuration est alors un reflet des sociétés perçues en fonction de nos capacités à en accepter le concept de corporéité. On pourra se reporter au n° 38 (juin 2014) de *La Revue du projet*, dont le dossier était consacré au « Corps » : <http://projet.pcf.fr/55446>. ■

*Gérard Legrip est professeur d'arts plastiques.

LE GRAND ENTRETIEN



Ne laisser aucune prise à la recomposition libérale du pays

Marie-Pierre Vieu est membre de la direction nationale du PCF. Pour *La Revue du projet*, elle analyse les difficultés rencontrées pour parvenir au rassemblement et insiste sur l'enjeu des législatives : battre la droite, l'extrême droite et contrer le projet libéral d'Emmanuel Macron.

Le score de Jean-Luc Mélenchon est très élevé au premier tour de l'élection présidentielle. Comment analysez-vous cette percée ?

Jean-Luc Mélenchon frôle les 20 % à la présidentielle, ce qui place la gauche de transformation dans une situation inédite. On a même parlé de « jamais vu » depuis 1981. La comparaison n'est pas juste, me semble-t-il, le candidat du PCF, Georges Marchais, étant alors à 15 % certes, mais celui de la social-démocratie, François Mitterrand, en position largement dominante. On se retrouve aujourd'hui dans une situation nouvelle à gauche, avec le leader de la France insoumise (FI) qui a largement distancé celui du PS, Benoît Hamon ; et avec Emmanuel Macron qui a réussi à capter une frange importante des sociolibéraux, fragilisant le même Benoît Hamon sur « sa droite ». Je pense que ces lignes de recomposition vont perdurer au-delà de l'élection.

À quoi faut-il attribuer le score de Jean-Luc Mélenchon ? Je mettrai à son crédit une campagne qui a su affirmer un vrai humanisme. Plus d'ailleurs qu'un programme dont certaines propositions phares peuvent continuer à être débat-

de la planète, nous renvoyant ainsi à une responsabilité individuelle et collective, politique et morale ; où les questions de la justice sociale et de la lutte contre le libéralisme économique deviennent essentielles pour notre survie.

« Les 20 % obtenus ne comblent pas la faiblesse globale de la gauche qui plafonne toujours autour de 30 % et la question de la construction d'une perspective majoritaire de progrès continue à se poser. »

tues – je pense à l'Europe. Globalement, il a posé la perspective d'une France et d'un monde, qui rend le pouvoir au peuple, où le développement économique sait prendre en compte les équilibres écologiques et la finitude des ressources

On peut reprocher à cette démarche l'effacement pour partie de la centralité de la lutte des classes dans tout processus de transformation sociale, et par là même celui du clivage gauche/droite comme élément pérenne du paysage

politique français. Le parti pris du candidat a été de lui substituer la lutte anti-oligarchie. S'inspirant des expériences d'Amérique latine voire d'Espagne, il a pensé ainsi capter une partie considérable de l'opinion dans une situation nationale surdéterminée par l'éclatement des repères politiques. Rappelons que le dernier quinquennat s'ouvre sur la capitulation de Hollande face à Merkel à propos de l'Europe et sur l'affaire Cahuzac, et qu'il se clôt sur le 49.3 sur la loi Travail et les « casseroles » Fillon. En passant par le 13 novembre, l'espoir Syriza

s'agisse de la FI ou du PCF, nous serons sanctionnés pour cela, comme le sont chaque fois ceux qui brisent un espoir populaire. Cette question est très préoccupante car nous avons au contraire besoin de l'unité la plus large pour affronter le remodelage et les réformes que nous allons affronter. Jean-Luc Mélenchon étant celui qui a réalisé les 19 % de la présidentielle, son point de vue sur notre rupture occulte celui du PCF. C'est pourquoi il me semble important que nous nous expliquions sur les raisons de ce non-accord.

insoumise est dans une autre logique, dans l'affirmation d'une nouvelle hégémonie à gauche qui appelle pour l'heure à faire table rase de l'existant pour installer sa domination : parier sur l'explosion définitive du PS, marginaliser les anciens partenaires du Fdg, qui n'auront pas décidé de la rejoindre à ses conditions – dont le PCF –, en finir avec le camp socialiste tel qu'il s'est structuré au XX^e siècle. En ce sens, Jean-Luc Mélenchon est la face d'une médaille, dont Emmanuel Macron incarne le revers libéral. Pour la FI, la question de faire élire le maximum de parlementaires en juin est importante mais elle entend les élire « seule » et leur nombre, me semble-t-il, est second par rapport à l'objectif stratégique que je viens de décrire.

Je ne voudrais pas qu'on ne se méprenne sur le sens de mes propos. Un, il m'apparaît que les communistes ne doivent pas rester sur un ressenti ou sur un jugement de valeur à l'égard de la FI et de Jean-Luc Mélenchon. Nous sommes sur un désaccord politique de fond.

Sur l'immédiat. Le PCF pense qu'on ne peut pas laisser la question du mouvement populaire à plus tard, laisser les acteurs des luttes face à Macron et que la force parlementaire sera un levier important dans le quinquennat qui s'ouvre. D'où la nécessité de faire élire le maximum de députés d'une gauche de transformation. *Sur l'avenir.* Nous ne pouvons minorer les transformations structurelles auxquelles vont être confrontés la gauche et notre parti. Nous ne pouvons rester dans la situation du « conservateur » qui

« Substituer le césarisme à la démocratie partitaire et à l'unité sociale et politique ne peut constituer une modernité et ne sera jamais l'apanage d'une gauche qui se réinvente. »

et son échec, le Brexit et l'élection de Trump... On peut affirmer « à chaud » que son résultat donne raison à l'analyse de Jean-Luc Mélenchon, qui a su capter ou aller chercher la jeunesse, une frange des abstentionnistes et des « revenus de tout ». Pour ma part, je serai plus réservée, pour au moins deux raisons. La première est que les 20 % obtenus ne comblent pas la faiblesse globale de la gauche qui plafonne toujours autour de 30 % et que la question de la construction d'une perspective majoritaire de progrès continue à se poser. La seconde est que le cap pris par Mélenchon substitue à une démarche de débats et de rassemblement des forces d'alternative celle du ralliement du peuple autour d'un homme. Substituer le césarisme à la démocratie partitaire et à l'unité sociale et politique ne peut constituer une modernité et ne sera jamais l'apanage d'une gauche qui se réinvente.

Aucun accord national, même minimal, n'a pu être trouvé entre la France insoumise et l'une des forces qui ont soutenu Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Comment expliquer cet échec ? Logiques d'appareils ou objectifs politiques divergents ?

Aucun accord national n'a été trouvé entre la FI et les forces qui ont participé à la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Le PCF n'est pas un cas isolé ; il est par contre le plus emblématique, car il constitue la majeure partie des militants qui ont fait vivre le Front de gauche (FdG) et que la majorité des députés sortants Fdg en sont issus. J'ai lu que la rupture viendrait de notre incapacité collective à dépasser des guerres d'égo ou des logiques de boutiques. Cela est vécu comme tel par le grand public. Qu'il

Les communistes n'ont pas souhaité cette situation, ils l'ont subie et la subissent encore. Nous avons dit publiquement notre volonté de poursuivre et d'amplifier la dynamique Mélenchon lors des législatives. Cela aurait permis de mettre en confiance le mouvement populaire, d'arracher plusieurs dizaines de parlementaires et d'être en situation d'avoir un vrai contre-pouvoir face aux politiques Macron. Peut-être même, dans un nouvel élan citoyen, d'être en situation de gagner des majorités d'idées et de projets. De plus, dans une configura-

« Nous aurions besoin de l'unité la plus large pour affronter le remodelage et les réformes que nous allons devoir affronter. »

tion de victoires partagées, chacun pouvait s'y « retrouver » dans le respect des autres. Du coup, nous aurions pu collectivement dépasser les tensions de la présidentielle et nous retrouver dans un mouvement avançant dans une vraie diversité de courants et d'expériences, ce qui est le creuset de toute refondation pérenne de la gauche. La France

voudrait que tout bouge pour que rien ne bouge. Les communistes ont devant eux un travail de fond à engager pour eux-mêmes et pour le combat émancipateur qu'ils mènent. Ils sont aussi souverains quant à la conduite de leur parti et de ses choix, et il va s'agir pour eux d'instruire ce débat avec toute la force qui est la leur. ►

484 CANDIDATS ET CANDIDATES

484 candidates et candidats sont soutenus par le PCF.

Leur âge moyen est de 51 ans ;

40 % de ces candidats ont moins de 50 ans

(dont 20 % moins de 40 ans) ;

Ils et elles sont : 26 % employés, 7 % ouvriers, 5 % techniciens,

14 % cadres, 20 % fonctionnaires, 25 % retraités ;

40 % ont des responsabilités syndicales dans le cadre

de leurs activités professionnelles ;

70 % n'ont encore jamais exercé de mandat électif.

► **Jean-Luc Mélenchon s'est exclamé face à Léa Salamé sur France 2 : « Où y a-t-il un candidat de la France insoumise soutenu par la direction du PC ? » Avez-vous une réponse ?**

Oui, dans la circonscription de Jean-Luc Mélenchon lui-même, où le candidat communiste a refusé une mise en concurrence mortifère, là où nos forces doivent converger pour l'intérêt général. Plus largement dans quatre circonscriptions des Bouches-du-Rhône où le

« Nous avons dit publiquement notre volonté de poursuivre et amplifier la dynamique Mélenchon lors des législatives. »

PCF s'est retiré au profit de la FI sans aucune contrepartie. Je pourrais encore évoquer le Gard, où Martine Gayraud, membre du conseil national du PCF, s'est aussi désistée pour la FI afin de ne pas arriver désunis face au député FN sortant, Gilbert Collard. À Fontenay-sous-Bois, ville dirigée par un maire Front de gauche, Sylvie Tricot a refusé, là encore, d'accepter l'atomisation des forces de progrès, et les communistes ont décidé après concertation de retirer sa candidature. Dans sa conférence de presse du 22 mai, Pierre Laurent parle du soutien du PCF à 72 candidates et candidats, issus du mouvement social et de la gauche de transformation : François Ruffin, Caroline De Haas, candidats et candidates de la FI, d'Ensemble !, écologistes ou hamonistes. Il évoque aussi 29 circonscriptions sans compétition PCF/FI, 11 retraits de la FI au profit d'un ou d'une communiste et 18 d'un ou d'une

communiste au profit de la FI. Sur 577 circonscriptions au total et 112 qui pouvaient revenir à la gauche et aux écologistes. Chacun peut faire ses calculs.

Quel est de votre point de vue l'enjeu de ces législatives ?

Les législatives vont apporter une réponse à cette question clé du nouveau quinquennat : Emmanuel Macron trouvera-t-il dans le résultat du scrutin de juin la majorité parlementaire qu'il escompte pour porter ses réformes, et lui donner la possibilité de modifier par ordonnances le code du travail ?

Ce peut être le cas ou, au contraire, donner à la gauche et aux forces de transformation les moyens de peser plus fortement dans le débat parlementaire que sous le dernier quinquennat. Une telle situation serait évidemment de nature à consolider le mouvement populaire et cela participerait directement au renforcement du camp progressiste. Le résultat de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle a ouvert une brèche pour valider un tel scénario. La reprise d'un dialogue avec les hamonistes et les écologistes lui aurait donné une vraie crédibilité, reposant l'ambition de construire une majorité législative et de contraindre Macron à une cohabitation de gauche. Ce qui, de fait,

immobiliser des forces que nous voulions mettre en mouvement, quand elle ne va pas laisser le champ libre à celles de la régression, de la recomposition libérale, de la droite et de l'extrême droite. Pour une part, dans ces législatives, on met déjà en scène la présidentielle de 2022.

Quel est le message envoyé à cette occasion par les candidats communistes ? Sur quels éléments du bilan des députés sortants peuvent-ils s'appuyer ?

Il y a d'abord le bilan de leur action quotidienne. J'ai récemment participé à un débat sur l'agriculture. Nous avons parlé de l'urgence d'une loi sur l'accès de tous à une alimentation de qualité, évoqué la question de l'utilisation des terres et le statut social des paysans. Nous avons fait référence au travail d'André Chassaigne sur les retraites agricoles. C'est un point d'appui concret qui donne une cohérence à notre action politique. Je pourrais tout aussi bien faire référence à notre bataille parlementaire contre la loi Travail jusqu'au dépôt d'une motion de censure. On peut également mentionner, derrière notre volonté de ne pas en rester au *statu quo*, le dépôt d'un projet de loi sur la sécurité emploi formation. Plus largement, la ligne directrice

« Nous retrouver dans un mouvement avançant dans une vraie diversité de courants et d'expériences, creuset de toute refondation pérenne de la gauche. »

pouvait redistribuer les cartes en France comme en Europe. L'absence d'unité de la gauche aux législatives discrédite pour partie cette hypothèse. L'élection n'est pas encore jouée : allons-y avec l'ambition que je viens de développer. Cependant, soyons aussi lucides sur le fait que la désunion produite à l'échelle nationale comme dans les circonscriptions va

du mandat a été de refuser des politiques austéritaires et de proposer la perspective du partage des richesses : lutte contre les paradis fiscaux, contre le CICE, propositions pour une nouvelle fiscalité, refus de la loi NOTRe, soutien à la loi ESS (Économie sociale et solidaire), et toutes les mesures qui vont dans le sens de la résorption des inégalités et des discri-



© Richard Ying et Tanguy Morlier

minations, de l'extension du domaine public. Citons encore notre choix, à rebours d'une opinion sous pression médiatique, de voter contre le prolongement de l'état d'urgence, de verser dans la peur sociale et le sécuritaire face

structurants. Le lien continu aux mouvements sociaux, sur les services publics, sur des questions plus sociétales comme le mariage pour tous, la question des violences faites aux femmes ont aussi fait grandir les consciences et des dyna-

munistes, ces dernières semaines, ont fait preuve d'un esprit de responsabilité à toute épreuve. Pour résumer, je pense qu'il nous faut approfondir le sillon du rassemblement de la gauche, d'abord en alimentant le débat de fond, sur les rapports sociaux et la planète. Je suis pour que, immédiatement, comme nous l'avons fait sur la modification du code du travail par ordonnances, nous lancions la riposte et faisons grandir des contre-propositions aux premières réformes du nouveau pouvoir. Il ne faut laisser aucune prise à la recomposition libérale du pays.

Je suis favorable à ce que le PCF fasse une offre politique aux forces, femmes et hommes, qui entendent, dans leur diversité, participer à la refondation de la gauche. Nous ne pouvons rester dans la division et la déperdition actuelles. Je crois enfin que les communistes doivent se retrouver et discuter autour de cette question : quel va être notre apport spécifique au combat émancipateur du XXI^e siècle et sous quelle forme comptons-nous le porter. Je ne suis pas dans un débat cosmétique. On va célébrer à la fin de l'année le centenaire de 1917. Je trouve pertinent de définir la fonction révolutionnaire de notre temps. ■

« Nous ne pouvons minorer les transformations structurelles auxquelles vont être confrontés la gauche et notre parti dans son apport original à la société. »

à l'agression terroriste, la volonté de refonder l'Europe, la persistance au plan international du choix de la souveraineté des peuples et de la paix.

Ensuite mettre en avant notre manière de travailler le rapport aux luttes sociales et à la gauche, qui donne crédit à notre démarche de rassemblement. Les convergences nouées avec les députés écologistes, avec les frondeurs, même si elles n'ont pas toujours abouti à des votes communs, ont permis de légitimer des mobilisations et de gagner la bataille de l'opinion publique sur des dossiers

miques citoyennes qui ont directement participé aux résultats de la présidentielle. Dans le mandat qui s'ouvre, renforcer notre influence parlementaire, c'est renforcer ces combats.

Comment rester à l'offensive après le scrutin, quels que soient les résultats ? Quels axes de mobilisations populaires ?

Je répondrai brièvement à cette question car les éléments de réponse ont été largement apportés. À l'offensive, nous le sommes déjà. Je crois que les com-

DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

NOMINATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT : L'ÉGALITÉ EN MARCHÉ ARRIÈRE

Sans grande surprise, malgré les beaux discours du candidat Macron, il n'y aura pas de femme Premier ministre ! Sans grande surprise non plus, l'égalité entre les femmes et les hommes n'héritera pas d'un grand ministère de plein droit, de plein exercice, avec des moyens adéquats. Un secrétariat d'État suffira bien ! Pour la grande cause nationale, promesse de campagne, c'est raté ! Certes, l'intitulé n'est cette fois-ci plus accolé à la petite enfance. Certes, le nouveau gouvernement est, d'un point de vue arithmétique, paritaire, mais un secrétariat d'État en lieu et place d'un ministère envoie un signe très négatif aux féministes et aux progressistes. Sans parler des premières nominations, de la garde rapprochée du président, qui sont exclusivement masculines. Faire du nouveau ne se décrète pas, il faut des actes ! Les communistes continueront à mener le combat pour qu'enfin les droits des femmes soient considérés comme prioritaires, pour que le droit à l'IVG et à la contraception soit garanti et renforcé, pour débarrasser la société des violences faites aux femmes. ■

ARGENTINE : MICAELA GARCIA, UN CRIME ÉVITABLE

Micaela Garcia, militante argentine du collectif Ni una menos, engagée pour en finir avec les féminicides, est morte assassinée. Son meurtrier et violeur, Sebastian Wagner, était censé passer neuf ans en prison pour les viols qu'il a déjà commis, mais, en juillet 2016, le juge Carlos Rossi l'avait remis en liberté. Les mêmes cours de justice qui sanctionnent durement les femmes en lutte contre les violences qu'elles subissent organisent donc l'impunité de leurs bourreaux. En Argentine, un féminicide se produit toutes les trente heures. Partout dans le monde, les femmes restent les premières victimes de violences et de viols, en raison de leur sexe. Il est temps d'en finir avec le patriarcat qui est responsable de ces faits inacceptables ! Le PCF apporte tout son soutien aux proches de Micaela, et réaffirme la nécessité d'en finir avec l'impunité de ceux qui violent et qui assassinent les femmes, dans quelque pays que ce soit. ■

Proposition de loi du Groupe communiste, républicain et citoyen (Sénat)

L'objet de la présente proposition de loi constitutionnelle est d'inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans notre Constitution pour l'élever au rang de principe fondamental de notre république.

En 2015, 18 100 femmes ont eu recours à l'interruption volontaire de grossesse en France. On estime aujourd'hui qu'une femme sur trois y aura recours au cours de sa vie. Pourtant, comme l'accès à la contraception, le droit à l'interruption volontaire de grossesse a été difficilement acquis au prix de longues luttes.

Considéré comme « crime contre l'État » jusqu'en 1942, l'avortement était puni par la peine de mort. En 1971, 343 personnalités – parmi lesquelles Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, Jeanne Moreau, Yvette Roudy – ont le courage de signer le Manifeste « Je me suis fait avorter », plus connu sous le nom de « manifeste des 343 salopes », s'exposant alors à des poursuites pénales. Mais ce n'est qu'en 1975 que la loi Veil a ouvert une nouvelle page dans l'émancipation des femmes et la reconnaissance de leur droit de disposer de leur corps.

Au-delà des enjeux sanitaires, très présents dans les débats de l'époque, cette loi de libération a été une véritable révolution. Peu de lois ont d'ailleurs cette portée politique, symbolique, historique, tout en ayant des conséquences très concrètes pour le quotidien de millions de femmes. La loi Veil a considérablement œuvré pour l'émancipation des femmes dans notre société, pour l'égalité, le progrès des femmes et donc de la société tout entière. Ce fut une grande conquête démocratique et laïque.

Les luttes pour les droits des femmes sont indissociables du progrès et du changement de société. Avec les politiques austéritaires, par la remise en cause, dans chaque pays, des services publics, qui plongent les femmes dans la précarité et les renvoient vers des charges supplémentaires, par la multiplication des ingérences religieuses, par la recrudescence des idées d'extrême droite qui attaquent frontalement leur droit fondamental à disposer de leur corps, les libertés des femmes sont systématiquement bafouées.

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Plus que jamais résonnent les mots de Simone de Beauvoir.

Manifestations anti-IVG en France et ailleurs, tentatives de restrictions légales de ce droit en Espagne en 2013, en Pologne en 2016, et aux États-Unis depuis l'élection de Donald Trump, ce droit est sans cesse remis en cause.

50 % des 56 millions d'avortements pratiqués chaque année, dans le monde, le sont illégalement, provoquant la mort de 47 000 femmes (dont un tiers en Afrique), dans des conditions de dignité, de sécurité et d'hygiène effroyables.

Si depuis plus de quarante ans, cet acquis a connu plusieurs améliorations en France – remboursement en 1982, allongement des délais en 2001, fin du délai de réflexion

et prise en charge à 100 % par l'assurance maladie des examens associés à l'avortement en 2016, création du délit d'entrave numérique à l'IVG en 2017 –, de nombreuses femmes ont toujours du mal à accéder à l'avortement. De nombreux témoignages et rapports officiels attestent que l'accès à l'avortement souffre d'entraves, qui sont tout sauf virtuelles. Délai pour obtenir un premier rendez-vous,

« Les luttes pour les droits des femmes sont indissociables du progrès et du changement de société. »

fermeture de cent trente centres pratiquant les interruptions volontaires de grossesse en dix ans lors de restructurations hospitalières, réseau insuffisamment structuré, pénurie de praticiens en ville et à l'hôpital, manque de moyens dans les centres de santé ou associations (planning familial en tête) viennent entraver l'accès à ce droit. L'avortement est un droit qui doit être respecté. Il en va de la liberté des femmes à disposer de leur corps.

Pour consolider le droit à l'interruption volontaire de grossesse et déjouer sa remise en cause, qui est au centre des combats engagés par les forces réactionnaires à l'échelle européenne et en France, nous proposons de le constitutionnaliser.

Aujourd'hui, le droit à l'interruption volontaire de grossesse est inscrit dans la loi à l'article L.2212-1 du code de la santé publique, qui permet à toute femme enceinte majeure ou mineure, qui ne veut pas poursuivre une grossesse de demander à un médecin l'interruption de sa grossesse. Il s'agit par la présente proposition de loi d'en faire un principe fondamental en l'inscrivant expressément à l'article 34 de la Constitution.

Groupe CRC, 10 mai 2017.

Proposition de loi constitutionnelle

Article unique

Après le dix-septième alinéa de l'article 34 de la Constitution, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – de la mise en œuvre du droit à l'interruption volontaire de grossesse ».

Taxe d'habitation

Lorsqu'un maire demande un euro, un simple euro, à l'un de ses administrés, il réfléchit à ce dont celui-ci a le plus besoin, et à ce qu'il pourrait faire pour améliorer son quotidien, son avenir, celui de sa famille et de ses enfants. Pour une ville de plus de 100 000 habitants comme Montreuil, les recettes de la taxe d'habitation représentent 43,4 millions d'euros par an, plus de 250 millions sur un mandat. Eu égard à la sociologie de la population, on peut estimer à 90 % la proportion de foyers qui seraient exonérés. Les collectivités locales ne sont pas des entreprises qui font des bénéfices. 43,4 millions d'euros, ce sont des écoles, des logements, des routes, des centres de santé, de la culture pour tous. Les impôts locaux sont injustes. Ils ne sont pas progressifs. Et les valeurs locatives (datant de 1971) qui permettent le calcul de la taxe d'habitation sont largement obsolètes. Tout cela est vrai. Et la proposition d'Emmanuel Macron ajoute de l'injustice à l'injustice. Ainsi, si elle était adoptée, l'effet ne serait pas le même dans toutes les villes. Certaines conserveraient des marges de manœuvre fiscale, tandis que les villes les plus populaires – souvent celles qui développent les politiques publiques les plus fortes – se verraient, une nouvelle fois, privées de ressources. Cela ne résout en rien le problème de l'injustice de la taxe d'habitation. Cela creuse tout simplement un écart encore plus important entre les villes riches et les villes plus populaires.

Cette proposition du candidat Emmanuel Macron s'inscrit, hélas, dans une continuité désastreuse, celle de la baisse drastique et historique des dotations de l'État que subissent les collectivités territoriales depuis 2012. C'est une nouvelle étape dans le combat idéologique mené contre les services publics locaux et de proximité, derniers remparts contre les inégalités. Payer l'impôt national fait de chaque citoyen un membre à part entière de la communauté nationale, il en va de même pour l'impôt local. Chaque citoyen, en fonction de ses moyens, doit pouvoir participer à la vie de sa commune, c'est le fondement même de la démocratie locale. En supprimant l'autonomie fiscale des communes, Emmanuel Macron procède à un acte de recentralisation autoritaire. Il n'y a aucune audace dans la proposition de l'ancien banquier de chez Rothschild. Il y a, au-delà de la démagogie, l'expression d'une idéologie qui vise, en asséchant progressivement les budgets des communes, à réduire la démocratie locale à sa portion congrue et à remettre en cause le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales. ■

***Patrice Bessac** est maire (PCF) de Montreuil. Il est président de l'Association nationale des élus communistes et républicains.

Ordonnances ?

À quoi sert une ordonnance, outre à prescrire des médicaments ? En politique, une ordonnance est une procédure qui permet à l'exécutif d'éviter des débats parlementaires. En fait, il s'agit de bâillonner la représentation populaire. Mais, pour légiférer par ordonnances, il faut d'abord que le parlement adopte une loi d'habilitation qui donne donc tous les pouvoirs à l'exécutif et qui fixe la durée et les contenus des ordonnances. C'est ce que veut proposer le nouveau président de la République pour en finir définitivement avec notre code du travail et terminer ainsi ce qu'ont commencé Valls et El Khomri. Conclusion : les ordonnances, on n'en veut pas ! Et, pour ce faire, il nous faut élire le plus grand nombre de députés communistes et d'autres forces de gauche qui, ensemble, s'opposeront aux lois d'habilitation ! ■

Institutions : le projet inavouable d'Emmanuel Macron. Renforcement de la monarchie présidentielle

Occulté par une campagne présidentielle massivement influencée par les affaires et la scénarisation de la confrontation entre le président d'En Marche ! et Marine Le Pen, le projet institutionnel du nouveau président de la République est pourtant lourd de dangers pour la démocratie. Emmanuel Macron souhaite un régime pleinement présidentiel. Est mise en avant, dans le projet de loi de modernisation de la république bientôt présenté, la diminution du nombre de parlementaires et des mesures comme l'interdiction des emplois familiaux auprès des députés et sénateurs.

Si nous avons exigé depuis longtemps le second point, nous alertons solennellement sur le véritable objectif de la réduction des effectifs du parlement. Il est bien curieux, en effet, de commencer une revitalisation de la démocratie, qui en a bien besoin, en restreignant la représentation politique. Les sénatrices et sénateurs du groupe CRC prônent depuis longtemps une réforme profonde du Sénat pour mettre en place une assemblée démocratisée, caisse de résonance de la société. Ils proposent parallèlement la restauration de la prééminence de l'Assemblée nationale, élue au suffrage universel. Mais tout cela doit s'inscrire dans une nouvelle république, en particulier avec la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel et l'instauration de la proportionnelle intégrale.

Un projet démocratique ne peut donc avoir pour objectif et seul objectif la réduction du nombre des parlementaires. Certains veulent même reporter d'un an les élections sénatoriales prévues le 24 septembre 2017 pour pouvoir appliquer le plus vite possible cette restriction démocratique.

Cette mesure aurait de plus l'avantage, d'une part, de libérer le mois de septembre pour multiplier les mauvais coups, comme la nouvelle attaque contre le code du travail par ordonnances, en prenant de vitesse la mobilisation sociale, et, d'autre part, de donner du temps à la recomposition en cours chez LR et au PS.

Emmanuel Macron use de démagogie car il veut en fait un pouvoir présidentiel fort et un parlement diminué avec d'ailleurs une compétence législative restreinte et une lourde atteinte contre le droit d'amendement.

La manipulation de l'agacement et de la colère justifiés de nos concitoyens à l'égard d'un système politique en faillite, est là. Il faut en prendre connaissance et la combattre avec détermination. ■

***Groupe communiste, républicain et citoyen,**
11 mai 2017.



Une jeunesse paupérisée, engagée, décriée

La Revue du projet a consacré un fort beau dossier à la jeunesse (septembre 2016, n° 59). On se propose ici de poursuivre un peu ce travail en mentionnant quelques études récentes et en tentant de décoder, derrière un « jeunisme » d'apparat, un air du temps globalement « anti-jeune ».

PAR **GÉRARD STREIFF**

UNE DOUBLE PEINE

L'image sociale des jeunes en cette année 2017 est paradoxale. D'un côté, il y a dans l'air un « jeunisme » permanent, envahissant (dans le commerce, les médias, la mode, une certaine actualité économique version *start-up*, etc.) qui donnerait vraiment l'impression que cette catégorie a la cote. C'est le jeune consommateur qu'on caresse. Dans le même temps, pour nombre de médias, les jeunes cumuleraient bien des tares, et seraient volontiers assimilés à une classe dangereuse. C'est le jeune citoyen qu'on vilipende. Ce sont souvent les mêmes qui véhiculent ces deux topos, pleins de mépris ou/et d'ignorance. Dans le même ordre d'idées, le discours dominant oscille entre plusieurs visions caricaturales : le jeune de 2017 serait de la « génération Bataclan », amoureux de Sting et volontiers nostalgique (?) des années 1970 – une rhétorique que l'on retrouve volontiers dans les colonnes

de *Libération*. Alors que la droite, elle, joue au père fouettard. Cette droite est très en pointe dans l'entreprise de culpabilisation de la jeunesse. Aux éditions du Cerf, par exemple, Alexandre Devecchio, dans *Les Nouveaux Enfants du siècle*, force le trait en classant les jeunes en trois catégories :

« la jeunesse française ». Le journal ajoutait avec gourmandise : « En 2014, 630 000 Français de 10 à 24 ans ont été impliqués en tant qu'auteurs présumés dans une affaire pénale. » Ainsi, non contente d'être socialement maltraitée par la société, la jeunesse se voit fustigée. Une double peine en quelque sorte.

« Avec 30 % des voix, Mélenchon est arrivé en tête chez les 18/24 ans, devant Le Pen (21 %), Macron (18 %) et Hamon (10 %). »

« les islamistes, volontiers antisémites, [qui] détestent ce pays qui les a vus naître » ; une autre partie « qui a fait du Front national son parti fétiche » ; et une troisième, « contemptrice de l'idéologie libérale-libertaire, qui refuse d'un même bloc la croissance illimitée et le consumérisme, la théorie du genre, la procréation médicalement assistée et l'asthénie spirituelle de l'Occident moderne ». Fermez le ban.

Le Figaro, sur deux pages, l'hiver dernier, tirait d'une enquête INSEE, pourtant très riche, ce seul enseignement : « Insertion, délinquance : les difficultés de la jeu-

Mais les résultats du premier tour de la présidentielle, ainsi que des recherches récentes permettent de porter un regard plus pertinent sur la nouvelle génération. Ainsi cette étude, déjà citée, de l'INSEE (novembre 2016), intitulée « Travail, éducation, école : la jeunesse française sous la loupe de l'INSEE ». Différents angles d'attaque donc : l'enseignement, le logement, la réussite scolaire, l'insertion sur le marché du travail (et non la seule question de la délinquance retenue par le journal de Dassault). On y apprend que les non-diplômés rencontrent de plus en plus de difficultés en matière d'em-

ploi ; que les jeunes, entre 18 et 24 ans, sont six sur dix à vivre chez leurs parents ; que les 10/25 ans sont davantage victimes de violences.

Autre étude notable, celle du CREDOC (Centre de recherche, d'étude et d'observation des conditions de vie), une recherche qui concerne quatre mille jeunes. Le « baromètre » 2016 (n° 337) du centre s'est penché sur la génération des 18/30 ans, un âge où les questions d'emploi, de logement et d'installation en couple se sont toujours posées, le plus souvent dans cet ordre chronolo-

« Les jeunes se montrent plus ouverts que leurs aînés, et considèrent la diversité comme une richesse. »

gique. Aujourd'hui, cet ordre est bouleversé, souvent inversé ou peut même être réversible. L'indépendance des jeunes est tardive.

Et cette catégorie s'avère extrêmement vulnérable. L'étude est organisée en trois grandes parties : le regard des jeunes sur la société ; leur engagement citoyen ; leur accès aux droits. Sans surprise, on observera que le niveau de confiance dans les autres, dans la société, dans l'avenir s'accroît à mesure que s'accroît le niveau de vie des sondés. Fragilisés, les jeunes connaissent une « paupérisation relative ». Et ils considèrent que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ont été très sensibles aux attentats, partageant un sentiment d'insécurité d'autant plus fort qu'ils ont l'âge des victimes et des bourreaux.

Ils portent plutôt un regard positif sur les relations hommes/femmes, ou intergénérationnels, ou entre jeunes d'origines diverses ; ils se montrent plus ouverts que leurs aînés, et considèrent la diversité comme une richesse. Pour eux, les

principales tensions passent entre riches et pauvres, entre patrons et salariés...

Leur niveau d'engagement est fort, en hausse en 2016 sur 2015. Huit jeunes sur dix sont bénévoles ou prêts à donner de leur temps. S'ils limitent leurs activités solidaires, c'est par manque de temps et par « intensification du temps » : neuf jeunes sur dix ont une autre activité, tout en regardant la télévision...

Le service civique est vu d'un bon œil. Quatre jeunes sur dix seraient prêts à s'y engager avec, pour premier moteur, l'envie d'être utile à la société. Ils ressentent un fort déficit d'écoute : la moitié des jeunes estiment que leur avis ne compte plutôt pas. Pour exprimer leur opinion, ils mobilisent (plus du tiers) Internet.

Il y a une réelle attente vis-à-vis des pouvoirs publics pour accéder à l'autonomie. Leur mobilité internationale est rela-

tive : un jeune sur sept est parti à l'étranger au cours des cinq dernières années, dont quatre sur dix pour poursuivre des études et la moitié pour des raisons professionnelles. Ils manquent d'information sur leurs droits sociaux : c'est le premier motif de non-recours à ces droits. Pour clore le tableau, l'enquête du CREDOC livre ce chiffre douloureux : en 2015, un grand nombre de jeunes ont renoncé aux soins pour des raisons financières. C'est de l'ordre d'un jeune sur quatre, un chiffre en constante progression ces dernières années.

Dernier élément pour mesurer cet engagement, et non des moindres : le vote jeune lors du premier tour de la présidentielle. Avec 30 % des voix, Mélenchon est arrivé en tête chez les 18/24 ans, devant Le Pen (21 %), Macron (18 %) et Hamon (10 %). ■

UN FORT TAUX D'ENGAGEMENT

En 2015, l'enquête sur l'engagement des jeunes menée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) avait montré que les jeunes sont très présents dans le monde associatif, en tant qu'adhérents mais aussi pour y donner de leur temps bénévole. Les jeunes se montrent en outre particulièrement mobilisés au travers de formes d'expression protestataires, individuelles, ponctuelles et surtout non affiliées. Ainsi, l'analyse montrait que, davantage que leurs aînés, les moins de 30 ans utilisent Internet pour signer une pétition ou défendre une cause, et participent plus souvent à des manifestations ou à des grèves. Outre l'engagement de fait, l'enquête avait enfin permis de mettre en lumière un très fort potentiel de mobilisation des jeunes parmi ceux qui ne sont pas déjà bénévoles, notamment dans le monde associatif qui bénéficie d'une image très positive chez les jeunes, encore plus que chez les plus âgés.

Qu'en est-il en 2016 [...] ? L'engagement bénévole concerne plus du tiers des jeunes. 35 % des 18-30 ans déclarent donner bénévolement de leur temps en consacrant quelques heures à une association ou à une autre organisation au moins ponctuellement dans l'année. Un quart (23 %) le fait régulièrement, que ce soit chaque semaine (14 %) ou chaque mois (9 %). Par rapport à leurs voisins européens, les jeunes Français présentent un taux de participation bénévole très haut. En 2012, interrogés dans le cadre de l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS, European Quality of Life Surveys) menée par Eurofound, 19 % des Français de 18 à 24 ans déclaraient avoir donné de leur temps bénévole régulièrement au cours des douze derniers mois. Ce qui les place au second rang des jeunes Européens, juste derrière les Islandais. Les jeunes Français présentent un taux de participation bénévole près de 1,5 fois plus élevé que le taux de participation mesuré au Royaume-Uni ou en Allemagne, et deux fois plus important par rapport à l'Espagne et à l'Italie.

Chaque mois, *La Revue du projet* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRItique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des média.

Le 20 heures de France 2 en campagne pour « réformer les retraites »

Lundi 3 avril 2017, le JT de 20 heures de France 2 propose, dans le cadre de la campagne présidentielle, un sujet sur les retraites. David Pujadas l'annonce en posant une série de questions portant sur l'âge de départ à la retraite et les régimes spéciaux, puis lance le sujet ainsi : « Voici l'avis des uns et des autres, chacun se fera son idée ». Problème : comment se faire « une idée » autre que biaisée et lacunaire lorsque la présentation qui est faite dans le reportage « des avis » des candidats est partielle et partiale ?

PAR **ACRIMED**

A lors que la voix *off* explique que « les candidats avancent en ordre dispersé », et que l'on s'attend donc à voir une courte présentation des propositions des onze candidats, la surprise est grande de constater que la rédaction de France 2 a choisi de ne rendre compte du programme sur les retraites que de trois d'entre eux, illustré par de brefs extraits de discours. Et l'on apprend que Jean-Luc Mélenchon souhaite un retour du départ à la retraite à 60 ans, qu'Emmanuel Macron veut en rester au *statu quo* (62 ans), et, enfin, que François Fillon propose de retarder l'âge de la retraite à 65 ans. Sans justifier en rien ce choix pour le moins arbitraire, la chaîne publique a délibérément choisi de taire le programme des huit autres candidats. Comment « se faire une idée » sur des propositions dont l'existence n'est même pas mentionnée ? Mystère...

Le reportage se poursuit par une présentation du système de retraite par répartition. Une série de documents iconographiques explique l'évolution du rapport entre le nombre de salariés en activité et le nombre de retraités. Cette séquence se termine par une note dramatique : le système est en déficit. Qu'il existe plusieurs explications des causes de ce déficit n'importe pas aux auteurs du reportage, qui orientent ainsi le point de vue des téléspectateurs dans une direction bien particulière, comme la suite le confirme.

LE POINT DE VUE DES EXPERTS !

Les journalistes choisissent alors de faire intervenir une « spécialiste des retraites », dont l'identité est révélée par un bandeau qui apparaît à l'écran peu après le début de son intervention : Nathalie Badaire, directrice de NB Consulting. Une rapide recherche sur Internet nous apprend que NB Consulting est une entreprise privée qui « réalise des prestations sur mesure d'audit retraite et d'optimisation de gestion de fin de car-

rière ». Choix pour le moins curieux que de confier à la représentante d'une entreprise privée le privilège d'exposer à des millions de téléspectateurs son point de vue sur un système de répartition public. Sans compter que toute décision politique concernant le système de retraites, quel qu'en soit le sens, affectera nécessairement l'activité, le chiffre d'affaires et donc... les profits de NB Consulting ! (<http://www.acrimed.org/IMG/jpg/nbconsulting.jpg>)

Et de fait, le point de vue de NB Consulting s'avère très orienté : sur le site du cabinet, la part belle est faite aux programmes les plus libéraux. Dans un article intitulé « Fillon, Macron... Que valent leurs projets de réforme des retraites », la retraite à 60 ans n'est évoquée que très rapidement à travers les propositions de Marine Le Pen. Dès les premières phrases, le ton est donné : « irréaliste », « électorat populaire », « énorme retour en arrière », « catastrophique pour l'économie », « ne peut pas fonctionner », etc. Quant au titre de l'article consacré aux propositions d'Emmanuel Macron (« En Marche ! : pour plus de lisibilité et d'éga-



lité dans notre système des retraites » – avec, en prime, le logo officiel de la campagne), il ne laisse guère de doute quant aux préférences de cette honorable maison... On a connu des « experts » plus objectifs !

Le reportage se poursuit avec une recension des arguments « des uns et des autres ». Dans deux extraits très brefs de leurs prestations publiques, Marine Le Pen explique que repousser l'âge de la retraite équivaut à maintenir au chômage des seniors qui ne retrouveront pas de travail, tandis que Jean-Luc Mélenchon argumente quant à lui sur « la qualité de vie ». Deux arguments – quoi que l'on pense d'eux et de leurs auteurs –, auxquels les journalistes de France 2 se sont empressés de trouver un contrepoint. Ce qui fut chose faite avec l'interview d'une certaine Jennifer Pizzicara, porte-parole de la fondation Concorde, présentée comme un « cercle de réflexion

« Qu'il existe plusieurs explications des causes du déficit du système de retraite n'importe pas aux auteurs du reportage, qui orientent le point de vue des téléspectateurs dans une direction bien particulière. »

frapper de stupeur le téléspectateur. (http://www.acrimed.org/IMG/jpg/fondation_concorde.jpg)

Une nouvelle recherche sur le site de la fondation Concorde permet d'apprendre que ce « *think-tank* économique » qui entend « faire de la France le pays le plus prospère d'Europe », est « tourné vers les TPE/PME et la petite industrie », et qu'il a « pour préoccupation permanente la compétitivité des entreprises,

le commentaire du sujet. Les journalistes ayant réalisé le sujet n'ont ainsi pas cru nécessaire de signaler que cette institution, qui se prétend pourtant « indépendante », entretient des relations étroites avec Les Républicains, organisant par exemple tout au long de l'année 2016 un cycle de « petits déjeuners pour une alternance réussie » dans lesquels se succédaient les candidats, de « grands élus » comme Xavier Bertrand ou Laurent Wauquiez, ou encore, dans une rencontre intitulée « Réussir la primaire de la droite et du centre », Thierry Solère, le président du comité d'organisation de la primaire. On a connu indépendance plus farouche !

De leur côté, les partisans de la retraite à 60 ans auraient sans doute apprécié que leurs propres experts soient interrogés pour démontrer le réalisme de leurs propositions.

Voilà donc un sujet, ou plutôt une parodie d'information, qui fait l'impasse sur les propositions de sept candidats sur onze, qui s'engage dans une critique unilatérale et sans droit de réponse du programme de deux d'entre eux, convoque des « experts » à l'indépendance plus que douteuse et aux partis pris flagrants, et présente comme seule politique raisonnable les propositions des deux candidats les plus proches des attentes du patronat.

Il serait bon que la rédaction de France 2 songe à rendre compte de la campagne plutôt qu'à faire campagne elle-même... ■

« Une parodie d'information qui convoque des "experts" à l'indépendance plus que douteuse et aux partis pris flagrants, et présente comme seule politique raisonnable les propositions des deux candidats les plus proches des attentes du patronat. »

libéral ». Le commentaire en voix *off* ne fait guère durer le suspense quant aux positions de cette institution sur les retraites : « Rétablir la retraite à 60 ans, financièrement intenable selon eux », tandis que Jennifer Pizzicara assène l'argument fatal : « Ça coûterait 35 milliards d'euros par an » – affirmation qui s'accompagne d'une petite mise en scène du plus bel effet : le montant s'affiche en rouge à l'écran avec un bruitage qui reproduit un claquement, comme pour

la création d'emplois, tout en exigeant un État allégé ». Autrement dit, ce qui s'exprime là est un point de vue patronal. Il ne s'agit pas de dire qu'un tel point de vue est illégitime, mais bien de signaler qu'il est situé, sinon biaisé, tout comme pourrait l'être celui de la CGT ou de Philippe Poutou.

Problème : le reportage ne croit pas utile de signaler le parti pris de la fondation autrement que par la furtive mention d'un « cercle de réflexion libéral », dans

« Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus de me confondre avec un paillasson. »

Rebecca West, écrivaine et essayiste anglo-irlandaise.

Mouvements féministes face aux défis politico-religieux

Les organisations non gouvernementales (ONG) de femmes et de féministes qui ont participé aux conférences mondiales ont d'abord joué un rôle de contre-pouvoir face à l'ascendance prise par des délégations favorables aux intégrismes et aux pouvoirs religieux.

PAR **MONIQUE DENTAL***

STRATÉGIES DE PÉNÉTRATION DES MOUVEMENTS INTÉGRISTES

Ces stratégies sont de deux ordres : être représentés au sein des ONG par leurs propres associations de femmes ; utiliser les délégations étatiques comme vecteurs de leur idéologie. C'est à la Conférence mondiale des Nations unies sur la population qui s'est tenue au Caire (Égypte) en 1994 que les États et les pouvoirs intégristes se sont manifestés, pour la première fois, de manière organisée. Les enjeux de cette conférence qui portait sur des questions de démographie furent très rapidement ressentis comme essentiels par les ONG féministes présentes. À cette occasion, des voix convergentes intégristes se sont manifestées de manière spectaculaire pour condamner les propositions des Nations unies en mettant en cause les « droits acquis pour les femmes en matière de procréation » (*Bulletin du réseau féministe « Ruptures »*, n° 120, septembre 1994).

Les ripostes menées par les ONG de femmes et de féministes pousseront les membres de la délégation étatique fran-

çaise à présenter un texte de compromis sauvegardant le droit à la contraception et à l'avortement. Cette alliance pour protéger les droits des femmes menacés s'est organisée en contre-pouvoir face à l'émergence d'une « internationale intégriste » composée des pays conservateurs musulmans derrière l'Iran et l'Arabie Saoudite, alliés de circonstance avec les pays conservateurs catholiques derrière le Vatican.

Ensuite, à la conférence onusienne de la région Europe (UNECE) à Vienne, en octobre 1994, de nouvelles divergences émergent. Des ONG de femmes polonaises ont pris position contre l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

CONFÉRENCE MONDIALE DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES FEMMES À PÉKIN

C'est au cours du forum alternatif des ONG intitulé « Voir le monde avec des yeux de femmes » que s'est organisé, en août 1995, de manière concertée, le rapport de force des associations de femmes et de féministes contre les intégrismes religieux.

Nous avons constaté avec surprise la présence massive d'ONG para-étatiques intégristes qui n'avaient pas leur place dans une conférence mondiale portant sur les droits des femmes dans le monde. Le Vatican, de son côté, avait envoyé des « porteparole » nombreux, issus des ONG pro-

life (la plupart venant des États-Unis) qui luttent contre le droit à l'avortement.

Les stratégies des États intégristes et de leurs ONG ne sont pas apparues de façon homogène. Au début, des membres d'associations intégristes ont tenté de nous prendre à témoin de leurs revendications, en invoquant la solidarité avec les autres femmes. Ces « femmes islamistes égalitaires » prônaient un discours égalitariste en s'adressant aux ONG de femmes présentes comme à « leurs sœurs », en arguant du fait qu'elles étaient porteuses de revendications similaires aux nôtres, bien que placées dans un contexte culturel différent.

Puis, face à notre indifférence, des ONG intégristes, venant en particulier d'Iran, ont pris le relais en tentant d'interrompre, à plusieurs reprises, le travail des ateliers portant sur la lutte contre les intégrismes et la lutte contre les fondamentalismes. N'y parvenant pas, elles ont modifié les titres de leurs ateliers en introduisant le terme religion, comme par exemple l'atelier dénommé « Question autour des religions ».

Devant l'argument qui leur était opposé concernant la nécessaire séparation de la religion et de l'État pour garantir les droits des femmes, des militantes de ces ONG finirent par imposer l'idée que seules les femmes musulmanes seraient habilitées à prendre la parole sur ce sujet.

Le débat a fait place rapidement à la viru-

lence des attaques, tant du côté des délégations étatiques que de celui des ONG-croupions au service des États. À la conférence des États, un délégué du gouvernement iranien a demandé l'expulsion d'une féministe française d'origine iranienne de la délégation du réseau féministe « Ruptures » qui s'était opposée ouvertement aux menaces d'ONG intégristes (Compte rendu public de la Conférence mondiale sur les droits des femmes, collectif féministe « Ruptures » AGECA, octobre 1995).

Pour les contrer, les ONG de femmes et de féministes ont organisé des manifestations journalières sur le site de la conférence, comme en témoigne le film de Jamileh Nedai.

La résistance s'est organisée à l'initiative d'ONG de femmes maghrébines de « Maghreb 95 », « Maghrébines solidaires » et de « Femmes iraniennes contre la lapidation ». Elles ont été immédiatement soutenues par des féministes françaises du réseau féministe « Ruptures », de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF), de l'association Femmes solidaires qui se sont heurtées aux intégristes islamistes, hommes et femmes menaçants, qui n'ont pas hésité à les photographier et à les « ficher ».

La collusion de tous les intégrismes religieux s'est exprimée au grand jour lorsque des délégations étatiques ont tenté à nouveau de mettre en cause les droits acquis en matière de libre choix de maternité et de sexualité. Finalement, la lutte acharnée de ces ONG et leur solidarité ont permis le maintien du terme « égalité » dans la plate-forme finale d'action issue de la conférence mondiale, alors que les États et les ONG intégristes voulaient lui substituer celui d'« équité ». L'extrémisme religieux y est explicitement « condamné pour les menaces qu'il fait peser sur les femmes, conduisant à la violence et à la discrimination » (rapport alternatif des ONG « Voir le monde avec des yeux de femmes ». Dossier sur la Conférence de Pékin. Centre d'archives et de documentation du réseau féministe « Ruptures »).

FORUM ALTERNATIF DES ONG DE FEMMES ET DE FÉMINISTES, HUAIROU, AOÛT 1995

Après avoir :

- dressé un état des lieux des exactions intégristes à l'encontre des femmes dans le monde ;
- constaté les limites du droit international face à la revendication d'un statut de « réfugiée politique pour fait de sexisme » ;
- mis en cause les codes de statut per-

sonnel qui régissent la vie de millions de femmes dans le monde (en particulier celles qui sont présentes sur notre sol dans le cadre du regroupement familial) ;

- considéré la force que représentent les femmes par leurs mobilisations ;
- analysé en ateliers et en séances plénières les stratégies utilisées par les associations intégristes.

Le Forum alternatif a élaboré différentes revendications :

Au niveau national en France :

- faire bénéficier toutes les femmes vivant en France, françaises et immigrées, des mêmes droits ;
- retrait des mentions discriminatoires envers les femmes originaires de pays vivant sous lois musulmanes stipulées dans les conventions bilatérales passées entre la France et les pays d'immigration.

Au niveau international :

- intégration du statut de réfugiée politique pour fait de sexisme dans la Convention de Genève (la Ligue internationale du droit des femmes et réseau féministe « Ruptures »).
- mesures de protection à prendre par les États pour les femmes victimes de l'intégrisme musulman : femmes iraniennes, algériennes, pakistanaïses, ainsi que pour celles victimes de l'intégrisme juif et catholique ;
- refus de la ségrégation pratiquée à l'égard des athlètes féminines par les organisateurs des Jeux olympiques d'Atlanta ;
- interdire la participation de délégations composées uniquement d'hommes aux manifestations sportives internationales (association Atlanta plus).

Ayant pris conscience que les intégristes religieux sont les tenants les plus acharnés d'une remise en cause des droits humains des femmes au niveau international, il appartenait aux ONG de femmes et de féministes de définir des stratégies pour s'opposer à l'alliance des intégrismes désireux d'investir les institutions sur la scène internationale. Surmontant leurs clivages, les associations indépendantes sont parvenues à se mettre d'accord sur un minimum d'idées communes pour exiger que « les délégations étatiques s'engagent fermement à veiller à toutes dérives archaïsantes que la contagion intégriste provoque dans les pays démocratiques » (rapport alternatif des ONG, *ibid.*).

Néanmoins des questions demeuraient : pourquoi les intégristes ont-ils besoin de réaliser une telle hégémonie sur le monde ? Pourquoi celle-ci passe-t-elle prioritairement par la domination des femmes qui subissent leurs exactions au quotidien ? Dans un contexte politique international

de globalisation de l'économie, quels intérêts communs ont les intégrismes religieux à tisser des alliances ?

De la conférence de Pékin, nous retiendrons que les avancées pour les femmes ont été fragilisées par la violence des intégrismes religieux qui ont été perçus comme le danger le plus grand de remise en cause des droits des femmes dans le monde pour les années à venir.

L'ORGANISATION DES RÉSEAUX EN FRANCE APRÈS LA CONFÉRENCE DE PÉKIN

C'est en faisant ce constat que des associations ont décidé de s'organiser en réseau international de lutte contre tous les intégrismes en constituant le Réseau femmes contre les intégrismes, basé à Lyon. Ce dernier, avec le Réseau femmes sous lois musulmanes, qui existait antérieurement, s'est donné comme objectif « d'alerter l'opinion publique internationale sur les agissements des intégristes contre les femmes ; de poursuivre la solidarité avec leurs victimes ; d'organiser la résistance contre la prise du pouvoir par les intégristes » (interview de Monique Dental, journal *Vers-contact* du 1^{er} au 7 mars 1997, Paris).

Les ONG de femmes et de féministes qui ont participé aux conférences mondiales ont d'abord joué un rôle de contre-pouvoir, puis progressivement au cours des années, face à l'ascendance prise par des délégations favorables aux intégrismes et aux pouvoirs religieux, elles ont perdu leur capacité critique collective. Là se trouvent les limites des ONG dans les conférences mondiales : le système onusien en place sait les solliciter uniquement quand leurs propositions servent les intérêts des États.

Quelques années plus tard, la Marche mondiale des femmes en 2000, puis des associations féministes impliquées dans les Forums sociaux mondiaux (FSM) et les Forums sociaux européens (FSE) à partir de 2001 ont pris le relais et redonné toute sa vigueur à la lutte. Cependant, la question demeure donc pour les ONG de femmes et de féministes : peuvent-elles redevenir un contre-pouvoir dans les conférences mondiales onusiennes ? ■

***Monique Dental** est fondatrice du collectif féministe « Ruptures », elle est animatrice des activités en réseau dans la mixité.

Cet article est un extrait du numéro 4 des *Débats de l'Institut tribune socialiste* de juin 2016, « Laïcité-Laïcités ? », reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteure.

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

L'analyse de la marchandise par Marx et le corps des femmes dans les publicités

La présence du corps des femmes dans les publicités est régulièrement dénoncée par les féministes. Ne peut-on trouver la source de cette association récurrente dans la structure même de la marchandise, telle que Marx la décrit dans *Le Capital* ?

PAR SALIHA BOUSSEDRA*

L'esprit des femmes ainsi que celui de nombre d'hommes ne peut qu'être frappé par l'omniprésence des femmes dans l'espace de l'imagerie publicitaire. Que ce soit pour vendre une voiture, un pot de yaourt, une lessive, un vêtement, partout ces biens sont accompagnés de femmes. Les féministes dénoncent le sexisme de ces publicités ou de manière plus particulière l'assimilation des femmes au travail domestique. Mais comment expliquer cette présence massive des femmes sur la scène publicitaire, alors qu'elles sont généralement invisibles sur la scène politique ? En effet, s'il peut sembler justifié, du point de vue des publicitaires, d'associer la femme à la lessive dans la mesure où les travaux domestiques sont pour l'essentiel réalisés par elle – la fameuse « ménagère » –, comment rendre compte de sa présence dans les publicités pour les voitures, explicitement adressées à un public masculin ?

LA VALEUR D'UNE MARCHANDISE, FORME-VALEUR ET FORME-ÉQUIVALENT

Pour le comprendre, il n'est pas inutile de revenir à l'analyse de la marchandise telle que Marx la présente dans le chapitre 1 du livre I du *Capital*. L'un des objec-

tifs de ce chapitre est de montrer que la valeur d'une marchandise donnée ne peut se révéler que si elle est mise en rapport avec une autre marchandise. Autrement dit, vouloir vendre une marchandise seule sans la mettre en rapport avec une autre rend très difficile la possibilité pour le consommateur de saisir la valeur de ce qu'on cherche à lui vendre. Le prix est en général ce moyen symbolique qui permet de se représenter la valeur d'une marchandise, mais, dans le royaume éthéré du ciel publicitaire, la

marchandise est la valeur d'usage, c'est-à-dire son utilité, ce à quoi elle sert, mais ce corps ou ce support, c'est un caractère concret *supportant une abstraction*. L'abstraction supportée par ce corps est la valeur d'échange. La valeur d'échange est l'esprit de la marchandise, elle a besoin d'un corps, ou d'un support pour pouvoir s'incarner.

Pour éclairer ces deux formes, Marx part d'une équation : x marchandises A = y marchandises B (par exemple : vingt aunes de toile = un habit). Ici Marx parle

« La valeur d'une marchandise donnée ne peut se révéler que si elle est mise en rapport avec une autre marchandise. »

morale commande de repousser ce moment de vulgarité. Il est possible, dans ces conditions, de considérer que la présence des femmes dans l'espace publicitaire permet à la fois de révéler la valeur du produit qu'on veut nous vendre en retardant le moment où le prix doit s'afficher.

Les marchandises existent sous une forme double : elles sont d'abord une valeur d'usage. Dans ce cadre, elles sont un corps avec des propriétés physiques, elles doivent être utiles et répondre à des besoins. Et elles sont aussi et « en même temps les porteurs matériels de la valeur... d'échange ». Le corps de la

de pôles d'expression de la valeur : nous avons une « forme-valeur relative » d'un côté et de l'autre nous avons une « forme-équivalent ». x marchandises A (vingt aunes de toile) est la forme-valeur relative ; y marchandises B (un habit) est la forme-équivalent. L'habit, la marchandise B (ou le corps d'une femme dans une publicité) est le corps qui permet que s'exprime la valeur de A (le pot de yaourt ou la voiture). Pour que A exprime sa valeur (la marchandise qu'on veut nous vendre), elle a besoin d'être mise en rapport avec une autre marchandise. Ce n'est que dans le cadre de cette mise en rapport avec B que A,

la forme-valeur relative, peut exister en tant que valeur, peut exprimer sa valeur. B, c'est-à-dire la forme-équivalent, est le corps, le substrat matériel qui permet à la valeur de A de s'exprimer. B, la forme-équivalent, est le faire-valoir de A, c'est-

des femmes dans la publicité), n'a d'existence qu'en tant qu'instrument de mesure, outil de mesure. Lorsqu'une marchandise revêt la forme-équivalent, elle est complètement, ou elle devient complètement une *pure valeur d'usage*.

« En occupant cette fonction spécifique de forme-équivalent, une femme ne peut être autre chose qu'un corps, un instrument de mesure, le substrat matériel dans lequel vient s'incarner la valeur ou l'âme du produit qu'on veut nous vendre. »

à-dire de la forme-valeur relative. Relative parce que sa valeur ne peut s'exprimer, ne peut advenir à l'existence, ne peut prendre sens pour nous que relativement à B et exclusivement dans cette mise en rapport avec B. L'âme de la marchandise A, de la forme-valeur relative a besoin du corps de la marchandise B pour que se révèle sa valeur. Dans ce cadre, nous dit Marx, les deux marchandises A et B sont opposées à l'extrême. En effet, la marchandise B ne peut devenir forme-valeur relative que si nous inversons l'équation, c'est-à-dire si nous posons que un habit = vingt aunes de toile. Il faut comprendre ici que, dans le cadre du rapport de la forme-valeur relative à la forme-équivalent, il est impossible pour une marchandise d'occuper simultanément les deux positions. Une marchandise ne peut pas être à la fois et en même temps forme-valeur relative et forme-équivalent. Nécessairement et chaque fois, elle doit occuper l'une ou l'autre de ces places.

La limite de cette analogie avec la présence des femmes dans les publicités est ce que Marx appelle le passage du rapport qualitatif au rapport quantitatif, puisque, dans le rapport entre les marchandises, il faut tenir compte non seulement de la dimension qualitative (les deux marchandises peuvent se comparer en tant qu'elles représentent du travail humain général) mais aussi de la dimension quantitative (la quantité de temps de travail représentée en elles). En revanche, le corps des femmes dans la publicité occupe bien la fonction de la forme-équivalent.

La marchandise B, l'habit (ou le corps

Elle n'est plus qu'une valeur d'usage qui sert à mesurer la quantité de valeur contenue dans vingt aunes de toile. L'habit (ou le corps de la femme), la forme-équivalent, ne sert qu'à « peser le poids » de la grandeur de valeur de la toile (ou de la voiture). Son existence *en tant que valeur s'efface* et ne demeure dans ce rapport que sa valeur d'usage.

RÉDUCTION DE LA FEMME À LA MARCHANDISE

Cela explique pourquoi nous avons cette nette impression d'être confrontés à des « femmes-objets », dès lors que nous sommes devant une publicité visant à vendre une voiture en l'accompagnant

« Cette réduction au statut de forme-équivalent correspond à la structure même de la production marchande. »

d'une femme. Ce n'est que comme instrument de mesure qu'elle existe dans cette relation. C'est son corps concret de valeur d'usage auquel il est fait référence lorsqu'on parle de la forme-équivalent. Le corps de la femme (la forme-équivalent) dans la publicité joue le même rôle que les poids de fer chez l'épi-

cier. Sauf que chez l'épicier le poids de fer et le kilogramme de sucre ont une propriété physique commune qui permet de les comparer : la pesanteur.

Qu'est-ce que cela nous permet de comprendre sur la présence massive des femmes dans l'espace publicitaire ? En occupant cette fonction spécifique de forme-équivalent, une femme ne peut être autre chose qu'un corps, un instrument de mesure, le substrat matériel dans lequel vient s'incarner la valeur ou l'âme du produit qu'on veut nous vendre. Mais s'il occupe la fonction de forme-équivalent, le corps des femmes dans la publicité n'est pourtant pas l'objet même de la vente. Il existe bien une association entre les deux, mise en évidence de manière explicite par la célèbre publicité pour Audi (« Il a la voiture, il aura la femme »), mais cette association n'exprime que la transformation – possible mais non encore effective – de la forme-équivalent en équivalent général, autrement dit la réduction pure et simple de la femme à la marchandise.

L'usage des femmes dans le cadre publicitaire ne signifie pas tant que les femmes sont vendues mais plutôt qu'elles occupent une fonction spécifique au monde des marchandises. Elles sont le moyen de l'échange. Cette fonction n'est pas anodine puisque, avant de devenir équivalent général, la marchandise « argent » a bien occupé la place de la forme-équivalent. Les femmes ne sont donc pas, à proprement parler, l'image de l'argent tel qu'il existe pour nous aujourd'hui, mais elles occupent bien la fonction occupée à l'origine par cette marchandise particulière avec des propriétés physiques particulières (un métal) avant qu'elle ne devienne équivalent général – cet « avant » n'étant pas à comprendre au sens chronologique, mais au sens logique.

Pour conclure, le détour par ce parallèle entre la présence des femmes dans l'espace publicitaire et l'analyse de Marx concernant la marchandise permet de faire apparaître que la dénonciation par les féministes de la « femme-objet » ne doit pas être réduite à un simple motif d'indignation. Il faut comprendre que cette réduction au statut de forme-équivalent correspond à la structure même de la production marchande. ■

*Saliha Bousseadra est doctorante en philosophie à l'université de Strasbourg.

1282. « Mort aux Français ! »

La révolte des « Vêpres siciliennes » a mis un terme sanglant à l'aventure engagée près de vingt ans plus tôt par Charles d'Anjou, pour tenter de bâtir un empire méditerranéen aussi démesuré qu'éphémère.

PAR FLORIAN MAZEL*

Le lundi de Pâques 1282, lors d'une fête qui réunissait les habitants de Palerme à l'occasion d'un pèlerinage, une rixe éclata entre des officiers français au service de Charles d'Anjou et des jeunes gens de la noblesse locale. L'échauffourée dégénéra et tourna au massacre de tous les Français et des Provençaux résidant dans la ville, au cri de « Mort aux Français ! ». Le massacre fit plusieurs centaines de victimes et s'étendit à l'arrière-pays, gagnant peu à peu l'ensemble des cités et communautés de Sicile. Messine fut la dernière à tomber. Le 7 mai, le pape promulgua une bulle sommant les rebelles de se soumettre à leur souverain, Charles d'Anjou, qui était roi de Sicile en vertu de l'investiture pontificale. Les Siciliens refusèrent d'obéir et se tournèrent vers le roi d'Aragon, Pierre III, considéré comme l'héritier légitime des anciens rois en raison de son mariage avec Constance de Hohenstaufen. Après une escale en Tunisie, Pierre III débarqua à Trapani et fut proclamé roi à Palerme le 4 septembre. La révolte des « Vêpres siciliennes » – la formule apparut à la Renaissance – mettait ainsi un terme sanglant à l'aventure hors du commun engagée près de vingt ans plus tôt, par laquelle le dernier frère de saint Louis avait tenté de bâtir un empire méditerranéen, qui fut aussi démesuré qu'éphémère.

LES ÉLANS DE DOMINATION DE CHARLES D'ANJOU BRISÉS

En 1265, en effet, la papauté avait choisi un prince capétien, Charles, comte d'An-

jou et du Maine, comte de Provence et Forcalquier du chef de son épouse, comme champion contre les successeurs de l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen, lequel avait également hérité de sa mère le royaume normand de Sicile, placé sous la suzeraineté du pape. Au cours de deux campagnes militaires érigées par le pape au rang de croisades, Charles d'Anjou avait mis fin à la lignée des Hohenstaufen, qui s'opposait à la papauté depuis le XII^e siècle. Une fois couronné et bénéficiant de l'appui de la royauté française et de l'Église romaine, il se lança dans une vaste politique expansionniste. Il commença par établir son hégémonie sur l'Italie, conquérant le Pié-

mont, soutenant le parti pontifical dans les cités d'Italie du nord et du centre, satellisant la Sardaigne. Il soumit ensuite le sultan de Tunis, acquit des droits en Terre sainte et obtint le titre de roi de Jérusalem. Il s'empara encore du Péloponnèse et de l'Albanie. En 1281, l'accession au trône de Pierre d'un Français, Martin IV, dévoué à la cause angevine, ainsi qu'une alliance avec Venise lui permettaient d'envisager une ultime entre-

prise : la conquête de Constantinople et des derniers vestiges de l'Empire byzantin. En incendiant la flotte rassemblée à Messine et en ébranlant le cœur de la domination angevine, la révolte des Vêpres brisa net cet élan. Les facteurs du soulèvement sont multiples. En dépit du soutien du pape, la légitimité de Charles d'Anjou demeurait mal assurée. La conquête avait été brutale, d'autant qu'à la suite d'une première révolte en 1268-1269 une sévère répression s'était abattue sur la société insulaire. La domination angevine prit alors une véritable dimension coloniale, combinant l'épuration de l'aristocratie locale, la mise en place d'une administration

« Les insurgés adoptèrent d'abord a forme d'organisation politique qui avait cours dans les villes d'Italie centro-septentrionale, à savoir la commune dirigée par des magistratures collégiales, et s'unirent dans une ligue de cités, à l'image de la Ligue lombarde. »

centralisée rigoureuse, l'accroissement de la pression fiscale, enfin le transfert de la capitale de Palerme à Naples. Les historiens discutent encore du rôle joué par la diplomatie aragonaise. Dès la fin des années 1280, une chronique érigeait en héros Giovanni da Procida, un exilé devenu le chancelier du roi d'Aragon, dont elle faisait le maître d'œuvre d'un véritable complot. Il est assuré que la cour aragonaise avait noué une alliance

avec le nouvel empereur germanique, Rodolphe de Habsbourg, ainsi qu'avec l'empereur de Byzance. On sait qu'elle entretenait une correspondance secrète avec des membres de l'aristocratie sicilienne. Mais il reste impossible de lui attribuer un rôle moteur dans le soulèvement. Si complot il y eut, il fut d'origine insulaire. D'ailleurs les insurgés adoptèrent d'abord la forme d'organisation poli-

« Les luttes de faction déchirèrent l'État pontifical au point de pousser le pape à quitter l'Italie pour la France, Clément V finissant par s'établir à Avignon en 1309. »

tique qui avait cours dans les villes d'Italie centro-septentrionale, à savoir la commune dirigée par des magistratures collégiales, et s'unirent dans une ligue de cités, à l'image de la Ligue lombarde. Ce n'est que confrontés à l'opposition du pape qu'ils se résolurent à remettre la couronne au roi d'Aragon.

COUP D'ARRÊT À L'HÉGÉMONIE FRANÇAISE EN MÉDITERRANÉE

La portée de l'événement fut considérable. Plus que l'échec de saint Louis devant Tunis en 1270, les Vêpres donnèrent un coup d'arrêt à l'hégémonie française en Méditerranée. La brève « croisade d'Aragon », par laquelle le roi de France Philippe III tenta d'aider son oncle en 1284-1285, tourna court. Commence alors une longue lutte entre Angevins et Aragonais, qui constitue une sorte de deuxième guerre de cent ans sur le terrain méditerranéen et qui ne s'achève qu'en 1442. En Italie même, le paysage politique fut bouleversé. L'ancien royaume de Sicile était désormais divisé en deux, de part et d'autre du détroit de Messine. Dans les villes du nord et du centre de l'Italie, le parti franco-pontifical recula partout face aux partisans de Habsbourg ou des Aragonais. Les luttes de faction déchirèrent l'État pontifical au point de pousser le pape à quitter l'Italie pour la France, Clément V finissant par s'établir à Avignon en 1309.

Les Vêpres témoignent par ailleurs de l'essor, au sein des élites insulaires, de ce que l'on peut appeler un « sentiment



Francesco Hayez, *Les Vêpres siciliennes*, 1846.

national ». Les sources soulignent en effet la dimension violemment antifranaçaise du soulèvement. Le fait est d'autant plus remarquable que la Sicile avait sédimenté de nombreux peuples depuis le X^e siècle (Arabes, Grecs, Normands, Lombards, Allemands, etc.), qu'elle faisait cohabiter tant bien que mal des religions et des confessions diverses (christianismes latin et grec, islam, judaïsme), qu'elle avait en outre l'habitude d'être gouvernée par des souverains étrangers (arabes, grecs, normands ou souabes). La révolte des Vêpres cristallise donc la fin d'une époque et l'émergence d'un sentiment nouveau de « sicilianité » qui renvoie globalement les Angevins et leurs partisans à une identité exogène, définie comme française sur des critères à la fois politiques (l'allégeance à la maison de France), linguistiques (la maîtrise imparfaite du sicilien) et culturels (la brutalité de la chevalerie), alors même que le parti angevin regroupait des individus d'origines variées : des « Français » d'Île-de-France, de Champagne et de Picardie, des Angevins et des Manceaux, des Provençaux et même quelques Lombards et Amalfitains.

LE CREUSET DE MYTHOLOGIES POLITIQUES VARIÉES

La mémoire de l'événement fit des Vêpres, dans la longue durée, le creuset de mythologies politiques variées. Espagnols et Français en eurent un usage opposé. Les droits de Charles d'Anjou constituèrent l'une des motivations de Charles VIII lorsqu'il entreprit la première guerre d'Italie en 1494, tandis que le soulèvement sicilien fournissait une légitimité « populaire » à la domination ibérique sur le sud de l'Italie. Mais c'est surtout en Italie même que les Vêpres furent l'objet de multiples appropriations. Dès la fin du XIII^e siècle, sous la plume de Dante, le

soulèvement était érigé en modèle de ce qu'il advient à un pouvoir tyrannique asservissant le peuple. Ce discours fut repris au XIX^e siècle aux dépens des Bourbons d'Espagne ou de la monarchie autrichienne. Alors que les idées libérales françaises inspiraient les promoteurs du Risorgimento, il connut un grand succès populaire à travers l'opéra de Giuseppe Verdi, *I Vespri siciliani*, joué à Turin le 26 décembre 1855. L'ultime avatar de ces

« Dès la fin du XIII^e siècle, sous la plume de Dante, le soulèvement était érigé en modèle de ce qu'il advient à un pouvoir tyrannique asservissant le peuple. »

réappropriations figure dans l'origine fantaisiste attribuée au terme « mafia » dans les années 1860, où, dans un contexte marqué par l'hostilité envers la politique italienne de Napoléon III, on voulut y voir les initiales des paroles attribuées aux révoltés de Palerme : « Morte alla Francia Italia anella » (l'Italie aspire à la mort de la France). D'une époque à l'autre, la mémoire des Vêpres continuait de peindre en miroir les identités nationales et de tisser les liens ambivalents entre la France et l'Italie. ■

*Florian Mazel est historien. Il est professeur d'histoire médiévale à l'université Rennes 2.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Genre, violence et espace

Quand les sciences sociales interrogent l'invisibilité des femmes dans les quartiers dits « sensibles ».

PAR **CORINNE LUXEMBOURG***

Les études ayant porté sur le rapport des femmes à la ville ont relevé l'injonction faite à certains déplacements féminins à être motivés par un objectif précis. La persistance d'une division sexuée – espaces productifs *versus* espaces reproductifs – et de formes de ségrégation genrée subtiles a été décrite au-delà de la plus grande égalité entre hommes et femmes (acquise notamment par le biais de l'émergence du travail féminin) et de ses incidences sur un partage plus équitable de l'espace public entre les sexes. Dans certains textes comme ceux de Jacqueline Coutras, ces assignations faites aux femmes sont analysées comme étant le fruit du désarroi d'hommes démunis face à leur condition sociale, dans le contexte de la « crise urbaine », liée à la désindustrialisation et à des pertes d'emplois conséquentes, et luttant en retour pour l'appropriation de l'espace public. Dans les écrits de Laurence Buffet, ces assignations sont analysées au prisme de la plus grande largesse ou indulgence parentale pour les sorties des fils. Son étude des modalités d'appropriation de l'espace urbain en périphérie parisienne se concentre ainsi sur la période de l'adolescence et sur les interactions intergénérationnelles

entre parents et enfants au regard de la mobilité. La description des stratégies des adolescentes pour contourner l'interdit de sortie renvoie bien souvent aux rôles sociaux de sexe : surveillance des petits de la fratrie au parc, prétexte de courses de consommation ou encore maintien dans le flou des agendas scolaires ou de la nature de leurs fréquentations. Parmi ces stratégies d'évitement d'une forme de contrôle social favorisée par l'architecture cloisonnée du quartier d'étude, on relèvera le leurre qui consiste à « tourner » dans le quartier pour donner l'impression de se diriger vers un lieu précis. Ce leurre de mobilité pour avoir accès à l'espace public exté-

rieur renforce l'hypothèse d'une stigmatisation de la présence féminine dans l'espace public de certains quartiers, si celle-ci n'est pas légitimée par un objectif précis. On voit là que les assignations spatiales et genrées ne sont pas uniquement le fait de « peurs sexuées » (sorte d'euphémisme de la peur de l'agression sexuelle chez Marylène Lieber), mais bien de rapports sociaux et spatiaux complexes qui reposent sur un ordre sexué et situé.

ENQUÊTES ARTICULANT GENRE, VIOLENCE ET RAPPORT À L'ESPACE

La combinaison du genre, des violences et du rapport à l'espace public a fait l'objet de quelques travaux en France, essentiellement autour de Marylène Lieber. Ces trois aspects sont mobilisés au prisme de l'élaboration et de l'implémentation des politiques publiques en matière de sécurité à l'attention des femmes. Les « peurs urbaines » font l'ob-

« Les assignations spatiales et genrées ne sont pas uniquement le fait de “peurs sexuées”, mais bien de rapports sociaux et spatiaux complexes qui reposent sur un ordre sexué et situé. »

jet d'une catégorisation chez Marylène Lieber qui oppose la « peur sexuée » à la « peur préoccupation ». La « peur préoccupation » des hommes et des femmes concerne un type de lieu donné et est alimentée par des discours sécuritaires ambiants. La « peur sexuée » consiste quant à elle en une vulnérabi-

lité liée à l'identité sexuée et serait un phénomène exclusivement féminin ne connaissant aucun pendant masculin.

APPORTS ET LIMITES DES TRAVAUX EXISTANT SUR L'ARTICULATION GENRE, VIOLENCE ET RAPPORT À L'ESPACE

Les objets que sont le genre, la violence et le rapport à l'espace sont rarement mobilisés conjointement. Quand ils le sont, ils souffrent d'une restriction de l'analyse au seul cas des femmes ou à celui des hommes, sans croisement (excepté l'enquête « Virage »). Certains ne revendiquent pas d'approche genrée, mais étudient essentiellement ou exclusivement les jeunes hommes. D'autres traitent du rapport des femmes à la ville, mais toujours hors quartiers ségrégués. Quand le rapport à l'espace des femmes en quartiers ségrégués est évoqué, il ne l'est que furtivement ou sans validation empirique.

D'autres enquêtes affichent un intérêt pour le prisme du genre dans le rapport à l'espace ou à la violence, mais ne prennent que les femmes en compte. On constate également dans certains cas une entrée biaisée qui s'appuie, par exemple, sur des présupposés non vérifiés concernant une catégorie de sexe : les hommes ne semblent, par exemple, pas pouvoir subir d'assignations spatiales dans l'étude de Laurence Buffet. Cette réduction du genre à un seul sexe – comme par effet de synecdoque –

PLAIDOYER POUR L'ANALYSE CONCOMITANTE DE FEMMES ET D'HOMMES DANS UNE MÊME UNITÉ D'ESPACE

Les sciences sociales ont longtemps confondu la situation particulière des hommes et le cas général, en omettant de considérer le cas des femmes. L'émergence progressive, à partir des années 1970, d'une sociologie considérant les catégories sexuées puis le genre a changé la donne. Malgré cela, et bien que la majorité des travaux sus-évoqués prennent le parti d'une approche genrée, on ne peut que constater le déséquilibre qui

« Les sciences sociales ont longtemps confondu la situation particulière des hommes et le cas général, en omettant de considérer le cas des femmes. »

amène aussi Guy Di Méo à des résultats concernant les hommes sur la base de son échantillon exclusivement féminin. On notera enfin que le « biais », qui semble relativement répandu, consistant à faire porter les études de genre uniquement sur les femmes concerne également la recherche germanophone : le dépouillement de dix-neuf revues représentatives de la recherche en géographie (Allemagne, Autriche, Suisse germanophone) de 1978 à 2004 a montré qu'aucun travail universitaire portant sur les rapports sociaux de sexe n'avait concerné les hommes.

les traverse souvent en termes de représentation hommes et femmes. Le genre n'étant pas qu'une affaire de femmes, il apparaît indispensable d'articuler les usages quotidiens de l'espace à la fois des hommes et femmes pour matérialiser les rapports sociaux de sexe qui traversent les quartiers retenus et questionner leur incidence sur les représentations genrées et racialisées de la violence qui leur sont associées. Ce faisant, il s'agirait également de décloisonner l'étude de la violence en se détachant d'une bipartition espace domestique (violence dont la femme est victime) ver-



« L'émergence progressive, à partir des années 1970, d'une sociologie considérant les catégories sexuées puis le genre a changé la donne. »

sus espace public (violence de rue, fruit d'une interaction entre hommes). Les résultats de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » (2007) incitent en effet à étudier la porosité des espaces privé et public, puisqu'elle montre que, si les hommes sont effectivement plus souvent victimes de violence en dehors de leur domicile (80 % des cas contre 62 % pour les femmes), les agressions subies par les femmes dans l'espace public sont le plus souvent le fait d'agresseurs issus de leur entourage (62 % des cas pour les femmes, 40 % pour les hommes). ■

***Corinne Luxembourg** est responsable de la rubrique Production de territoires..

Extrait de l'ouvrage collectif *La Ville : quel genre ?*, coordonné par Emmanuelle Faure, Edna Hernandez-Gonzalez et Corinne Luxembourg, publié aux éditions du Temps des Cerises, 2017.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Mathématiques et élections

Les modalités électorales dépendent à la fois de considérations scientifiques et d'enjeux politiques. Le tout est entremêlé.

PAR **PIERRE CRÉPEL***

Lors d'un débat organisé par l'Académie des sciences, le 7 mars 2017 (donc en pleine préparation de l'élection présidentielle), le mathématicien Rémi Peyre a fait un exposé aussi clair qu'intéressant sur les aspects scientifiques en jeu dans les différentes procédures électorales. Comment exprimer au mieux les opinions ou les jugements collectifs ? Ce domaine fait l'objet de travaux mathématiques (voire économiques ou sociologiques) depuis plusieurs décennies, notamment avec les théories dites de « agrégation des préférences » et du « choix social ». On pourrait croire que, pour une élection non truquée, dans la mesure où tout le monde connaît les règles du jeu à l'avance, les conditions d'égalité et de justice sont *a priori* remplies. Ce n'est pas vraiment le cas : l'élection présidentielle vient de nous le rappeler.

DESCRIPTION DE QUELQUES MODALITÉS D'ÉLECTIONS

D'abord s'agit-il d'élire une seule personne (un président de la République, de club sportif, etc.) ou de donner un classement (trois consuls avec ordre, des jugements au patinage artistique) ? S'il n'y a que deux candidats, le problème est assez simple, pour un vote direct avec un seul collègue, mais les élections américaines (par État) montrent des pièges cachés : Trump a été élu avec moins de voix que Clinton. Dès qu'il y a au moins trois candidats, cela se corse vite.

Sur le site suivant, on trouvera un exemple où, pour une élection à six candidats, six systèmes électoraux, tous *a priori* raisonnables, donnent six vainqueurs différents :

<https://www.youtube.com/watch?v=vfTJ4vmlsO4>

Voici quelques exemples de procédures. *La règle de la majorité simple à un seul tour.* Imaginons seulement trois candidats : A (très à droite), B (assez à gauche) et C (franchement à gauche), et le résultat suivant : A = 34%, B = 33%, C = 33%. Tout le monde voit bien que la majorité est à gauche et que le vainqueur est à droite. Pris au piège une fois, le corps électoral va ensuite tenter de ruser et par exemple de voter « utile », c'est-à-dire contre son opinion profonde, pour parer aux défauts de la méthode. Déjà se pose la question de savoir si on choisit le préféré ou le moins détesté.

Le scrutin de la présidentielle en France. Dans la mesure où seuls les deux premiers arrivent au second tour, cela pousse de fait à effectuer le second tour avant le premier, à voter « utile », à privilégier la tactique, pompeusement nommée stratégie. On vient de voir, avec l'élection du 23 avril, que, lorsqu'il y a

donner en outre son ordre de préférence ? Comment pourrait-on alors en tenir compte, soit pour désigner un vainqueur, soit pour obtenir un classement, représentatif de l'opinion collective ?

La méthode de Borda. Prenons le cas le plus simple : trois candidats A, B, C. Chaque électeur indique son classement, on donne 3 points au 1^{er}, 2 points au 2^e, 1 point au 3^e. Et on additionne les scores des divers candidats. Celui qui a le plus de points est le vainqueur ou la médaille d'or, ensuite celui qui a le deuxième total obtient la médaille d'argent, etc. Ce système est très utilisé, souvent sous forme de variantes, dites « avec poids ». Par exemple, on peut donner une surcote au premier, avec 4 ou 5 points au lieu de 3. C'est typiquement le classement du « maillot vert » au Tour de France, le règlement est un peu compliqué, mais simplifions-le en en gardant l'esprit : pour chaque étape : 30 points

« Pour Condorcet (comme pour Turgot), la politique était une variante de la recherche scientifique, il existait une vérité (unique) sur toute matière politique, mais elle était cachée par la superstition ou, du moins, l'insuffisante avancée des connaissances. »

quatre candidats environ à 20 %, cela peut aussi tourner en grande partie à la loterie, au poker et aux coups bas. La procédure est extrêmement sensible aux petites variations, aux éventuelles candidatures de diversion qui peuvent prendre 1 ou 2 % à tel candidat et le faire basculer dans les perdants, etc.

Jusqu'ici, chaque électeur n'indiquait qu'un nom. Qu'advierait-il s'il devait

au 1^{er}, 20 au 2^e, 17 au 3^e, etc., puis rien du tout à partir du 16^e ; et, au bout des vingt et une étapes, celui qui a le plus de points remporte le maillot vert. Mais on peut utiliser d'autres poids, c'est le cas du « classement général » qui détermine le « maillot jaune » et le podium : là, les poids proviennent des temps de parcours : pour chaque coureur, on ajoute les temps mis à chaque étape et le classe-

ment général est fourni par l'ordre (croissant) des totaux. Deux classements de Borda, avec des poids différents, conduisent donc à des résultats différents : le premier avantage les sprinteurs, le second les coureurs complets (rouleurs et grimpeurs). Déjà, on remarque, sur cet exemple politiquement peu stressant, que telle ou telle variante de méthode peut avantager *a priori* tel ou tel type de candidat. Mais la méthode de Borda a de nombreux autres défauts. Elle est, notamment, très sensible à la sincérité ou non de l'électeur : pour désigner un vainqueur (auquel il tient), il peut placer en premier son favori, puis dans les positions suivantes des candidats de diversion non dangereux et mettre tout au bout des candidats qu'il supporterait mais qu'il croit concurrents sérieux de son poulain.

La méthode de Condorcet. Savant universel des Lumières, comme Borda, il a abordé de façon théorique, mathématique, mais aussi pratique, l'ensemble des problèmes de jugements, de votes, d'expressions de la démocratie. Exposons brièvement, sur l'exemple de trois candidats A, B, C, la méthode qu'il estime la plus conforme à la raison. Chaque électeur (ou juge) indique son classement, c'est-à-dire un système de trois comparaisons deux à deux : entre A et B, entre B et C, entre C et A (il n'a évidemment pas le droit de dire qu'il préfère A à B, B à C et aussi C à A : jugement cyclique incohérent). Ensuite, on dépouille les comparaisons de tous les électeurs, séparément entre A et B, entre B et C, entre C et A. Malheureusement, le résultat (en d'autres termes l'opinion collective du groupe) peut être « cyclique », déboucher sur l'incohérence interdite à chaque individu. Cependant, même dans ce cas, Condorcet dégage une méthode de dépouillement qui fournit un vainqueur et un classement, qui échappe à la plupart des défauts précédents, mais dont le dépouillement est souvent compliqué, voire impraticable.

QUELLE MÉTHODE REPRÉSENTE « LE MIEUX » L'OPINION ?

Il existe d'autres procédures qui ont toutes leurs avantages et leurs inconvénients, à divers points de vue : représentativité de l'opinion générale, sensibilité à la sincérité, aux hasards, pratique de l'exécution, etc. Certaines sont visiblement meilleures que d'autres, en tout cas pour le bon sens. On pourra notamment consulter

<https://www.youtube.com/watch?v=ZoGH7d51bvc>

ou le site « Images des mathématiques » :

<http://images.math.cnrs.fr/Mathematiques-electorales.html>

Mais y en a-t-il « une » meilleure ? Tout dépend si on se place d'un point de vue mathématique sur la base de tel ou tel critère, ou si l'on parle au sens plus vague de la vie courante ou de la politique.

UN DÉTOUR PAR CONDORCET

Au XVIII^e siècle, et même pendant la Révolution, on n'avait pas vraiment de « partis ». Certains acteurs (tel Condorcet) concevaient la société comme en harmonie, les classes sociales comme complémentaires, au moins si l'on avait de bonnes lois ; d'autres comprenaient mieux les antagonismes, mais ne les

« Étudier, de façon critique, les penseurs de la démocratie depuis plusieurs millénaires n'est pas alors hors de propos. »

exprimaient pas par des partis, écrans entre le peuple et le gouvernement. Le combat était plus souvent (mais pas toujours) moral, institutionnel, qu'économique et social. Pour Condorcet (comme pour Turgot), la politique était une variante de la recherche scientifique, il existait une vérité (unique) sur toute matière politique, mais elle était cachée par la superstition ou, du moins, l'insuffisante avancée des connaissances. Il décomposait les problèmes en éléments simples susceptibles seulement de « oui » ou de « non », comme dans les référendums. Pour chaque question, l'électeur avait donc une probabilité (entre 0 et 100 %) de se prononcer pour la vérité (l'autre option étant l'erreur). Condorcet utilisait un théorème mathématique (plus tard appelé « théorème du jury »), qui peut s'énoncer ainsi : *si chaque électeur a une probabilité supérieure à 50 % (même de peu) de dire la vérité et si chacun vote de façon indépendante, alors un groupe a davantage de chances qu'un individu de donner le vrai ; donc la démocratie est efficace en vue d'une bonne politique.* On voit bien le caractère fondamental de l'instruction publique : si c'est la probabilité de l'erreur qui passe au-dessus de 50 %, on

a le résultat inverse, c'est la catastrophe. La démocratie reposait donc sur un bon mode d'élection et sur l'instruction publique. Condorcet, conscient des difficultés pratiques de son système électoral idéal, en a proposé de nombreux autres, pendant la Révolution, censés respecter les objectifs essentiels, sinon tous, dans telle ou telle circonstance. Par exemple, si l'on élit un député dans une circonscription (sur 500), il n'est pas bien grave que ce ne soit pas tout à fait le meilleur, si du moins il est très bon ; alors que, si l'on élit un président, là il faut maximiser la probabilité que ce soit le meilleur...

RETOUR À LA POLITIQUE D'AUJOURD'HUI

Même à l'époque, cette façon de voir se heurtait à la réalité concrète de ce qu'est la politique. Au XIX^e siècle a monté l'idée qu'il existe des classes avec des intérêts fondamentalement différents et qu'elles sont (plus ou moins) représentées par des partis développant des options cohérentes diverses. Ainsi, existe-t-il plusieurs systèmes respectables organisant différemment la société. Une élection doit alors permettre à ces différentes options d'être représentées, de préférence équitablement. On comprend pourquoi, un système d'élection « à la proportionnelle » (à l'évidence le plus juste), en vue d'un régime parlementaire, était totalement hors épure, même pas imaginable, il y a un peu plus de deux siècles.

D'autre part, est-il souhaitable (comme le croyait Condorcet) que chaque électeur se détermine de façon isolée ? Le débat public, cartes sur tables, ne peut-il pas permettre à chacun d'évoluer en fonction des arguments des autres, y compris de certains de ses adversaires ? Une dernière remarque s'impose. Qui décide des modalités d'élection ? Pas l'Académie des sciences ni des mathématiciens, c'est le pouvoir précédent en place, en fonction des intérêts qu'il défend, des traditions du pays et du rapport de forces. Donc, au-delà même du charcutage des circonscriptions, ce n'est jamais une simple question neutre entre gens de bonne foi, c'est politique, économique, social, idéologique. Une des raisons pour lesquelles une réflexion approfondie sur la VI^e République est nécessaire... Étudier, de façon critique, les penseurs de la démocratie depuis plusieurs millénaires n'est pas alors hors de propos. ■

*Pierre Crépel est responsable de la rubrique Sciences.

Front national

Un électorat radicalisé

Une enquête JDD/Sud Radio, réalisée la veille du premier tour de la présidentielle par l'institut IFOP et Fiducial, sondait l'électorat FN. L'étude permettait de distinguer le comportement des électeurs FN de personnes n'ayant jamais voté FN.

Certes, dans cette enquête, comme plus généralement dans tous les sondages, on peut discuter la teneur des questions posées. Par exemple, il aurait été utile de voir comment cet électorat réagit face aux inégalités sociales, aux injustices.

L'étude demeure cependant intéressante. On vote Le Pen d'abord par rejet des autres partis (43 %), parce qu'on partage son constat sur l'état du pays (35 %), ou qu'on adhère à ses solutions sur l'immigration (34 %). Seuls 19 % se disent motivés par ses propositions économiques et sociales.

45 % des électeurs FN disent d'abord voter pour son programme, 30 % pour ses « valeurs » et 7 % pour la figure de Marine Le Pen.

En matière de valeurs, les différences de cet électorat avec des personnes n'ayant jamais voté Le Pen sont fortes. 86 % des électeurs FN disent qu'« on ne se sent plus chez soi », contre 50 % de ceux qui n'ont jamais voté pour ce parti.

84 % disent qu'on ne « s'y sent plus en sécurité », contre 50 %. 80 % pensent que l'immigration coûte cher (contre 57 %) ; pour 73 %, l'islam est incompatible avec la république (contre 43 %). Ils sont 63 % à considérer qu'il y a « trop de libertés » en France et 74 % souhaitent le rétablissement de la peine de mort, alors que ce thème ne figure plus dans le programme du FN ! Cet électorat reprend donc une idéologie d'extrême droite traditionnelle.

On remarque également qu'il est volontiers ultralibéral dans ses choix, ou plus libéral que la moyenne, contrairement à un discours « social » à la mode dans l'état-major frontiste. ■

Pour chacune des affirmations suivantes, êtes-vous plutôt d'accord ou pas d'accord ?

(Électeurs FN : EFN ; personnes n'ayant jamais voté FN : PFN)

LA RÉDUCTION DE LA DETTE EST UNE PRIORITÉ :



IL FAUT QUE L'ÉTAT DONNE PLUS DE LIBERTÉ AUX CHEFS D'ENTREPRISE :



LES CHÔMEURS POURRAIENT TROUVER DU TRAVAIL S'ILS LE VOULAIENT VRAIMENT :



IL Y A TROP DE LIBERTÉS EN FRANCE :



IL FAUDRAIT RÉTABLIR LA PEINE DE MORT EN FRANCE :



LA FRANCE A PERDU SA SOUVERAINETÉ :



LA JUSTICE EST TROP LAXISTE :



70 % des Français se déclarent en bonne santé

En 2014, 70 % des Français se déclaraient en bonne ou très bonne santé. Pour 23 % d'entre eux, leur état de santé est assez bon et il est mauvais ou très mauvais pour 7 % d'entre eux. La France se situe ainsi dans la moyenne des pays européens, même si les situations sont difficilement comparables d'un pays à l'autre : Un système de santé mieux développé peut, par exemple en raison de campagnes de sensibilisation, conduire à une surdéclaration d'un mauvais état de santé, sans qu'il y ait de différences de prévalence entre pays.

Logiquement, l'état de santé déclaré décline avec l'âge (voir graphique) : seuls 12 % des 15-39ans se déclarent en assez bonne, mauvaise ou très mauvaise santé, contre 60 % des plus de 65 ans. À âge donné, les femmes se déclarent en moyenne en meilleure santé que les hommes, mais elles sont en moyenne plus nombreuses à se déclarer en assez bonne, mauvaise ou très mauvaise santé, notamment en raison de leur espérance de vie plus longue.

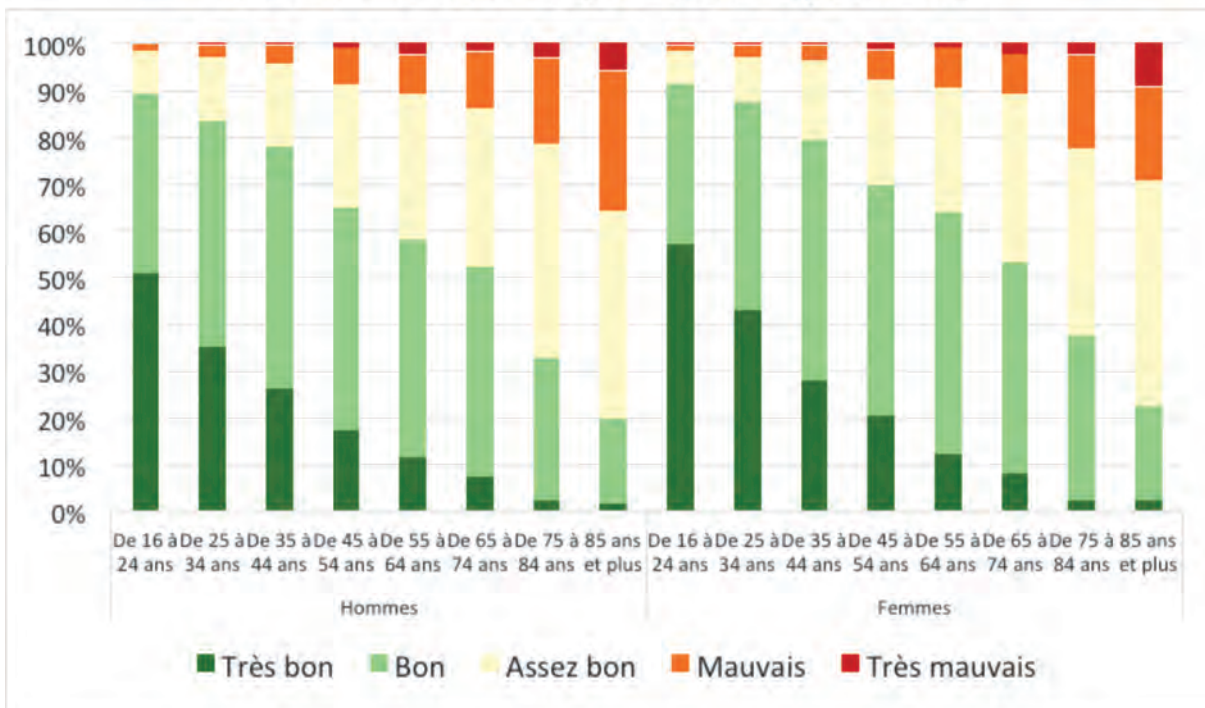
L'état de santé diffère très sensiblement en fonction de la situation sociale des personnes. À structure d'âge et de sexe comparable, ce sont les ouvriers non qualifiés qui se déclarent en moins bonne santé. Suivent les employés, les ouvriers qualifiés et agriculteurs, puis les professions intermédiaires et enfin les cadres.

Parmi les facteurs de risque étudiés dans l'enquête EU-SILC, le tabagisme concerne 28 % de la population, dont 22 % de fumeurs quotidiens. Là encore, les Français sont dans la moyenne des pays de l'Union européenne. En ce qui concerne le surpoids et l'obésité, la France est plutôt dans une meilleure situation que les

autres pays européens : avec 31 % des 15 ans ou plus en situation de surpoids, la France est en effet le pays avec le plus faible taux de surpoids. Le taux d'obésité français, de 15 %, est par ailleurs dans la moyenne européenne. Enfin, 9 % des femmes et 5 % des hommes présentent des symptômes dépressifs, ce qui place la France légèrement au-dessus de la moyenne européenne. ■

« À structure d'âge et de sexe comparable, ce sont les ouvriers non qualifiés qui se déclarent en moins bonne santé. »

État de santé déclaré par sexe et âge en 2014



Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

La recherche publique à l'heure des humanités numériques

PAR OLIVIER RITZ*

Connaissez-vous les humanités numériques ? Les programmes de recherches, les colloques, les publications et même les postes spécifiques estampillés « humanités numériques » se multiplient. Au-delà d'un effet de mode, ce développement institutionnel est la partie la plus visible de transformations profondes de la recherche en sciences humaines, pour le meilleur et pour le pire. Alors que les résultats des premiers grands projets aboutis sont désormais accessibles, les humanités numériques font l'objet de nombreux écrits. Je souhaite donner un aperçu des pratiques et de leurs critiques, en prenant surtout des exemples du côté des études littéraires.

LES SCIENCES HUMAINES ET L'INFORMATIQUE

« Les humanités numériques recouvrent un ensemble de pratiques de recherche à l'intersection des technologies numériques et des différentes disciplines des sciences humaines » (Dacos et Mounier, 2014). L'expression *humanités numériques*, qui traduit l'anglais *Digital Humanities*, marque une étape importante dans l'histoire des relations entre les sciences humaines et l'informatique. Le développement des ordinateurs a permis, depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale pour les projets pionniers puis surtout depuis les années 1980, des approches nouvelles des sciences humaines. L'utilisation de l'informatique a plusieurs conséquences. Elle permet d'automatiser le traitement des données et par conséquent d'en traiter des quantités toujours plus importantes. La préparation des données implique de mettre au point des protocoles de numérisation et d'encodage qui contraignent à faire des choix, à lever des ambiguïtés.

En France et dans le domaine de la littérature, la Banque de données d'histoire littéraire (BDHL), créée en 1985 à l'université Paris 3, donne un bel exemple des réalisa-

tions de cette première période : l'informatique a permis de réaliser l'ambition d'une « science du littéraire » affirmée par Gustave Lanson. La BDHL est construite à partir de plusieurs dizaines de manuels d'histoire littéraire. En mesurant la présence des différents écrivains, elle permet d'interroger la notion de canon littéraire. On peut ainsi « étudier objectivement des données subjectives », comme l'écrit Michel Bernard, qui dirige depuis

2000 le centre Hubert de Phalèse, dont la mission est de « développer les études littéraires assistées par ordinateur et de diffuser ces nouveaux savoirs ».

Les sciences humaines assistées par ordinateurs (*Humanities Computing*) sont devenues humanités numériques (*Digital Humanities*) avec le développement du Web à partir du milieu des années 1990 : « L'informatique (*computing*), outil au service de la recherche est devenu le numérique (*digital*), véritable environnement global au sein duquel la recherche est effectuée » (Dacos et Mounier, 2014). La mise en réseau des machines transforme radicalement le rapport aux données, auxquelles on peut désormais accéder à distance, de manière instantanée.

La communication entre chercheurs change aussi profondément, rendant possible des modes de collaboration inédits.

L'exemple de la numérisation des textes montre à la fois les potentialités et les problèmes nouveaux qui sont posés. Pour étudier un texte, il est de moins en moins souvent nécessaire d'aller dans une bibliothèque et d'en lire une version imprimée. Des versions numérisées peuvent être consultées à distance. Mieux même : les techniques de reconnaissance de caractères progressent très rapidement. Alors qu'il y a peu de temps les textes disponibles en ligne étaient de simples images des pages imprimées, il s'agit maintenant, dans la plupart des cas, de chaînes de caractères qui peuvent être interrogées par des outils de recherche automatisés. On a donc accès plus rapidement à un plus grand nombre de textes et l'on peut, de plus en plus, utiliser l'ordinateur pour effectuer un travail de repérage qui nécessitait autrefois de longues lectures.

« Les humanités numériques servent de prétexte pour multiplier les contrats courts ou le recours à des prestataires extérieurs, quand la recherche souffre par ailleurs d'un manque criant de moyens pérennes ».

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Mais ce progrès technique est lourd d'enjeux économiques et politiques. En matière de numérisation des textes, le principal acteur, et de très loin, s'appelle Google. La multinationale a entrepris de numériser tous les livres ! Plus étonnant encore : elle est en voie d'y parvenir. Pour les textes anciens, dans le domaine public, l'accès est libre pour le moment, puisqu'il s'agit encore de gagner le plus grand nombre d'utilisateurs possible. Mais qui peut garantir qu'il le restera toujours ? Si Google parvient à établir un véritable monopole, qui l'empêchera de faire payer l'accès ? Pour les textes plus récents, sous droits d'auteurs, Google et les éditeurs se livrent des batailles juridiques qui bénéficient rarement aux utilisateurs.

Deux types de contre-pouvoir existent. D'une part, de manière décentralisée, les militants du libre accès et des logiciels libres : spécialistes d'informatique ou nouveaux venus dans le champ des technologies de l'information et de la communication, ils dénoncent les stratégies monopolistiques des grands groupes privés et inventent des outils que chacun peut s'approprier librement. D'autre part, les pouvoirs publics peuvent et doivent jouer leur rôle. En France, la Bibliothèque nationale mène une politique de numérisation et de mise à disposition des textes très ambitieuse, avec sa plateforme Gallica. Moins connue

du grand public, la très grande infrastructure de recherche (TGIR) Huma-Num développe des services de stockage, de traitement, de diffusion et de conservation des données. Huma-Num est une institution publique, qui dépend du CNRS et de l'université d'Aix-Marseille. Véritable service public de la recherche à l'heure du numérique, elle travaille à rendre les données utilisables par tous, de manière pérenne. Tout en développant des outils à vocation universelle, elle ne procède pas de manière centralisée, mais plutôt par la concertation collective et la collaboration. Les humanités numériques changent en effet la manière de travailler. Les chercheurs ne découvrent pas le travail collectif : la collégialité fonde leur travail depuis toujours. Mais les outils qui se développent avec les réseaux rendent possibles des collaborations nouvelles, soit entre spécialistes de champs disciplinaires assez éloignés les uns des autres, soit entre spécialistes et non-spécialistes. À l'université Paris-Diderot, nous avons entrepris de numériser les six volumes de notes prises par Michelet alors qu'il préparait son *Histoire de la Révolution française*. Si Paule Petitier, à l'initiative de ce projet, est une spécialiste de littérature française, nous travaillons régulièrement avec des informaticiens, soit pour mettre au point et faire évoluer le protocole de transcription, soit pour élaborer l'outil de visualisation qui rendra disponible le résultat de la recherche. Un autre projet, déjà abouti, montre l'intérêt de la collaboration : les manuscrits de *Madame Bovary* de Flaubert ont été transcrits entre 2003 et 2005, grâce à de très nombreux transpositeurs bénévoles. La mise au point d'un protocole de saisie et d'encodage très simple a permis de faire contribuer près de six cents personnes, dont un grand nombre d'élèves de seconde. La production participative (en anglais *crowdsourcing*) permet un gain de temps considérable, mais aussi un partage beaucoup plus grand de la connaissance, jusque dans son processus de production.

Comme pour l'accès aux données, les possibilités nouvelles offertes par le numérique sont aussi de nouveaux dangers pour la recherche publique. D'une part, là aussi, les outils collaboratifs les plus répandus appartiennent aux plus grands groupes privés, Google et Microsoft. D'autre part, les projets collaboratifs sont souvent le levier d'une gestion néolibérale de la recherche et des universités. Les humanités numériques servent de prétexte pour multiplier les contrats courts ou le recours à des prestataires extérieurs, quand la recherche souffre par ailleurs d'un manque criant de moyens pérennes.

Le *Manifeste des Digital Humanities* adopté à Paris en mai 2010 appelait à la constitution d'une « communauté de pratique solidaire, ouverte, accueillante et libre d'accès ». L'enjeu de l'ouverture et du libre accès reste déterminant, mais le rôle des pouvoirs publics sera également décisif pour le développement de la recherche à l'heure des humanités numériques. Les pouvoirs publics sont les seuls qui aient la puissance économique nécessaire pour faire exister des institutions et des infrastructures indépendantes des multinationales du numérique. Pour cela, il n'est pas seulement nécessaire de dénoncer les partenariats passés avec ces grands groupes, il faut aussi en finir avec une gestion managériale et néolibérale de la recherche. Cela suppose un changement profond des rapports de forces politiques, mais c'est à cette condition que le formidable potentiel démocratique des humanités numériques pourra être réalisé : l'accès libre au savoir et son partage en actes. ■

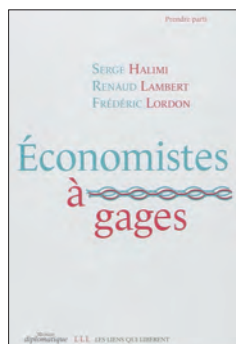
À LIRE :

- **Marin Dacos et Pierre Mounier**, *Humanités numériques : état des lieux et positionnement de la recherche française dans le contexte international*, [Rapport de recherche] Institut français, 2014. En ligne : <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/65357-humanites-numeriques-etat-des-lieux-et-positionnement-de-la-recherche-francaise-dans-le-contexte-international.pdf>
- **Michel Bernard**, *L'Histoire littéraire au risque de l'informatique. La question du canon littéraire*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2011. Ouvrage numérique (payant) : <http://psn.univ-paris3.fr/ouvrage/lhistoire-litteraire-au-risque-de-linformatique-la-question-du-canon-litteraire>
- « Humanités numériques : quelle(s) critique(s) ? », séminaire de recherche organisé par **Pierre Mounier et Aurélien Berra**, à l'EHESS. Programme et documents partagés à lire sur le carnet de recherche *Philologie à venir* : <https://philologia.hypotheses.org>
- *Manifeste des Digital Humanities* : <https://tcp.hypotheses.org/318>
- *Huma-Num*, très grande infrastructure de recherche. Présentation : <http://www.huma-num.fr/la-tgir-en-bref>

À DÉCOUVRIR EN LIGNE :

- *OpenEdition*, portail de ressources électroniques en sciences humaines et sociales : <https://www.openedition.org/6438>.
- Hubert de Phalèse, littérature et informatique : <http://www.cavi.univ-paris3.fr/phalese/>
- *Les Manuscrits de Madame Bovary* : <http://www.bovary.fr>.
- L'Observatoire de la vie littéraire (OBVIL) : <http://obvil.paris-sorbonne.fr>
- Le réseau Usage des patrimoines numérisés (UDPN) : <http://udpn.fr>
- HAL-SHS : archive ouverte en sciences de l'homme et de la société : <https://halshs.archives-ouvertes.fr>

***Olivier Ritz** est maître de conférences en littérature française, édition et humanités numériques à l'université Paris-Diderot.



Économistes à gages

Le Monde diplomatique /
Les liens qui libèrent, 2012

**SERGE HALIMI, RENAUD
LAMBERT, FRÉDÉRIC LONDON**

PAR MORANE CHAVANON

Ce recueil de trois textes décrypte la manière dont l'environnement médiatique dominant assène quotidiennement aux citoyens une pédagogie du *There is no alternative* (Il n'y a pas d'autre choix) par la voix de ses « experts » économiques. La défense d'une économie libérale, sous-tendue par les mécanismes vertueux du marché et honnissant toute forme de régulation publique, perçue comme une entrave au bon déroulement de la « mondialisation heureuse », est présentée comme la marque même du pragmatisme économique et du bon sens politique. *Cela va de soi*, il n'y a rien d'idéologique, le parti pris, c'est chez les autres, les « utopistes » s'aventurant à critiquer le capitalisme.

Dans son texte, Renaud Lambert s'intéresse à la sociologie des « experts » économiques adoués par les média dominants, ayant pignon sur rue pour délivrer un discours prétendument savant et neutre. Ceux-là même qui prédisent le retour à la normale du fonctionnement de l'économie après la crise des *subprimes* de 2008. Pour comprendre la nature du récit qu'ils défendent, car la constellation de leurs discours donne à voir un système cohérent de légitimation de l'économie de marché, Renaud Lambert pose la question : *D'où parlent-ils ?* Et la collusion avec les grandes institutions financières ne tarde pas à apparaître (sièges aux conseils d'administration de grandes entreprises, conseils aux banques, tenue de conférences copieusement rémunérées, etc.). Au-delà des questions de conflits d'intérêts c'est la structuration de la discipline économique dans le champ universitaire qu'il convient d'interroger. En effet, ce sont les tenants d'une conception orthodoxe de l'économie, réunis dans l'Association française de science économique (AFSE), qui trustent les postes et régissent l'accès aux principales publications. En réaction s'est créée l'Association française d'économie politique (AFEP) en 2010. Quant à Serge Halimi, il s'est consacré à l'analyse d'une centaine de chroniques économiques délivrées sur les stations de radio rassemblant les taux d'audience les plus élevés. Sous couvert de pragmatisme, c'est une défense de l'économie libérale et l'adoption d'une vision centrée principalement sur les stratégies d'entreprise qui donnent le ton de « la lancinante petite musique des chroniques économiques », « Classe objet », selon l'expression de Pierre Bourdieu, les ouvriers et les employés n'y figurent qu'en tant que variables d'ajustement, réceptacles passifs des évolutions d'une compétition économique mondialisée, tenue entre les mains d'une poignée de grands dirigeants. C'est une neutralisation des rapports politiques qui se lit dans le discours économique dominant, où l'on met en avant un marché dont les lois seraient naturelles et le fonctionnement inéluctable.

L'un des chantres de cette « mondialisation heureuse » est le journal *Le Monde*, sur lequel porte le texte de Frédéric Lordon. Pour l'économiste, le récit s'organise autour de deux axes sémantiques opposés : les notions de protectionnisme et de souveraineté sont disqualifiées d'emblée,

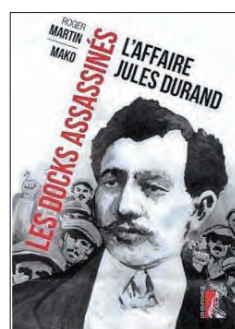
tandis que le parangon du progrès serait incarné par le retrait de l'État et l'ouverture à la concurrence. Entre média ostensiblement de droite et média de « gauche de droite », Frédéric Lordon décrypte la figure du journaliste « dissident », « résistant de l'intérieur », dont le discours prétendument critique fluctue, en réalité, avec les contours de l'acceptabilité politique au sein de l'économie libérale. C'est la « vaccine » théorisée par Roland Barthes, où l'on inocule un mal nécessaire (« oui, il y a des dérives »), pour mieux défendre l'organisme en question (l'économie de marché). ■



Jules Durand : une affaire Dreyfus au Havre (1910-1918)

Éditions Syllepse, 2016

ROGER COLOMBIER



Les Docks assassinés. L'affaire Jules Durand

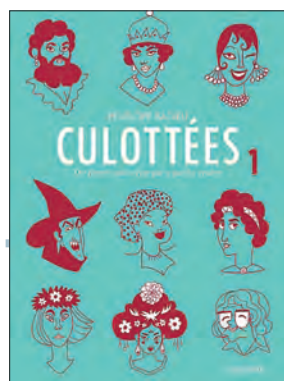
Les éditions de l'Atelier, 2016

**ROGER MARTIN
illustré par MAKO**

PAR YVETTE LUCAS

En 1910, au Havre, les ouvriers charbonniers sont en grève contre la toute-puissante Compagnie générale transatlantique. Affiliés à la CGT, ils ont élu à la tête du syndicat Jules Durand, militant convaincu et passionnément épris de justice sociale. Il existe aussi sur le port du Havre un syndicat jaune, qui n'est pas en grève et s'entend fort bien avec les dirigeants de la compagnie. Une nuit Donges, figure du syndicat jaune, est assassiné durant une bataille d'ivrognes. On arrête les auteurs de l'altercation mais aussi Durand et deux autres dirigeants du syndicat en prétextant, témoignages douteux à l'appui, qu'au cours d'une réunion ils ont appelé à tuer le syndicaliste traître. Durant le procès de novembre 1910, les trois attaquants sont condamnés au bagne, deux des dirigeants syndicalistes sont acquittés mais Jules Durand, défendu sans grande conviction par le bourgeois René Coty, futur président de la République française dans les années 1950, est condamné à mort. L'émotion est grande, les grèves se renouvellent, la presse, à l'exception de *L'Humanité* qui s'est battue pour lui, se déchaîne contre Durand. Le 31 décembre 1910, Durand est gracié mais néanmoins maintenu pour sept ans en réclusion. En 1911, après le dépôt d'une nouvelle demande en grâce, Durand est libéré. Mais la prison et tous les malheurs endurés lui ont fait perdre la raison, ce qui le conduit directement à l'asile d'aliénés où il demeurera jusqu'à sa mort en février 1926. Entre-temps, en 1918, la cour de cassation avait de nouveau délibéré et reconnu son innocence. L'affaire Durand a suscité un certain nombre d'ouvrages. En 1960, l'écrivain Armand Salacrou, impressionné dans

son enfance par ce tragique événement, écrivait une pièce de théâtre *Boulevard Durand* qui, avec l'aide de la CGT, tourna dans de nombreuses villes de France. En 2016, deux nouveaux ouvrages ont été consacrés à « l'affaire Durand ». Celui de Roger Colombier, *Jules Durand : une affaire Dreyfus au Havre (1910-1918)*, situe l'affaire dans le contexte syndical et politique de l'époque, auquel il accorde une large place. L'ouvrage de l'écrivain Roger Martin et du dessinateur Mako *Les Docks assassinés. L'affaire Jules Durand*, puissamment illustré, prend le parti de conter les démarches et les états d'âme du commissaire Henry, qui avait mené l'enquête et qui, convaincu de l'innocence de Durand, n'a jamais réussi à se faire entendre. En novembre 2016, les Troisièmes journées Jules Durand ont accueilli au Havre syndicalistes et chercheurs du monde entier pour faire le point sur les nouvelles découvertes concernant l'affaire. ■



Les Culottées

tome 1, Gallimard, 2016

PÉNÉLOPE BAGIEU

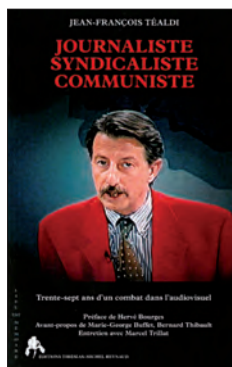
PAR CAMILLE DUCROT

Connaissez-vous Agnodice ou Tove Jansson ? Non ? Pourtant ce sont deux femmes qui

ont fait fi des contraintes de leurs sociétés pour devenir l'une gynécologue travestie à Athènes pendant la Grèce antique, l'autre auteur d'un personnage de roman reconnu, *Moumine le troll*, en Suède au XX^e siècle. Si vous êtes intéressés par des histoires de femmes révoltées, courageuses et engagées, vous devez lire *Les Culottées*, justement sous titré « Des femmes qui ne font que ce qu'elles veulent ».

Le premier tome de cette bande dessinée rassemble quinze portraits de ces femmes, publiés depuis janvier 2016 sur le blog du *Monde Les Culottées* (le second tome vient de sortir). L'idée de Pénélope Bagieu est de faire connaître des femmes qui devraient être célèbres, par leurs œuvres et leurs actions, mais qui sont effacées de l'histoire officielle. Les biographies présentées concernent des personnes et des époques très différentes, allant de l'Antiquité à l'époque contemporaine, des femmes médecins aux femmes prenant des positions politiques ou s'investissant sur des questions environnementales : Joséphine Baker, danseuse et résistante, Nzinga, reine du Matamba, luttant contre les colons, Clémentine Delait, la femme à barbe, Leymah Gbo-wee, représentante de l'ONU auprès des femmes, Delia Akeley, exploratrice longtemps dans l'ombre de son mari, Annette Kellerman, première nageuse à avoir traversé la Manche, ou encore les sœurs Mariposas, qui résistent au dictateur Trujillo en République dominicaine. Pénélope Bagieu leur consacre à chacune une dizaine de pages pour des mini-biographies qui nous invitent à aller plus loin dans la découverte de ces parcours de lutte.

Si les thèmes proposés sont passionnants, le dessin utilisé n'est pas en reste et complète le message. Chaque histoire est en effet servie par une couleur particulière, vive et adaptée au caractère du personnage. Elles sont entrecoupées de superbes doubles pages. L'humour de Pénélope Bagieu permet de sourire face à des situations parfois dramatiques et rend encore plus prégnante la combativité de chacune de ces femmes. ■



Journaliste, syndicaliste, communiste

Editions Tirésias, 2017

JEAN-FRANÇOIS TÉALDI

PAR LÉO PURGUETTE

Jean-François Téaldi signe un ouvrage-témoignage riche en anecdotes sur ses trente-sept ans de militantisme syndical et politique dans l'audiovisuel public.

Journaliste, syndicaliste, communiste. Trois mots qui résument à eux seuls la vie de Jean-François Téaldi et le contenu de son livre.

Loin d'une autobiographie monolithique, l'auteur nous fait partager, à travers une série de notes de quelques pages chacune, les souvenirs marquants de sa vie professionnelle. Une préface d'Hervé Bourges, qui fut président-directeur général de France Télévisions, un avant-propos de Marie-George Buffet et de Bernard Thibault et un entretien avec Marcel Trillat complètent le portrait d'une figure du syndicalisme du petit écran qui a fait ses premiers pas de journaliste à *Nice-Matin* à la fin des années 1970 avant d'en être écarté du fait de ses opinions.

Riche en anecdotes, documenté, ce livre donne à voir la bataille quotidienne pour l'indépendance des rédactions dans l'audiovisuel public. Vis-à-vis des directions mais aussi des élus, notamment ceux de la Côte d'Azur qui supportent difficilement son indocilité. « Je sais bien que vous voudriez que mes idées aient la couleur de votre veste », lui lance ainsi sur un plateau Jacques Peyrat, candidat de droite, passé par le FN, aux municipales de Nice en 1995, alors que Jean-François Téaldi est vêtu d'un veston rouge.

Entre autres épisodes mémorables : l'Albanie d'Enver Hoxha, filmée en caméra cachée, les mises au placard de journalistes pour cause de *look*, les révélations sur l'implication d'une tête de liste FN dans le massacre de la villa Montfleury pendant la guerre... Jean-François Téaldi rapporte la mobilisation des journalistes de France 3 en 1994, jusque dans le bureau du procureur de Nice pour qu'il leur restitue une cassette saisie sans mandat dans le but d'identifier les participants à une grève des gardiens de prison.

Il rapporte aussi les mesquineries auxquelles il fut confronté en tant que cadre, responsable syndical et communiste qui plus est. Lorsqu'en 1992, il est nommé rédacteur en chef adjoint en commission paritaire, un petit papier est glissé dans toutes les boîtes aux lettres des salariés : « Faire part : monsieur Alain Castanié, rédacteur en chef de France 3 Côte d'Azur a la douleur de vous informer de la nomination de M. Jean-François Téaldi au poste de rédacteur en chef adjoint survenue dans sa quarantième année ». Il bataille pour faire respecter son « droit de citoyen » à intervenir dans les meetings de Marie-George Buffet en 2007. En 2012, il participe à la campagne de Jean-Luc Mélenchon tout en reconnaissant « ne pas avoir réussi à le convaincre de ne pas confondre les journalistes de terrain avec les propriétaires des média dominants ».

Un livre passionnant et accessible au grand public. ■

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, *La Revue du projet* propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

La question du pouvoir

Toute l'histoire des pays de parlementarisme bourgeois et aussi, dans une large mesure, des pays bourgeois constitutionnels montre que les changements de ministres ont fort peu d'importance, tout le travail réel d'administration étant confié à une immense armée de fonctionnaires. Or cette armée est profondément imbue d'un esprit antidémocratique, rattachée par des milliers et des millions de liens aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie dont elle dépend de toutes les manières. Cette armée baigne dans une atmosphère de rapports bourgeois, qui est la seule qu'elle respire ; momifiée, encroûtée, figée, elle n'a pas la force de s'arracher à cette ambiance ; elle ne peut changer sa façon de penser, de sentir et d'agir. Elle est enchaînée par un système de hiérarchie, par certains privilèges attachés au « service de l'État » ; quant à ses cadres supérieurs, ils sont complètement asservis, par l'intermédiaire des actions et des banques, au capital financier dont ils sont eux-mêmes, dans une certaine mesure, les agents, dont ils défendent les intérêts et propagent l'influence.

Tenter d'effectuer, au moyen de cet appareil d'État, des réformes telles que l'abolition sans indemnité de la grande propriété foncière ou le monopole des céréales, etc., c'est s'illusionner au plus haut point, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple. Cet appareil peut servir une bourgeoisie républicaine en instituant une république qui est une « monarchie sans monarque », comme la III^e République en France, mais il est absolument incapable d'appliquer des réformes, ne disons pas abolissant, mais même rognant ou limitant effectivement les droits du capital, les droits de la « sacro-sainte propriété privée » [...]

Or un des grands mérites des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, c'est qu'ils représentent un nouveau type de l'appareil d'État, infiniment supérieur, incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont fait le possible et l'impossible pour transformer les Soviets (surtout celui de Petrograd et le Soviet de Russie, c'est-à-dire le Comité exécutif central) en de purs moulins à paroles, occupés, sous couleur de « contrôle », à voter des résolutions et des vœux impuissants, dont le gouvernement remettait, avec le sourire le plus poli et le plus aimable, la réalisation aux calendes grecques. Mais il a suffi de la « brise fraîche » du kornilovisme, qui promettait un bel orage, pour que l'atmosphère au Soviet se trouvât temporairement purifiée de tous ses miasmes et que l'initiative des masses révolutionnaires commençât à se manifester comme quelque chose de grand, de puissant, d'invincible.

Que cet exemple historique soit une leçon pour tous les hommes de peu de foi. Qu'ils aient honte, ceux qui disent : « Nous n'avons pas d'appareil susceptible de remplacer l'ancien, qui tend inévitablement à défendre la bourgeoisie. » Car cet appareil existe : ce sont les Soviets. Ne redoutez pas l'initiative et l'action indépendante des masses, faites confiance aux organisations révolutionnaires des masses, et vous verrez les ouvriers et les paysans déployer dans tous les domaines de la vie publique la force, la grandeur, l'invincibilité dont ils ont fait preuve lorsqu'ils se sont unis et se sont dressés contre le coup de force de Kornilov.

Lénine, « Une des questions fondamentales de la révolution » (1917), *Œuvres complètes*, tome 25, Éditions sociales, Paris, Éditions du progrès, Moscou, 1960, p. 401-402.

Dans une république démocratique, le peuple est censé détenir le pouvoir politique. Le gouvernement est à son service. Ainsi, « ministre » vient du latin *minus*, serviteur. Évidemment cette représentation est naïve ; bien souvent, sitôt l'élection passée, le gouvernement détient seul le pouvoir d'État. Néanmoins, pour Lénine, cette idée est encore largement illusoire. Le gouvernement n'est pas le lieu réel du pouvoir d'État. Les ministres sont en réalité subordonnés à « l'immense armée de fonctionnaires » qui constituent l'appareil d'État.

PAR FLORIAN GULLI ET AURÉLIEN ARAMINI

BRISER L'APPAREIL D'ÉTAT BOURGEOIS

« Le problème fondamental de toute révolution est celui de l'État », écrit Lénine dans *L'État et la révolution* (1917). S'interroger sur l'État implique de savoir « qui » détient le pouvoir au sein de l'État. Or, contrairement à une vision naïve, le pouvoir n'appartient pas aux « ministres » et encore moins au peuple dans l'État « démocratique » bourgeois. Faute de savoir « où est le pouvoir véritable », certains socialistes – tels les « socialistes de gouvernement » comme Louis Blanc, en 1848, au sein du gouvernement provisoire de l'éphémère Deuxième République en France – ont voulu transformer la société « par le haut », parce qu'ils croyaient, à tort, que le pouvoir d'État est entre les mains du « gouvernement ».

C'est, aux yeux de Lénine, l'erreur fondamentale de nombreux socialistes, dont Kautsky, le « pape de la social-démocratie » allemande. Ils envisagent de « s'emparer » par les urnes de l'appareil d'État pour faire triompher le socialisme. Or, même lorsqu'ils sont « aux commandes », les ministres ne sont pas les détenteurs effectifs du pouvoir étatique. L'administration

« Une des questions fondamentales de la révolution » est écrit en septembre 1917. Lénine rédige au même moment, *L'État et la révolution*, qui place aussi en son centre la question de l'État et de l'attitude que les socialistes doivent adopter à son égard. En juillet de cette année, un gouvernement à majorité socialiste est constitué, avec à sa tête le socialiste-révolutionnaire Kerenski. Pour Lénine, ce gouvernement est « populaire, démocratique, révolutionnaire », mais seulement en paroles. En conservant l'appareil d'État de l'ancien régime, foncièrement hostile au changement, il se condamne à l'impuissance.

de la société, tout comme le maintien de l'ordre, relève en réalité d'« une immense armée de fonctionnaires ». Cette administration est l'obstacle principal empêchant toute réforme. L'État n'est pas une machine que l'on conduit à sa guise. Les fonctionnaires ne sont pas des gestionnaires, obéissant docilement aux ordres des ministres. Ils ont une façon « de penser, de sentir et d'agir » qui fait corps avec l'exploitation bourgeoise des masses et la domination impérialiste. Lénine insistera sur l'idée que l'État peut changer de forme (l'État esclavagiste ou la république) tout en demeurant « une machine qui permet à une classe d'opprimer une autre, une machine destinée à maintenir dans la sujétion d'une classe toutes les autres classes qui en dépendent³ ». Si l'État « démocratique » bourgeois représente un progrès vis-à-vis de l'État féodal du tsarisme, notamment parce qu'il reconnaît aux citoyens un certain nombre de libertés, il n'en reste pas moins une machine destinée à maintenir la bourgeoisie au pouvoir. Dans ce cadre, il est impensable « d'appliquer des réformes, ne disons pas abolissant, mais même rognant ou limitant effectivement les droits du capital, les droits de la « sacrosainte propriété privée ».

Pourquoi l'armée de fonctionnaires de l'appareil d'État bourgeois est-elle incapable d'avancer dans la voie du socialisme ? Il y a d'abord des raisons idéologiques : elle a été formée intellectuellement dans les grandes écoles de l'État bourgeois ; elle a acquis les réflexes intellectuels qui sont ceux des exploités. Il y a aussi des raisons économiques. L'administration est soumise à l'oligarchie financière : « L'État n'est pas une entité en dehors ou au-dessus des classes. » Les institutions politiques – et les hauts fonctionnaires – sont sous la dépendance de l'oligarchie financière auprès de laquelle les États impérialistes s'endettent. La haute administration est totalement asservie au capitalisme financier. Ainsi, l'appareil d'État bourgeois ne saurait être la forme d'État adéquate pour mener une politique révolutionnaire. Bien au contraire, il constitue un obstacle à

toute tentative de remise en cause de l'exploitation des masses par la bourgeoisie. Pour transformer la société, il faut donc démolir cette forme d'État pour la remplacer par une autre forme d'État.

MARXISME ET ANARCHISME

Mais en se fixant un tel objectif – briser l'appareil d'État bourgeois –, Lénine n'adopte-t-il pas une position anarchiste ? Dans *L'État et la révolution*, Lénine distingue soigneusement marxisme et anarchisme. L'un et l'autre partagent en effet une même visée : la suppression de l'État. Pour les anarchistes, la suppression de l'État est un objectif politique immédiat ; l'État doit s'effacer du jour au lendemain. Pour Lénine, il s'agit d'un horizon lointain, d'un processus progressif, que la formule « dépérissement de l'État » exprime bien. Pour parvenir à ce terme, il faut avoir instauré le socialisme, avoir supprimé les classes, c'est-à-dire avoir mis fin aux rapports de domination qui rendaient l'État nécessaire. Pendant toute la longue phase de transition, un appareil d'État demeure toutefois nécessaire pour faire échec aux tentatives de restauration de l'ordre ancien. Donc, détruire l'appareil d'État bourgeois ne signifie pas, aux yeux de Lénine, se priver de toute machinerie d'État, à la manière des anarchistes. Il faut, en même temps que l'on brise la vieille machine d'État, en faire advenir une nouvelle, favorable cette fois aux avancées révolutionnaires.

Mais où trouver ce nouvel appareil d'État ? Et quelle forme devra-t-il prendre ? Que répondre aux sceptiques qui affirment : « Nous n'avons pas d'appareil d'État susceptible de remplacer l'ancien, qui tend inévitablement à défendre la bourgeoisie » ?

TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS !

Ce n'est pas au parti ou aux intellectuels d'inventer les formes politiques de demain. Les masses sont créatrices du nouvel ordre social. « Le grand péché des chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques, écrit Lénine,

est de n'avoir pas confiance dans les masses, de redouter leur initiative, leur action indépendante, de trembler devant leur énergie révolutionnaire au lieu de l'appuyer entièrement et sans réserve. » On est loin de l'image fautive d'un Lénine se méfiant des masses et voulant substituer à leur initiative celle du parti. Déjà en 1905, lors de la première révolution russe, Lénine faisait montre d'un tel enthousiasme à l'égard de la créativité populaire.

Les masses se sont donc donné des organisations : les « soviets⁴ ». Mais si les masses créent spontanément des organisations, celles-ci demeurent relativement indéterminées quant à leurs fonctions. Les soviets doivent-ils être subordonnés au gouvernement ? Autrement dit, selon Lénine, doivent-ils être « de purs moulins à paroles, occupés, sous couleur de "contrôle", à voter des résolutions et des vœux impuissants, dont le gouvernement [re]met, avec le sourire le plus poli et le plus aimable, la réalisation aux calendes grecques ». Ou les soviets doivent-ils être plus que cela, à savoir les bases d'une nouvelle organisation d'État ?

Pour Lénine, les soviets peuvent devenir « un nouveau type de l'appareil d'État ». Ils se sont déjà montrés capables d'organiser la défense de la révolution en armant les ouvriers de Petrograd lors de la tentative de putsch du général Kornilov de septembre 1917. Ce faisant, les soviets ont commencé d'administrer un pays comme le ferait un appareil d'État. Le fameux mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » ne signifie pas : envoyer des représentants du soviet dans un gouvernement entre les mains de l'ancien appareil d'État. Il signifie plutôt : briser le vieil appareil d'État et s'en donner un nouveau, acquis à la révolution.

1. Les socialistes-révolutionnaires sont les membres du Parti socialiste révolutionnaire. Ils s'appuient sur la paysannerie plutôt que sur le prolétariat.

2. Lénine désigne par ce terme le mouvement contre-révolutionnaire du général russe Lavr Kornilov (1870-1918) qui prit la tête d'une tentative de coup d'État militaire à la fin de l'été 1917.

3. Conférence « De l'État », prononcée le 11 juillet 1919 à l'université Sverdlov.

4. Concernant les « soviets » en 1905, voir rubrique « Dans le texte » « Tactique en temps de crise révolutionnaire », *La Revue du projet*, n° 61, novembre 2016.

COMMANDEZ LES NUMÉROS QUE VOUS SOUHAITEZ

à *Revue du projet* - Association Paul Langevin 6 av. Mathurin-Moreau 75167 Paris Cedex 19

chèque à l'ordre de « La Revue du projet »

Prix spécial : 6€ : 1 n° • 10€ : 2 n°s • 20€ : 5 n°s • 30€ : 10 n°s (port compris). Au delà, le prix au numéro reste de 3 €. Certains numéros sont épuisés, mais vous pouvez les télécharger sur le site du PCF.

<input type="checkbox"/> N°1: LA SÉCURITÉ • octobre 2010	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°2: LES SERVICES PUBLICS • novembre 2010	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°3: Quelle ÉCOLE pour aujourd'hui et pour demain • décembre 2010	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°4: Comment changer dans LA MONDIALISATION • janvier 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°5: LA GAUCHE DE L'AVENIR? 80 thèses pour remettre la gauche sur le bon pied • février 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°HS: Rencontre nationale pour un PROJET POPULAIRE ET PARTAGÉ • mars 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°6: ÉCOLOCOMMUNISTE, sans complexe • mars 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°7: EUTHANASIE: a-t-on le droit de mourir? • avril 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°8: PROJET SOCIALISTE: une analyse critique pour avancer à gauche • mai 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°9: LE MULTICULTURALISME, un cauchemar? • juin 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°10: CLASSE OUVRIÈRE: le fantôme de la gauche • septembre 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°11: Place au PEUPLE • octobre/novembre 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°12: DÉMONDIALISATION • décembre 2011	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°13: Lumières sur L'ÉNERGIE • janvier 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°14: CRISES: construction et subversions • février 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°15: Politiques du GENRE • mars 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°16: LE VOTE UTILE? le vote utile! • avril 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°17: MIGRATIONS au-delà des fantasmes • mai 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°18: SPORT\$, l'humain d'abord • juin 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°19: Le polar imagine 2013 • septembre 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°20: ART ET CULTURE, les sentiers de l'émancipation • octobre 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°21: Habiter LA VILLE • novembre 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°22: NOUVEAUX ADHÉRENTS Qui sont-ils? Que veulent-ils? Faut-il les garder? • décembre 2012	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°23: Vive LE PROGRÈS • janvier 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°24: LES MOTS PIÉGÉS • février 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°25: Bien NOURRIR LA PLANÈTE • mars 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°26: À la conquête d'une nouvelle CONSCIENCE DE CLASSE • avril 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°27: NATIONALISATIONS: l'intérêt général • mai 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°28: LA RETRAITE: une bataille capitale • juin 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°29: COMMUN(ism)E et municipales • septembre 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°30/31: Vive LA RÉPUBLIQUE • octobre/novembre 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°32: LES TERRITOIRES de l'égalité • décembre 2013	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°HS: Refonder l'EUROPE	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°33: Dessine-moi une VILLE HUMAINE • janvier 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°34: PEUR • février 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°35: Pour en finir avec LA DROITISATION • mars 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°36: Sous les pavés, L'EUROPE • avril 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°37: Enseignement supérieur et recherche SAVOIRS où aller? • mai 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°38: LE CORPS • juin 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°39: La fabrique de L'ASSISTANAT • septembre 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°40: FAB-LAB du bidouillage informatique à l'invention sociale • octobre 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°41: LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE • novembre 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°42: COMMUNISME de nouvelle génération • décembre 2014	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°43: LIBERTÉ! • janvier 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°44: MÉDIA Besoin d'oxygène • février 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°45: FÉMINISME au cœur des luttes révolutionnaires • mars 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°46: NATION, une voie vers l'émancipation • avril 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°47: MUSULMANS: dépasser les idées reçues • mai 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°HS: Convention nationale du PCF sur l'INDUSTRIE • juin 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°48: LES MOTS GLISSANTS • juin 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°49: Non! Il n'y a pas de GUERRE DES CIVILISATIONS • septembre 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°50: 4 essais sur LA GAUCHE • octobre 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°51: CLIMAT, le temps des choix politiques • novembre 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°52: LAÏCITÉ, outil d'émancipation • décembre 2015	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°53: ÉDUCATION, état d'urgence • janvier 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°54: POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE: de la guerre à la paix • février 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°55: LOGEMENT, le droit au bien-être • mars 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°56: (ANTI-)PRODUCTIVISME? De quoi parle-t-on • avril 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°57: Nouvelles vagues en MÉDITERRANÉE • mai 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°58: LE BONHEUR • juin 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°59: JEUNESSE sacrifiée? ou engagée! • septembre 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°60: COMMUN ET/OU COMMUNISME? • octobre 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°61: LE TRAVAIL dans tous ses états • novembre 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°62: JUSTICE pour qui et pourquoi? • décembre 2016	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°63: De NOUVEAUX DROITS dès maintenant! • janvier 2017	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°64: Quelle politique (VRAIMENT) ANTITERRORISTE? • février 2017	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°65: ÉVASION FISCALE, mettre fin au grand hold-up • mars 2017	X	.....	ex.
<input type="checkbox"/> N°66/67: SANTÉ, maux et remèdes • avril/mai 2017	X	.....	ex.

TOTAL ex. = €

BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/10 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de « La Revue du Projet »

Standard : 56 €

Chômeurs/étudiants : 40 €

Souscription : 72 €

SERVICE ABONNEMENT - REVUE DU PROJET c/o TBS BLUE - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél. : 01 84 18 10 50 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : Signature :

RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (REEMPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an) JOINDRE UN RIB

Standard : 4 X 14 €

Chômeurs/étudiants : 4 X 10 €

Souscription : 4 X 18 €

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP : Ville : Pays :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

IBAN-Numéro d'identification international du compte bancaire

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

BIC-Code international
d'identification de votre banque

TYPE DE PAIEMENT récurrent/répétitif Vous pouvez à tout moment vous désabonner en appelant au 01 84 18 10 50.

CRÉANCIER : ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN - ICS : FR23ZZZ530622 - Adresse : 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris cedex 19

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN

Référence unique du mandat (réservé à l'administration)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

En signant ce formulaire vous autorisez l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Fait à :

Signature :

Le :

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

À retourner à : SERVICE ABONNEMENT - REVUE DU PROJET c/o TBS BLUE - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

ORGANISEZ DES DÉBATS !



Organisez des débats avec les membres de l'équipe de *La Revue du projet*, autour des livres ou des thèmes des dossiers, c'est possible. Contactez-nous à revue@listes.pcf.fr

 Retrouvez *La Revue du projet* sur Facebook

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashe
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédéric Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Camille Ducrot
Critiques/Lire



Florian Gulli
Dans le texte



Aurélien Aramini
Dans le texte



Saliha Bousseadra
Féminisme



Mickaël Bouali
Histoire



Bradley Smith
Philosophiques



Victor Blanc
Poésies



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Gérard Legrip
Regard



Pierre Crépel
Sciences



Fanny Chartier
Statistiques



Michaël Orand
Statistiques



Léo Purguette
Travail
de secteurs



Alexandre Fleuret
Lectrices & lecteurs



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Hélène Bidard



Igor Martinache



Josua Gräbener



Stéphanie Loncle



Marine Roussillon

Dès septembre

La Revue du projet

se transforme et devient...

Cause commune

PROCHAINS NUMÉROS

août-septembre : **Classe dominante**
octobre-novembre : **Octobre et nous**

PCF
Parti communiste français

 **FRONT
DE GAUCHE**

Parti communiste français